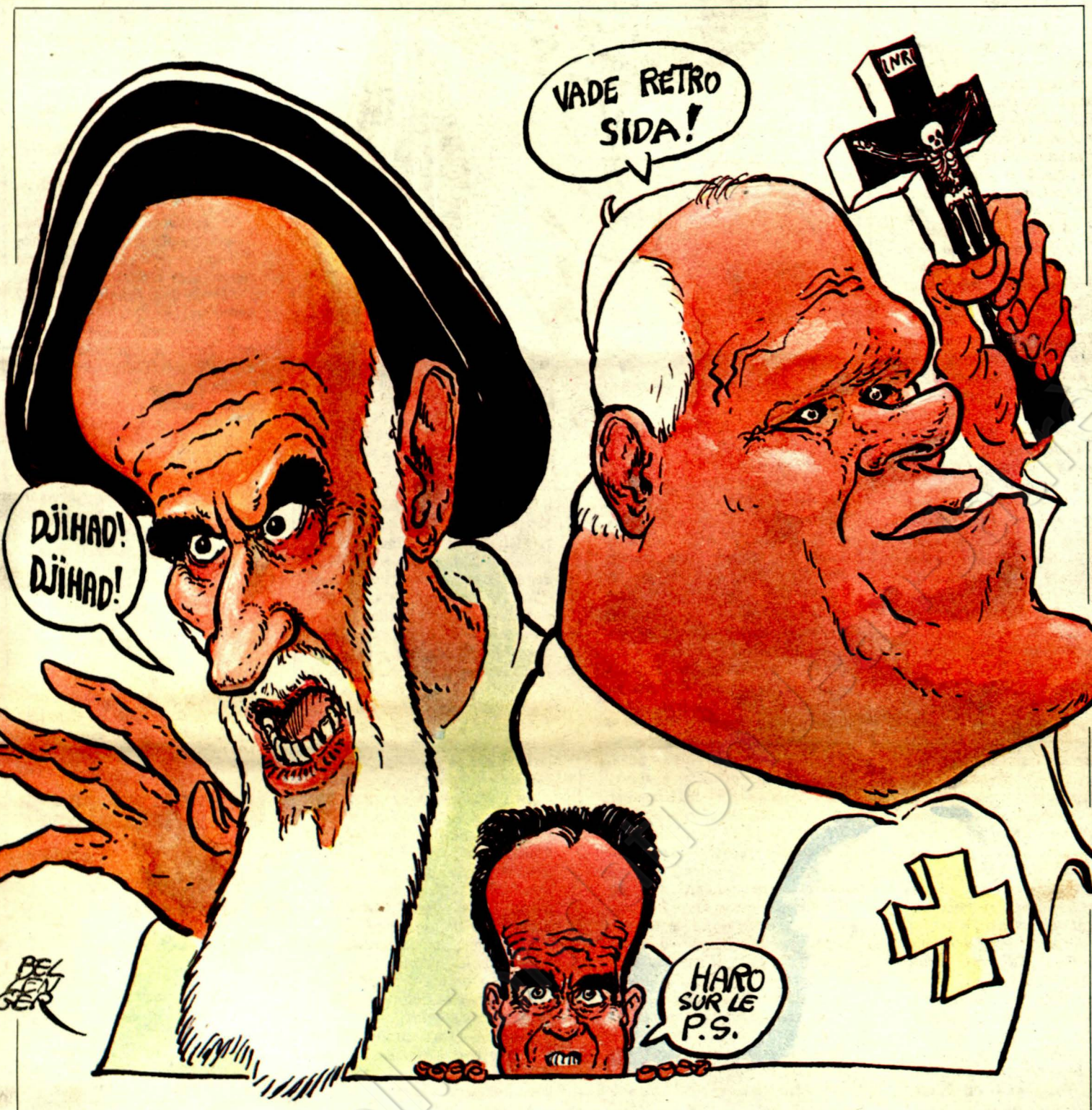
l'unité

M 2805 - N° 615 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 20 septembre 1985



LA MONTEE DES INTOLERANCES

Roger Leray : "Certains font peur pour se présenter comme le recours, ce qui est une démarche religieuse"

P.C. : LES AYATOLLAHS DE LA COURNEUVE

L'affaire Greenpeace

LA VERITE, TOUTE LA VERITE, RIEN QUE LA VERITE... ET VITE !

Le rebondissement de l'affaire Greenpeace pourrait avoir des répercussions politiques graves si la vérité n'était pas connue rapidement, comme l'a demandé le président de la République en condamnant cet « acte criminel et absurde ».

Politique en bref

INFLATION

Le pari gagné de Bérégovoy

Qui aurait parié un kopeck il y a seulement un mois sur la capacité de Pierre Bérégovoy à tenir son objectif sur l'inflation ? Personne. Aujourd'hui, pourtant, il ne fait pratiquement plus de doute pour personne que la hausse des prix ne dépassera pas les 5 % à la fin de l'année. Depuis six mois, le ministre des Finances affichait une confiance sans faille alors que tombaient les mauvais indices : « Attendez, disait-il, ça va aller mieux au second semestre. » En juillet, l'indice sortait à 0,4 %, grâce, si l'on peut dire, au coup de pouce des loyers et des automobiles. Tout le monde se disait alors que c'était cuit, que les socialistes avaient une fois de plus donné la preuve de leur incompétence oubliant que, en glissement, l'inflation n'était alors plus que de 6,1 %.

L'opiniâtreté finit toujours par payer, celle de Pierre Bérégovoy se trouve récompensée. Le 0,1 % d'indice mensuel du mois d'août — quatre dizième de points de moins qu'en août 1984 — a donc fait tomber la hausse des prix sur les douze derniers mois à 5,6 %. C'est la première fois depuis juin 1972 qu'elle passe en-dessous du seuil des 6 %.

Grâce à ce nouveau progrès, qui témoigne de l'efficacité des mesures mises en œuvre pour lutter contre la hausse des prix, la France rejoint en août le rythme moyen d'inflation de la C.e.e., alors que notre écart atteignait encore 1,2 point à la fin de 1984. Avec nos huit principaux partenaires, notre différentiel est passé de 1,1 à 0,9 point. Le différentiel recule aussi avec notre premier partenaire commercial. La R.f.a. n'est plus qu'à 3,4 points de nous. Elle était à 4,7 points fin 1984 et à 8 points en 1980 sous le règne d'un — toujours — « grand technicien » de l'économie, Raymond Barre. Enfin, l'écart avec la Grande-Bretagne est de 1,3 point... Mais à notre avantage.

La désinflation est de nouveau enclenchée, après avoir marqué le pas pendant quelques mois. La presse spécialisée annonçait confidentiellement il y a peu que les indices mensuels attendus jusqu'à la fin de l'année ne dépasseraient, sauf accident, pas les 0,2 %. Mais un accident est toujours possible et il ne manquera pas alors de bons économistes, objectifs et compétents, pour disserter sur les « erreurs tactiques » et les « mauvais choix » de Pierre Bérégovoy.

S.G.

VIOL PUBLIC

Histoire d'un crime

« Tous complices » titrait Yvette Roudy ministre des Droits de la femme, dans un article bizarrement — mais est-ce si étonnant ? — coincé entre les noces de Julien Clerc et les nouvelles de la santé de Léon Zitrone dans « le Matin ». « Tous complices » criaient les militantes féministes venues manifester devant le 156 boulevard Magenta, au pied de l'immeuble où Marie-Claude 19 ans, fut violée, battue, dépouillée par trois hommes sans que personne — ni un passant, nombreux à cette heure (21 h) sur le boulevard, ni un locataire de l'immeuble — ne réagisse aux appels au secours de la jeune fille. Pire peut-être, après le forfait et la fuite des violeurs, personne pour accompagner Marie-Claude au service des urgences à l'Hôpital Lariboisière où un interne constata un bras cassé, des contusions multiples et les preuves d'un rapport sexuel avec violence. Courageusement, la jeune femme devait porter plainte le lendemain au commissariat du Xe arrondissement. Mais traumatisée et doutant — avec quelques raisons après son horrible expérience — de la solidarité de la société tout entière dans un cas comme le sien préféra brouiller les pistes en ne donnant pas son vrai nom, ni sa véritable adresse.

Et pourtant l'arsenal législatif au complet est désormais en place. Depuis décembre 1980 le viol, qui était jusqu'alors considéré comme un attentat à la pudeur est désormais un crime. Mais il faut bien admettre que l'évolution ne s'est pas encore faite dans les têtes. Les trois viols publics qui ont défrayé la chronique ces derniers mois montrent que la veulerie ordinaire, quand ce n'est pas un certain voyeurisme horrifié, reste l'attitude la plus courante des témoins. « Même si on a peur, on peut dans le train tirer une sonnette d'alarme et dans la rue crier « au secours ». On peut si on le veut vraiment trouver un téléphone et composer le 17 », écrivait Yvette Roudy.



Marie-Claude et les deux autres jeunes filles violées publiquement n'ont pas eu la chance de trouver parmi les témoins du crime, un homme, une femme, quelqu'un pour qui la notion d'assistance à personne en danger a toujours une signification, ou seulement quelqu'un — un père, un mari — capable de s'identifier suffisamment pour imaginer sa propre fille ou sa femme victimes à leur tour. L'agression sexuelle — où commence-t-elle, où finit-elle ? — est encore considérée par beaucoup comme un rite barbare, certes condamnable mais mineur en regard d'autres crimes et délits. Ce qui est nouveau — et somme toute réconfortant — c'est que les victimes hurlent, se rebellent et portent plainte. Attitude récente, il n'est pas loin le temps où une femme violée se terrait, silencieuse et blessée dans la honte et la peur. Il n'est pas loin le temps où portant plainte, la victime accablée de propos grivois et de sous-entendus obscènes se retrouvait promptement transformée en douteuse provocatrice : elle avait été violée, bien fait pour elle ! Que faisait-elle à 9 h du soir dans la rue, en jupe et talons hauts au lieu d'être sagement claquemurée au coin de l'âtre ?

Personne n'ose plus aujourd'hui avancer — publiquement — de tels arguments mais il est révélateur que certains commentateurs n'hésitent pas à mettre en doute le témoignage des jeunes filles. Après tout on n'a que leur version des faits et si elles étaient tout simplement des simulatrices ! Mardi soir, au journal de F.r.3 la suspicion planait déjà et le journaliste de service osa, en s'appuyant sur le fait que Marie-Claude avait donné de faux renseignements (très douteux ça !) et que la concierge de l'immeuble « qui n'est pas une lâche » n'avait rien entendu, laisser entendre que peut-être il ne s'était rien passé au 156 bd Magenta. Oubliant qu'après le viol commis dans un train, on avait là aussi douté des affirmations de la jeune violée (seule témoin et pour cause !) jusqu'à ce que la police arrête le violeur aujourd'hui sous les verrous. Reste que le viol est encore aujourd'hui le seul crime où la victime doit faire la preuve de son innocence.

Non mes sœurs, contrairement à ce que nous susurrent nombre de sirènes la cause des femmes n'est pas encore gagnée.

Encore un effort !

NICOLE CHAILLOT

FEMMES

Halte à la fuite de vos cerveaux !

On a pensé à vous, petites jeunes des classes de première... à vos cerveaux tout neufs, dont la substance et les combinaisons interneuronales n'ont rien à envier à celles des garçons ! mais qui, par on ne sait quel mystère, — sur le plan des choix et des réalisations, s'entend — freinent quelque part et bifurquent on ne sait où, provoquant par là une belle déperdition de cerveaux. Qu'on en juge : en fin de 1re scientifique, presque autant de filles que de garçons : 48 %. Un bon score. En terminale : plus que 37 % à faire le choix du fameux bac C. Un an plus tard, en maths sup. et maths spé. (préparation aux filières scientifiques supérieures), chute brutale : 17 %... Anormal, non ? Manque de compétence ? Pas du tout ! Mais curieuse fuite d'intérêt lorsqu'il s'agit d'un choix de carrière. Pourquoi n'optent-elles pas en effet plus spontanément pour les spécialités industrielles porteuses d'emplois ? Pourquoi 10 % aux Mines, Centrale, Ponts et Chaussées ? Pourquoi 9 % seulement de femmes à l'Ecole polytechnique ? Pourquoi si peu de femmes ingénieurs ? Pourquoi ? Timidité ? Désintérêt ? Barrière sociale ? Obstacle culturel ? Un peu tout ça, mais c'est un fait, ce tarissement, cette fuite des cerveaux féminins vers des études littéraires, ou carrément des choix plus « plan-plan », se situent à la source, en classe de première et terminale.

C'est donc là où il faut frapper. « Là est la cible », comme l'explique Yvette Roudy, soutenue par le Premier ministre et diverses personnalités scientifiques et des grandes écoles. Pour accroître le nombre d'ingénieurs et associer les jeunes filles à la modernisation du pays, une bourse de la vocation scientifique vient d'être créée. Pas rien ! 40 000 francs, versés en 4 annuités à 50 lauréates chaque années, pour leur permettre de suivre et poursuivre une formation d'ingénieur ou de chercheuse dans une grande école ou dans une université. Une bourse récompensant donc une élève de première. « S », « E », ou « F industriel », et qui sera versée dès le début des études supérieures (Maths sup — D.e.u.g. scientifique, B.t.s. ou D.u.t.).



Pascal Lebrun

Lionel Jospin et Laurent Fabius accueillis par Jean Glavany, mardi soir, au « Banquet des Mille » à Issy-les-Moulineaux, renouant ainsi avec la tradition du banquet républicain.

A la fois encouragement et défi aux préjugés, cette expérience répond aux préoccupations de la gauche en poursuivant deux objectifs : réduire les inégalités sociales, donner toutes leurs chances aux femmes, en espérant doubler d'ici à quelques années le nombre de femmes ingénieurs « les impulsant d'une manière large vers les belles carrières ».

Plus de gâchis donc, et moins de reculade — on l'espère — de la part des intéressées, voilà de bonnes nouvelles.

F. LORIOL

● *Le dossier des candidatures (niveau scolaire-motivation-situation sociale de la famille) doit être déposé à la Délégation régionale des Droits de la femme avant le 30 novembre 1985.*

● *Une commission régionale présidée par le commissaire de la République de région dressera mi-décembre la liste des candidates admises à concourir (publication dans la presse régionale).*

● *Convocation pour épreuve... celle-ci ayant lieu la 1re semaine de janvier 1986.*

● *Un jury national — la crème de la crème — où on relève les noms d'Anne Chopinet-Duthilleul (1re femme Major de l'école polytechnique), Yvette Chassagne (p.-d.g. de l'U.a.p.), des professeurs au Collège de France, des chercheurs... etc. sélectionnera cinquante lauréates les premiers jours de février.*

Renseignements supplémentaires : « Bourse de la vocation scientifique et technique des femmes » B.p. 2000 — 75500 Paris Cedex 16.

HOPITAL

La réforme sort de la naphtaline

La réforme semblait prendre un petit coup de naphtaline au grand dam de ses partisans. Qu'en était-il de la départementalisation dans les hôpitaux ? Jean Terquem vient d'être chargé de sa relance par Georgina Dufoix. Il était temps. Beaucoup, dans les milieux hospitaliers de gauche, s'impatientaient et ne comprenaient pas que le ministère donne l'impression de reculer devant une cabale de médecins réactionnaires et qu'aucune concession ne rangerait aux arguments de la départementalisation. Ce n'est un secret pour personne, l'hostilité au projet puisait dans les comportements les plus rétrogrades d'une poignée de mandarins, hostiles au principe de l'élection du chef de département. Plus curieusement, on enregistrait aussi une opposition parmi les médecins qui s'affichaient naguère comme les plus chauds partisans de la « collégialité » à l'hôpital, tel le syndicat des médecins hospitaliers C.g.c. Cette opposition-là est beaucoup plus politique : pour ceux-là, rien de bon ne peut sortir des cartons d'un ministère tenu par un socialiste, même si l'évidence prêche en faveur du projet. Enfin, le projet avait subi tant de retouches, qu'il semblait défiguré aux yeux des syndicats les plus proches de la gauche.

Il est temps d'appliquer la réforme qui ne peut qu'apporter un peu de rationalité au fonctionnement des hôpitaux, et de passer outre aux opérations d'obstruction systématique.

P.-Y.P.

LA VERITE, TOUTE LA VERITE, RIEN QUE LA VERITE... ET VITE !

Le rebondissement de l'affaire Greenpeace pourrait avoir des répercussions politiques graves si la vérité n'était pas connue rapidement, comme l'a demandé le président de la République en condamnant cet « acte criminel et absurde ».

PAR CLAUDE ESTIER

AFFAIRE empoisonnée ? C'est le moins qu'on puisse dire. Ce qui n'avait été jusqu'ici que le « feuilleton de l'été » est devenu depuis mardi, avec les articles du « Monde » et du « Canard enchaîné », une affaire d'Etat sur laquelle il est urgent que toute la vérité soit connue et que soient prises les sanctions contre ceux — à quelque niveau qu'ils se situent — qui ont ordonné ou laissé faire le sabotage du « Rainbow Warrior », cet « acte criminel et absurde » dénoncé dimanche dernier encore par le président de la République.

Ceci étant dit, il faut examiner avec sang-froid les données jusqu'à présent connues de cette affaire sans se laisser impressionner par l'exploitation scandaleuse, voire hystérique, qu'en font certains dirigeants de l'opposition dans l'espoir non dissimulé de déstabiliser le chef de l'Etat lui-même et en oubliant comment furent couvertes certaines actions criminelles des services secrets notamment en Afrique, quand ils étaient au pouvoir...

L'article du « Monde » ne vaut pas preuve. On peut même s'interroger sur les sources dont il tire ses informations et qui sont présentées les unes comme proches du pouvoir, les autres liées à l'opposition. Mais la force de la thèse développée — à savoir la présence dans le port d'Auckland d'une troisième équipe de nageurs de combat de la D.g.s.e. ayant effectivement posé les deux bombes qui ont coulé le « Rainbow Warrior » — est qu'elle rend cohérente une opération qui paraissait jusque-là fumeuse. Les agents embarqués sur le voilier « Ouvéa » et les faux époux Turenge, les uns et les autres innocentés de l'attentat lui-même dans le rapport Tricot, retrouvent alors leurs rôles respectifs : les premiers auraient été chargés d'apporter sur place le matériel destiné au sabotage, les seconds auraients surtout servi de « leurre », ce qui expliquerait qu'ils n'aient pas cherché à passer inaperçus.

Encore une fois, ni « Le Monde », ni le « Canard enchaîné » n'apportent aucune preuve et on retiendra que dans les heures qui ont suivi la publication de leurs articles, le ministre de la Défense Charles Hernu s'est élevé contre ce qu'il considère comme une « campagne de rumeurs et d'insinuations » et a affirmé à nouveau « qu'aucun service, qu'aucune organisation dépendant de (son) ministère n'a reçu l'ordre de commettre un attentat contre le « Rainbow Warrior ».

Soit. Il reste que le bateau en question a bien été coulé, que l'opération a fait un mort et qu'il a bien fallu que, quelque part, un ordre ait été donné. « S'il était établi, ajoute d'ailleurs Charles Hernu, que des responsables avaient contrevenu à mes ordres ou avaient menti, je le ferais immédiatement savoir et demanderais au gouvernement d'en tirer toutes les conséquences. »

C'est évidemment sur ce point que la vérité doit être connue au plus tôt sous peine que de nouveaux rebondissements incontrôlés — le procès des faux époux Turenge s'ouvre le 4 novembre en Nouvelle-Zélande — ne lui donnent une dimension encore plus grave. On ne peut plus, en effet, s'en tenir au rapport Tricot établi à partir des informations que le conseiller d'Etat avait recueillies essentiellement auprès de la direction de la D.g.s.e. et de la hiérarchie militaire mais dont le Premier ministre, commentant ce rapport le 27 août avait lui-même souligné qu'il laissait subsister des « interrogations ». Bernard Tricot, interrogé par la suite, n'excluait pas de son côté qu'on ne lui ait pas tout dit et que, s'il apparaissait que le sabotage du navire de Greenpeace avait été le fait d'officiers français appartenant à la D.g.s.e., cela voudrait dire ou qu'on lui aurait menti ou que quelqu'un aurait désobéi aux ordres qui étaient officiellement de surveiller le bateau mais non de le couler.

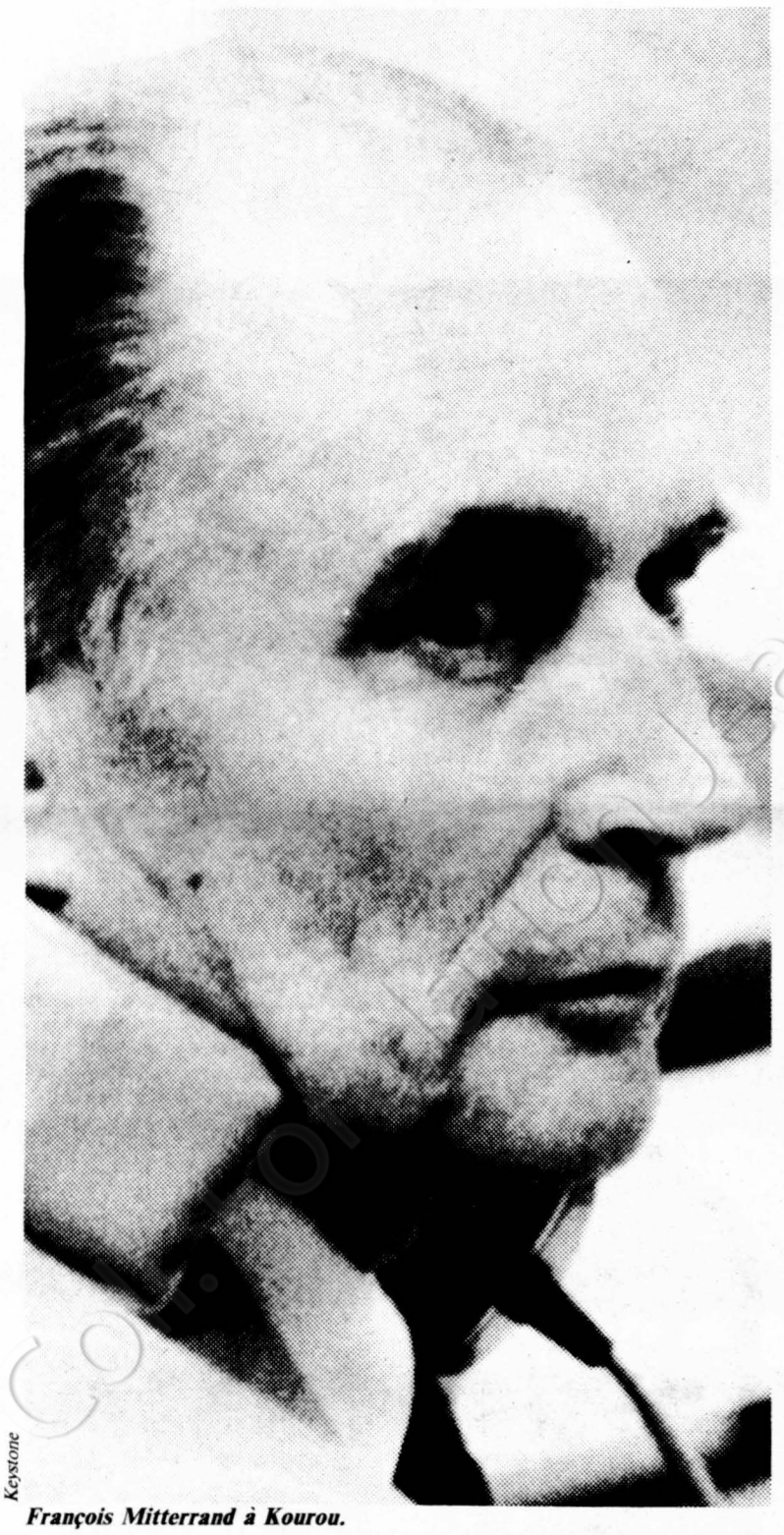
Quant à la dimension politique que l'opposition essaie aujourd'hui de donner à l'affaire en parlant de « Watergate » et en s'efforçant d'y impliquer le président de la République, elle relève elle-même purement et simplement du mensonge le plus éhonté. L'indignation a des limites, soulignait justement mercredi le directeur du « Monde », André Fontaine.

Une chose est certaine, en effet, et toutes les enquêtes de presse, y compris celles du « Monde » et du « Canard enchaîné » l'ont confirmé, c'est que François Mitterrand n'était en aucune façon informé de l'opération qui se préparait contre le « Rainbow Warrior ». L'attentat ayant eu lieu le 10 juillet dans le port d'Auckland, il n'a été mis au courant de ses implications qu'une semaine plus tard par le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe. Pourquoi par celui-ci ? Parce qu'il avait lui-même été alerté par ses services de police à qui leurs homologues néo-zélandais étaient venus demander des renseignements sur les époux Turenge, arrêtés après l'attentat et notamment sur un numéro de téléphone qu'ils avaient appelé d'Auckland et qui s'est révélé être celui d'un service de la D.g.s.e. C'est par ce biais que le président de la République, et le Premier ministre ont appris que les services secrets français pouvaient avoir été mêlés à cette affaire. Ils ont immédiatement cherché à en savoir plus, d'abord par des voies discrètes, puis d'une façon officielle en confiant le 7 août à Bernard Tricot une enquête dont les conclusions devaient être rendues publiques.

Il faut donc toute l'impudence d'un Chinaud pour oser affirmer que : « François Mitterrand a davantage menti aux Français que Nixon aux Américains. » Le président de la République a au contraire tout fait pour faire éclater la vérité sur cet attentat qu'il a condamné dès qu'il en a connu l'origine et dont il soulignait encore il y a quelques jours l'absurdité et la stupidité.

Car il faut bien le dire : en plus de son aspect criminel, le sabotage du « Rainbow Warrior » est bien un acte absurde. Il est certes, normal que les autorités françaises compétentes surveillent de près les agissements de ceux qui voudraient empêcher la France de poursuivre ses essais nucléaires dans le Pacifique, essais dont François Mitterrand, la semaine dernière à Mururoa, a rappelé avec force qu'ils se poursuivraient dans la mesure où ils étaient indispensables au maintien et à la modernisation de notre force de dissuasion, garante de notre indépendance nationale. Mais ce n'est pas d'aujourd'hui qu'était surveillée et au besoin contrecarrée l'action des « écologistes » de Greenpeace sans qu'il y ait jamais eu besoin pour cela de commettre le moindre attentat.

Qui a donc pu donner un ordre aussi aberrant ? Ne peut-on encore imaginer, en dépit des indications données par « Le Monde », que l'acte criminel ait pu être conçu, en France ou à l'étranger, avec l'idée de mettre en difficulté le gouvernement français et le président de la République lui-même ? Ces questions et beaucoup d'autres encore continuent de se poser. Mais on ne peut plus se contenter de questions. Il faut des réponses. Et le plus vite possible.



Keystone

François Mitterrand à Kourou.



A.f.p.

Charles Hernu.



Keystone

François Mitterrand à Mururoa (avec Charles Hernu, Roland Dumas et Pierre Joxe) : « La France restera présente dans le Pacifique Sud. »

LA DROITE A UN HOMME PROVIDENTIEL... ET ELLE NE LE SAIT PAS !

Galopant loin derrière ses deux challengers de la droite, Valéry Giscard d'Estaing garde confiance en son étoile, car il sait qu'il lui reste une jolie carte à jouer : celle de l'union.

PAR MARTINE DUCOUSSET

EDIFIANT. Un véritable catéchisme politique. Nobody is perfect, sauf Giscard. On en oublierait presque, à l'écouter prêcher, que l'homme a un passé. Qu'il fut, pendant sept ans, président d'une République qui, un beau jour, lui a dit non. Sans même passer à confesse, l'ex- se voudrait absous. Et, de toute façon, fait comme si. Comme si le pouvoir lui était étranger, comme s'il était tout neuf et s'estimait à même d'offrir à des partenaires trop brouillons l'image d'une virginité exemplaire. Giscard, ou l'innocence hypocrite. La main intéressée sur le cœur ambitieux.

Eux, ils se chamaillent, moi, je suis pour que tout le monde communie. C'est en substance ce que nous chante, à droite, le prophète de la conciliation. « L'union fait la force, l'union fera la France », a-t-il déclaré au cours de l'émission « Le Grand Jury – R.t.l. – « le Monde » du 15 septembre dernier. En ajoutant, pour marquer davantage le coup : « L'opposition n'a pas les moyens du luxe de la désunion » C'est émouvant. Mais aussi trop œcuménique pour être véritablement crédible.

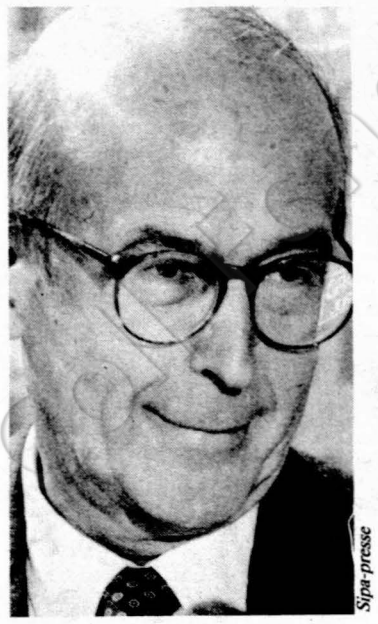
D'accord, on prétend s'aimer, dans l'opposition. Mais, en fait on se hait, chacun sait ça. C'est un pour soi, et tous contre tous. Barre fait de l'ombre à Chirac, qui fait de l'ombre à Giscard, qui fait de l'ombre à Léotard... Dieu reconnaîtra le sien, les urnes aussi. En attendant, l'important est de bien se placer. L'important est de séduire, et de conquérir. Pour la cause, pour sa cause.

Giscard espère, Giscard ose un pari fou. Devenir indispensable après avoir été chassé, jouer à l'homme providentiel dans un pays qui le tient en grande partie responsable de ses malheurs. Pari fou, oui, mais c'est la seule chance qui lui reste. Sans cette esbrouffe désespérée, l'élu de Chamallières retournerait, bien vite, à son Auvergne natale. Un pour soi, tous contre tous, certes, mais surtout pas un pour lui. Giscard, pensent très fort et Chirac et Barre, c'est de l'histoire ancienne. De la mémoire à endormir, du souvenir à enterrer.

Pauvre V.g.e., lâchement abandonné par ses anciens Premiers ministres. Chirac, un instant perturbé par sa trahison de 1981, se sent, quatre ans plus tard, parfaitement à l'aise. Fort d'un parti fort – ce R.p.r. qui lui est tout acquis et ne demande qu'a lui servir d'ascenseur –, le maire de Paris, qui avait fait un temps ami-ami avec son président d'antan, préfère désormais monter à l'assaut tout seul. Giscard, c'était un allié pas plus ridicule qu'un autre quand il s'agissait de contrer les manœuvres d'un certain Raymond Barre. Maintenant que les choses sérieuses se précisent – mars 1986, c'est dans pas longtemps – il faut avant tout soigner les priorités. La priorité. Chirac d'abord, Chirac tout seul.

Enfin, pas si seul que ça. Parce que l'encombrant professeur n'en finit pas de lui gâcher le paysage. Un professeur qui lui aussi se soucie de Giscard comme de son premier traité d'économie. Quand il était à Matignon, il a fidèlement, et honnêtement, servi. Mais les temps ont changé, et Nounours, dévoré d'ambition, prétend aujourd'hui rouler pour lui. Il aurait tort de s'en priver, d'ailleurs, lui, le champion des sondages, lui le superman du plébiscite. Depuis des mois et des mois, il a, patiemment, tissé sa toile, créé des réseaux, envoûté des disciples et réussi à composer, petit à petit, une stature d'homme d'Etat. Pour ses fervents admirateurs, c'est clair et net. Barre d'abord, Barre tout seul.

Giscard, face à ces redoutables adversaires, semble évidemment bien pâlichon. Et carrément hors du coup, tellement ses concurrents galopent à des longueurs d'avance. Cependant l'homme résiste, et s'accroche. Il sait qu'il lui faudra, pour combler son handicap, un sacré souffle. Mais il garde confiance. Car il sait, aussi, qu'il lui reste une jolie carte à jouer : celle de l'union. Et c'est vrai que la tactique peut, à la longue, se révéler payante. Tout simplement parce que à droite, l'ambiance est, plus que jamais, à la cacophonie. Et qu'un chef qui se poserait en grand réconciliateur de l'opposition aurait, pourquoi pas, quelques chances de tirer les marrons du feu.



Sipa-presse

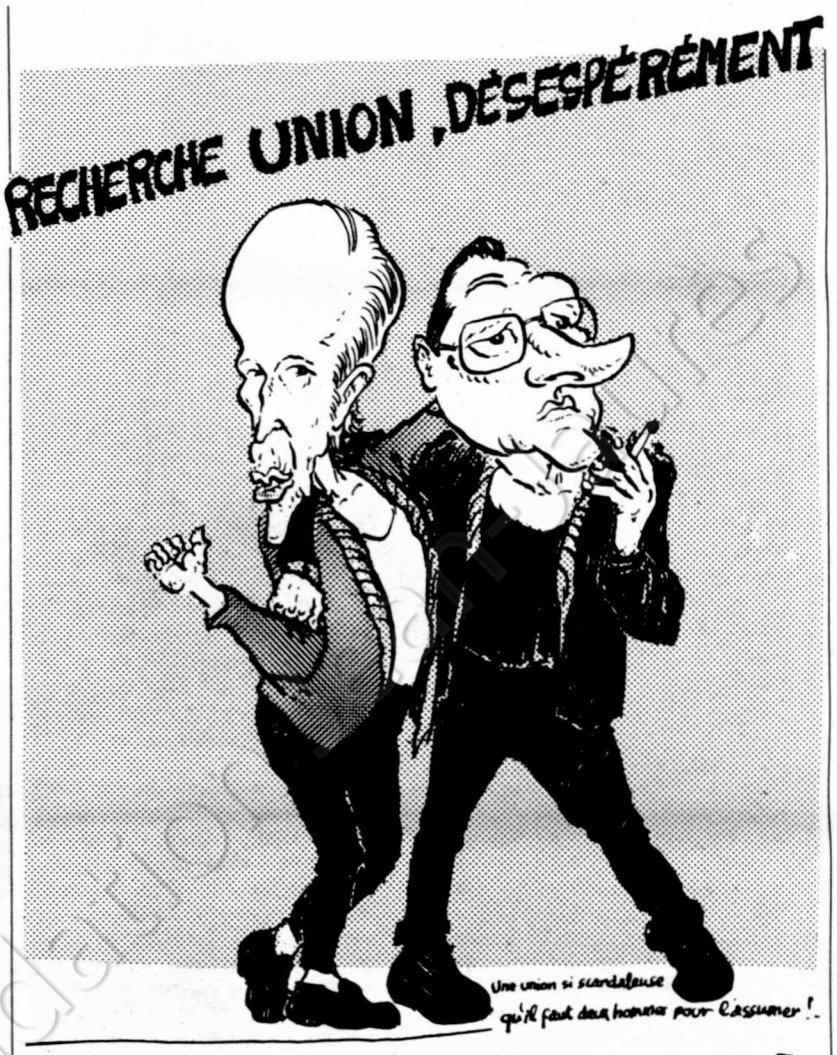
Valéry Giscard d'Estaing.

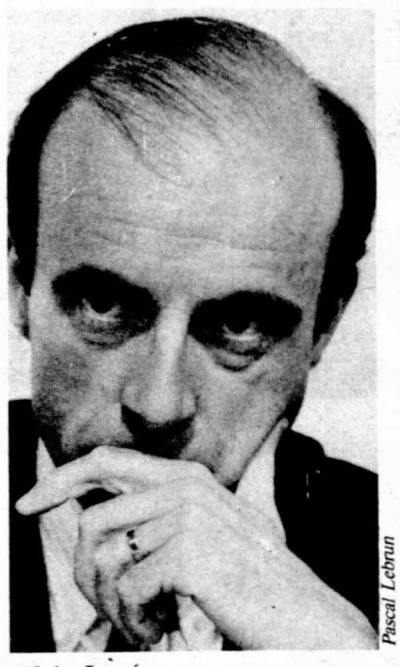
Avouez que c'est fou : ils disent blanc un jour après avoir affirmé noir la veille, ils se tirent dans les pattes, ils ne sont pas d'accord entre membres d'un même parti. C'est fascinant et rigolo. Mais c'est surtout grotesque. La cohabitation ! par exemple. On croyait le R.p.r. relativement au point sur la question... Pas du tout ! Charles Pasqua, président du groupe chiraquien au Sénat, déclarait au « Club de la presse » d'Europe n° 1, dimanche 15 septembre, qu'il souhaitait voir Jacques Chirac devenir Premier ministre en expliquant : « Nous, nous croyons que les idées que nous proposons et les mesures que nous indiquons aux Français, comme devant favoriser le redressement, sont de nature à favoriser ce redressement ; nous en sommes intimement convaincus. C'est la raison pour laquelle nous considérons qu'il faut aller au pouvoir, et y aller tout de suite. »

Presqu'au même moment, Alain Juppé, secrétaire national du R.p.r., chargé du redressement économique et social, se montrait catégorique à l'émission de T.f.1., « Sept sur sept » : « On essaie de nous faire croire que l'opposition et la majorité actuelles à condition d'éliminer le plus extrémistes de chaque côté, seraient prêts à travailler ensemble. Eh bien, ce n'est pas vrai ! On n'est pas d'accord. »

Pas d'accord ? C'est une lapalissade, cher M. Juppé. Mais que le R.p.r. se console, s'il le peut, de cette dysharmonie. A l'U.d.f., c'est encore plus croquignolet. A tel point que Jean-Claude Gaudin, président du groupe à l'Assemblée nationale, a lâché, en inaugurant lundi 16 septembre à Strasbourg les journées parlementaires de l'U.d.f., un véritable cri du cœur : « La situation politique n'est pas facile ! » Certes. Ce n'est pas l'enfer, mais ça y ressemble diablement.

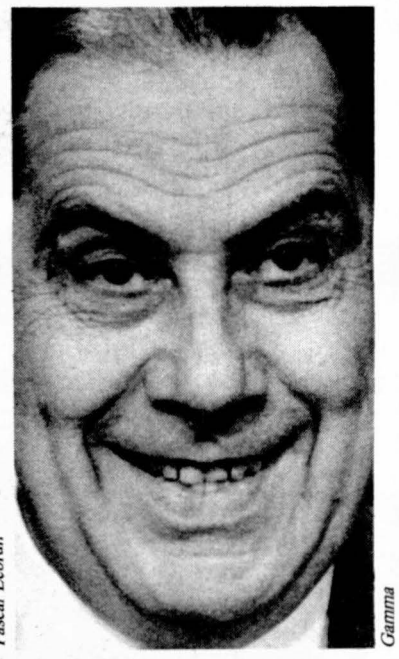
Jean Lecanuet, grand visionnaire devant l'Eternel : « Il y a un problème qui a pris nom, cohabitation : il existe. Il est posé. Il est réel. » François Léotard, anxieux : « Le rendez-vous du pouvoir est une véritale rencontre du troisième type et ne présente pas aujourd'hui, du fait des difficultés institutionnelles, de perspectives totalement claires. » Pierre Méhaignerie, président du C.d.s., pragmatique : « A qui me demande si je suis prêt à m'engager dès aujourd'hui à voter la confiance à tout gouvernement qu'aura nommé M. Mitterrand, je réponds : qu'il faudra d'abord connaître le résultat des élections. (...) Rendez-vous donc en présence de la réalité, en mars 1986. »





Pascal Lebrun

Alain Juppé.



Gamma

Charles Pasqua.

La panique. L'un veut y aller, l'autre hésite. Le troisième se laisserait bien tenter, mais comme il est barriste, il a des scrupules. Le quatrième ne veut pas en entendre parler, mais comme il est giscardien, il a des remords. Une valse-hésitation à en avoir le vertige. Et même à trébucher, si ça continue.

Imperturbable, Giscard avance tranquillement : « Les députés qui seront élus dans l'union de l'opposition devront donner leur confiance au nouveau gouvernement. » Invité aux journées parlementaires de l'U.d.f., il n'y a fait qu'une brève apparition. Le temps de serrer la main – sans piper mot – de Raymond Barre. Imperturbable. Il sait que son mouvement, tout acquis à l'ennemi, ne lui appartient plus. Tout au plus peut-il espérer obtenir une trentaine de députés qui lui seraient fidèles dans la prochaine Assemblée. Il n'en a cure. Son rêve se situe ailleurs. Son rêve est de prendre, en quelque sorte, la place qu'occupait Raymond Barre, il n'y a pas si longtemps : celle d'un homme au-dessus des partis, en dehors de la mêlée. Simplement préoccupé par l'union, et par l'avenir de son pays. Ah, le délicieux paradoxe...

Lui serait le sage, devant deux assoiffés de pouvoir. Lui miserait tout sur la réconciliation, face à des adversaires occupés à comptabiliser les coups. Lui ferait dans la modération, histoire de court-circuiter les excités qui s'agitent dans l'opposition. Pas seulement un Philippe Malaud, dont les propos délirants – vivement la chasse aux sorcières dans la fonction publique, les Verts sont des agents du K.g.b. – ne seraient qu'anecdotiques si le président du C.n.i.p. n'avait signé l'accord R.p.r.-U.d.f. pour « gouverner ensemble (1) ». Pas seulement Malaud, donc. Mais aussi tous ceux qui, faute de programme politique cohérent, se rabattent sur des formules pas chic et très toc. Gaudin, par exemple, qui affirme ne pas vouloir être « l'ambulance ou la roue de secours de M. Mitterrand » en poursuivant : « Lui, c'est lui, et nous, c'est nous. » Gaudin toujours, se demandant si le président de la République, en cas de cohabitation, ne devra pas « souvent avaler son chapeau ou son parapluie ». Et l'inénarrable Pasqua, pas gêné de prétendre, à propos des canaques de Nouvelle-Calédonie, qu'il s'agit d'une « minorité raciste, qui a un comportement totalitaire et qui tente par la force d'imposer sa loi à une population qui n'en veut pas ».

Tristes sires, triste opposition. Plus ça va, plus c'est n'importe quoi. Alors, face à tous ces débordements, devant toutes ces bisbilles, peut-être bien que Valy a une chance. Oh, très mince. Mais après tout, il serait bien stupide de ne pas s'en saisir. D'abord, parce que ça l'aidera à passer des nuits moins blanches. Ensuite, c'est sûr que sa volonté se revenir au premier plan ajoute du piment à la lutte que se livrent les leaders revanchards de l'opposition.

(1) « L'Evénement du jeudi », 12-18 septembre 1985.

P.C.: LES AYATOLLAHS DE LA COURNEUVE







Henri Krasucki, Roland Leroy et Georges Marchais à la Fête la fête de « l'Humanité ».

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

« FAIRE du neuf avec les communistes. » Le slogan fleurissait aux quatre coins de la fête de « l'Humanité », le week-end dernier à La Courneuve. Pourtant, rien de bien nouveau dans le discours des dirigeants du P.c. Toujours le même antisocialisme. Primaire. Caricatural. Sans doute, à La Courneuve, un degré supplémentaire a-t-il été franchi dans la virulence des attaques. Mais qui peut en être surpris ? C'est dans la logique du repliement sectaire du P.c.

Une simple lecture des calicots dans les stands de la fête donnait le ton : « La droite, le P.s., c'est la crise », « Droite ou P.s. ? Déjouez le piège en renforçant le P.c.f. », « Droite-P.s., même politique, on n'en veut plus », « Droits de l'homme à la Fabius : Daniel Lacroix, secrétaire de la section communiste de Renault licencié » (1), etc. Un registre archi usé qu'a repris Georges Marchais sans grande imagination : « La politique de Mitterrand et Fabius, c'est l'atout capital dont la droite dispose pour revenir au pouvoir... Les conditions sont créées pour que le Parti socialiste et la droite exercent, tour à tour ou ensemble, la direction des affaires du pays pour mettre en œuvre la même politique antipopulaire... Il y a Mitterrand, Fabius, Rocard, Jospin au parti socialiste, il y a Barre, Chirac, Giscard à droite. Il peut donc y avoir des conflits de personnes ou des différences de tactiques. Mais des contradictions entre orientations politiques différentes ? non ! »

Intellectuel non ?

D'ailleurs, pour Marchais, la cohabitation ne peut virer qu'à la « coopération ». En cas de victoire de la droite en 1986, il est prêt à respecter avec zèle les institutions. Il ne réclame pas le départ de François Mitterrand. La poursuite jusqu'à son terme du mandat présidentiel sert sa démonstration : « Envisager, comme le font le P.S. et la droite... que la France pourra être dirigée à la fois par un Président socialiste et par un gouvernement de droite, c'est admettre que leurs politiques ne diffèrent pas fondamentalement. Et c'est un fait, sur l'essentiel ils sont d'accord ». Intellectuel, non ? Cette subtile dialectique se révèle bien commode. Dans l'hypothèse d'une victoire de la droite aux législatives, elle permettra au P.c. d'alimenter l'antisocialisme au moins jusqu'en 1988 et de tenter de se refaire une santé dans l'opposition sur le dos du P.s. Enfin, pour couronner et résumer le tout, Marchais lance une ultime attaque contre le P.s. « qui est embourbé jusqu'au cou dans sa politique de droite ». Fermez le ban. N'en jetez plus, la cour (neuve) est pleine.

Voilà donc ciblée la prochaine campagne électorale du P.c. C'est le retour aux vieilles accusations de « collaboration de classe » du P.s., à la lutte « classe contre classe ». La direction du P.c.f. replonge dans l'orthodoxie et l'intégrisme classique des périodes les plus staliniennes de son histoire. Il n'y a pas d'illusions à se faire. Lors de la campagne électorale, les socialistes seront violemment pris sous les feux croisés et concordants de la droite et du P.c., unis dans un même objectif : la défaite de la gauche. Droite et P.c. même combat. Comment croire encore que le P.c. est de gauche ?

Cependant, le langage de Marchais comporte deux failles. D'abord lorsqu'il déclare que la victoire de la droite n'est pas « inéluctable » et que « les jeux ne sont pas faits : il reste six mois. Chirac, Barre, Giscard, Le Pen n'ont pas partie gagnée ». Là on a du mal à s'y retrouver. La droite n'a-t-elle pas déjà gagné la partie puisque Barre = Fabius et que la droite et les socialistes « sont d'accord » pour appliquer la même politique ? Qu'a donc à craindre Marchais du retour au pouvoir à la coalition R.p.r.-U.d.f. ? Rien de pire. S'il éprouve le besoin de réduire, même furtivement, la droite à sa véritable dimension, c'est pour mieux coller à sa base et à son électorat qui, eux opèrent encore une distinction très nette entre le P.S. et les partis conservateurs dont ils ne souhaitent pas le retour au pouvoir.

Deuxième contradiction, qui découle de la première : comment peut-on assimiler le P.s. à la droite ? C'est tout de même un gouvernement à direction socialiste qui a engagé le pays dans des avancées que la droite refusait : retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, extension des libertés, et des droits des salariés, décentralisation, nationalisations, etc.

Georges Marchais, lui-même, reconnaissait, il y a moins de deux ans, que le bilan de cette « œuvre importante » était « supérieur aux grandes conquêtes du Front populaire et de la Libération ». Comment peut-il, aujourd'hui, feindre d'oublier ces indiscutables acquis sans apparaître incohérent ? Sans doute, aux prochaines élections législatives, le P.c.f. paiera-t-il à nouveau le prix de cette incohérence. L'électorat de gauche reconnaîtra les siens. Depuis qu'il a quitté le gouvernement pour se retrancher dans une opposition sectaire, outrancière, qui fait le jeu de la droite, le Parti communiste n'a guère renforcé son audience. Il est bien mal parti pour toucher les dividendes de cette nouvelle dérobade devant l'Histoire. « Le souffle », titrait lundi « l'Humanité » à propos de sa fête !

Le souffle de l'antisocialisme

Sur place le seul souffle que l'on ait senti passer était celui de l'antisocialisme. C'est pourquoi la direction de « l'Unité » avait préféré décliner l'invitation qui lui avait été faite, comme chaque année, de se rendre à La Courneuve. Certes la fête de « l'Huma » demeure une grande fête populaire. Les chiffres officiels annoncent 592 000 vignettes donnant droit à l'entrée. Soit 18 000 de plus que l'an dernier. Preuve surtout que le plateau de variétés s'est révélé plus attractif qu'en 1984. Johnny Hallyday fait toujours recette. C'était lui, en priorité, que les jeunes qui se pressaient aux premiers rangs de la grande scène, étaient venus entendre. Et ils n'ont pas manqué de le faire compendre à plusieurs reprises à Georges Marchais. ●

(1) *Présenté comme un martyr de la politique gouvernementale, Daniel Lacroix a été également « licencié » du comité central du P.c. Il faisait partie des victimes de la purge qu'a connue cette instance lors du dernier congrès de Saint-Ouen. Un exemple de démocratie à la Marchais.*

FEUILLETON FABIEN

L'euro-communisme ne passera pas

Suite du feuilleton Fabien. Après la tonitruante publication de « Kremlin-P.c.f. » et l'apparition masquée sur Antenne 2 du corbeau du P.c., Jean Fabien récidive en signant un nouveau livre « la Guerre des camarades » (1). Il nous entraine dans l'histoire des rapports tumultueux entre le P.c. d'Union soviétique et les P.c. d'Europe occidentale, au cours de ces 15 dernières années. Une époque marquée par l'émergence de l'eurocommunisme. Jean Fabien explique comment l'U.r.s.s., soutenue par une fraction des communistes français, a réussi à s'opposer à toute tentative d'évolution des P.c. européens. Il raconte, par le détail, les pressions soviétiques pour faire rentrer dans le rang le P.c.f., accusé de prendre ses distances avec Moscou dans les années suivant la signature du programme commun. A cet égard la « lettre oukase » adressée par le P.c.u.s. à la direction du P.c.f. entre les deux tours des élections municipales de 1977 témoigne de l'emprise tentaculaire que les Soviétiques veulent imposer à leurs « camarades » français. Une ingérence mal vécue par un P.c. en proie à de sourdes luttes internes. D'un côté les « intégristes », les hommes de Moscou, conduits par Roland Leroy, de l'autre les tenants de l'ouverture, de l'union de la gauche, avec Georges Marchais à leur tête.

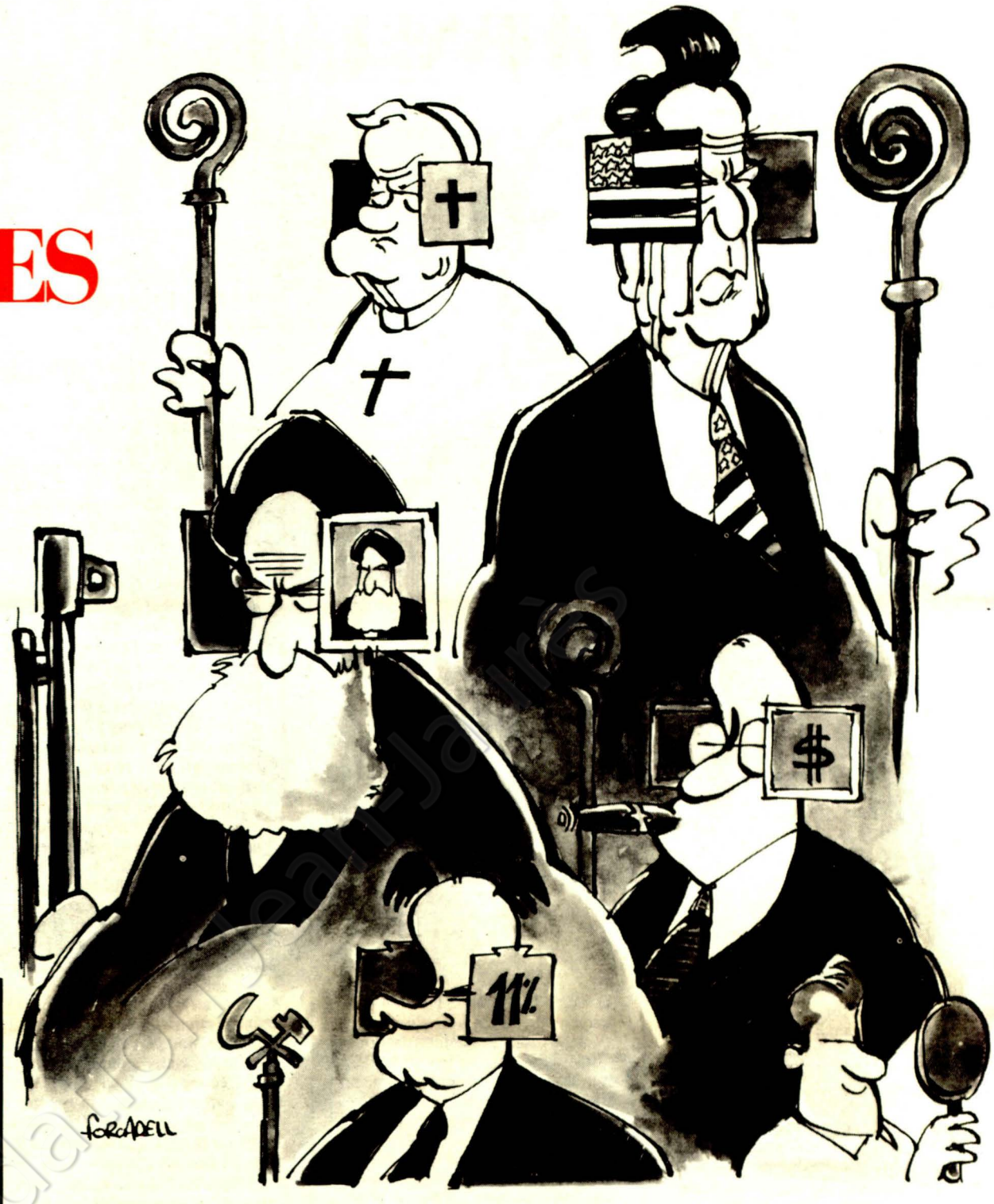
Ce récit intéressant n'apporte sur le fond pas grand-chose de nouveau. Surtout, il est beaucoup plus ambigü que le pemier livre de Jean Fabien. « Kremlin-P.c.f. » qui tirait sa force de l'abondance de documents inédits (les notes de Jean Kanapa), dont l'authenticité n'a jamais été mise en doute. « La Guerre des camarades » ne contient qu'un seul véritable document indiscutable : la fameuse « lettre oukase ». Le reste n'est qu'une histoire du passé récent du P.c., certes pleine de références, sans doute exactes en de très nombreux points, mais aussi non dépourvue d'une subjectivité renforcée alors par l'anonymat de son auteur. Enfin, expliquer l'évolution du P.c.f. à travers l'affrontement Leroy-Marchais relève d'un manichéisme bien réducteur ! Certes ce clivage est réel. Il est même bien encore vivace en 1985 ; le P.c. est aussi le parti de la lutte des clans. Mais c'est faire bien peu de cas du rôle des opportunistes, également nombreux à la direction du Parti, qui jouent sur les deux tableaux et dont le mystérieux Jean Fabien fait peut-être partie.

J.-P.B.

(1) Editions Olivier Orban.

LA MONTEE DES INTOLERANCES





Le Grand Orient de France reste au centre des débats qui secouent notre monde. C'est pourquoi nous avons demandé à Roger Leray, réélu Grand Maître, de nous parler de la lutte des maçons contre tous les intégrismes.

Roger Leray : "Certains font peur pour se présenter comme le recours, ce qui est une démarche religieuse"

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

LE Grand Orient de France vient de tenir son convent annuel. L'occasion, pour les francs-maçons, de renouveler leur analyse de la société et de sa mutation.

Le racisme, « mal absolu », la foi dans une société humaine perfectible, libérée à la fois des « prédateurs et des tyrans », la lutte contre tous les dogmatismes, tous les « intégrismes » : autant de principes rappelés par Roger Leray, réélu Grand Maître. Des principes qui ne peuvent manquer de rencontrer écho en cette « période particulièrement difficile, car les hommes vivent une mutation mal appréhendée, donc dangereuse », dans ce « monde paradoxal où les moyens techniques de communication sont en développement exponentiel et les hommes en situation tragique d'incommunication ».

« Ouvrir des voies de rencontre », reste la vocation de la franc-maçonnerie. D'où l'annonce des trois prochaines manifestations que va organiser le Grand Orient : en novembre, un colloque consacré à la crise, pour « tenter d'établir de nouvelles bases d'échanges entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement ». En janvier et mars, seront débattus les thèmes « Enjeux de la communication » et « Raison, Rationalisme, Rationalité ».

« L'UNITE » : Vous avez, à l'occasion de cette assemblée générale, assez violemment attaqué l'intégrisme. Pouvez-vous d'abord en donner une définition ?

ROGER LERAY : C'est la volonté exclusive de toute autre considération, de faire référence à une vérité révélée. Et de l'imposer à tous. Les religions dogmatiques, le fascisme, sont intégristes. Le développement actuel de l'intégrisme musulman n'est pas sans signification politique et, au sein de l'église catholique romaine, le courant intégriste n'est plus combattu ou canalisé comme il le fut en d'autres temps. Mais il n'y a pas, à ma connaissance, de grand courant religieux qui ne procède d'une vision politique. Même le bouddhisme, fondé par le fils d'un prince régnant, considérablement pourvu et qui a commencé son ascèse en considérant la misère des hommes. Ce qui est une démarche politique, au sens où l'entendent les francs-maçons, comme l'art moral de gérer une communauté.

C'est l'esprit de Platon, de tous ceux qui, de tous temps, on fait de la politique en pensant d'abord aux hommes et aux conditions dans lesquelles ils vivent, ensemble. Plus qu'un dialogue constant, il y a une cohérence entre les pouvoirs politiques et religieux, une mixtion. Les pouvoirs religieux ont toujours été dans les allées du pouvoir. Ou, lorsqu'ils en étaient exclus, on travaillé dans une opposition qui visait à les faire participer au pouvoir. Nous, francs-maçons, sommes laïcs, pour que soient séparés pouvoirs religieux et politiques.

– En raison de ce que vous avez dit dans votre dernière conférence de presse, considérant que « l'idolâtrie est un danger infiniment plus grave et menaçant que l'athéisme qui, à notre connaissance, n'a jamais tué » ?

– La vérité, pour un franc-maçon, ne peut être revélée. Je m'en tiens aux faits et aux individus, je ne juge pas un individu en fonction de son appartenance à telle religion ou tel parti mais en fonction de ce qu'il est réllement. Ce qui m'entraîne à dire, en ce qui concerne le débat politique, qu'il y a des conservateurs jusque dans les partis dits de gauche et, même dans les partis dits de droite, des progressistes, des hommes soucieux de ne pas marginaliser une partie de l'humanité, qui ne s'acceptent pas dans leur définition présente, qui n'acceptent pas la société telle qu'elle est. Cela dit, on ne peut être franc-maçon et conservateur. Un franc-maçon est en constante recherche de perfectibilité et de progrès.

Coll. Fondation Jean Jaurès

– Ainsi vous parlez de la nécessité de réhabiliter le discours politique ?

– De refuser le manichéisme qui marque les discours actuels et de participer à une paix politique qui serait le terme de cette guerre civile politique à laquelle on s'abandonne souvent de part et d'autre. Une guerre absurde et dérisoire. Parce qu'on fait toujours semblant d'aller au bout de la guerre civile. Et parce que, selon nous, personne n'a la clé exclusive des solutions, personne ne peut se considérer comme indépendant des autres. Le monde n'est pas seulement en état d'intercommunication, il est en état d'intersensibilisation.

– Le mot « peur » est sans doute celui qui revient le plus fréquemment dans votre conférence de presse. Est-ce à votre avis le trait le plus marquant de l'époque ?

– C'est le trait le plus marquant du comportement de l'homme en société. Mais il y a la perversité de ceux qui, consciemment ou non, utilisent la peur pour fortifier leur discours, assurer leur pouvoir. Ils font peur pour se présenter comme le recours, ce qui est une démarche religieuse. Diderot a dit que la liberté était « la propriété de soi ». Je veux ajouter que la liberté à laquelle on peut aspirer dépend presque exclusivement de la capacité à dominer ses peurs viscérales, instinctuelles. Dominer sa peur, c'est assurer sa liberté de comportement et s'interdire toute agressivité à l'encontre des autres.

– Le moment pour intervenir sur ce thème vous semble-t-il particulièrement choisi ?

– En fait, je n'ai jamais cessé de le faire. Mais nous avons dit à plusieurs reprises que le monde ne traverse pas une période de crise mais vit une mutation révolutionnaire, une brutale accélération du mouvement des évolutions. La prééminence des pays qu'on a dit longtemps civilisés, et que je dirais aujourd'hui industrialisés, sans distinction de système idéologique, est irrémédiablement mise en cause. L'avenir n'appartient pas aux nations industrialisées mais aux hommes dans le monde, qui vivent, pour les trois-quart d'entre eux, dans les pays en voie de développement.

Les hommes n'ayant pas encore assimilé cette idée voient bien que ce qui est tenté par les uns et par les autres ne débouche pas sur des résultats positifs, ne peut être considéré comme étant porteur de solutions, comme un moyen de sortir de ce qu'on dit être la crise. Alors, on a peur. Parce qu'on maîtrise mal le phénomène. Je ne crois pas du tout qu'on puisse retrouver demain une situation de plein emploi telle qu'on l'a connue. Parce que le rapport entre le capital vénal, d'investissement, et le capital travail, celui des forces humaines, est bouleversé définitivement. Par la démographie, par l'accession des pays en voie de développement à des productions industrielles, par l'investissement en matériel qui permet d'éliminer la main-d'œuvre humaine.

En 1960-70, en France, on créait au maximum 160 000 emplois par an. Pour contenir le chômage actuel, il faudrait en créer 250 000. Jamais on ne le fera.

Il faut trouver des solutions palliatives, ce que fait d'ailleurs très bien un ministre comme Michel Delebarre. Mais, quoiqu'en dise Yvon Gattaz, il n'y a pas d'autre moyen de redistribuer le travail que de réduire le temps de travail. Et dans des proportions très considérables. On cite la reprise économique aux Etats-Unis, en oubliant qu'elle est précaire et fallacieuse : elle se fait à coup de subventions, d'inflation avec l'argent des autres, de déficits énormes. La balance des paiements américaine est encore, cette année, déficitaire de 70 milliards de dollars. Et la dette intérieure est toujours de 7 000 milliards de dollars, soit sept fois la dette des pays en voie de développement auprès du F.m.i. et des banques. Cela ne durera pas toujours.

– Historiquement, on sait que le monde est sorti de ce genre de crise en ramenant les compteurs à zéro avec une bonne guerre

– Oui, mais on ne peut plus faire la guerre comme on l'a faite. Je ne suis pas pessimiste. Il faut se rendre aux évidences et constater l'existence de guerres ponctuelles, régionales à l'échelle de la planète. Mais je ne crois pas du tout à un conflit mondial.

– Quelles sont les armes pour combattre la peur ?

– L'éducation. La formation pour accéder à l'information. Faire le tri dans tout ce que disent les médias, qui ont plus le souci du sensationnel que celui de la qualité de l'information, ce n'est pas évident. Pourtant, je ne fais pas le procès de la presse : il n'y a pas de société démocratique sans une presse libre, totalement. Mais il ne faut pas être dupe : la presse faisant ses choux gras d'une affaire Grégory, c'est déconcertant, pour le moins. Et lorsqu'elle remplit ses colonnes avec un mauvais roman feuilleton autour de l'affaire Greenpeace, nous sommes loin du travail d'hommes de presse francs-maçons, comme Charles Floquet ou Brisson, le fondateur du « Figaro ».

Alors, il faut que les citoyens apprennent à faire le tri. Tout part de l'école, bien sûr. On peut dire qu'un enfant, après trois ans, a une personnalité déjà fortement structurée et, sur le plan intellectuel, à dix-douze ans, les choses sont bien engagées. La formation de l'esprit est prééminente, non la spécialisation, c'est pourquoi je suis d'accord avec ce que fait Jean-Pierre Chevènement. Reprenons Montaigne : il vaut mieux des têtes bien faites que bien pleines : on peut toujours remplir une tête bien faite.

– Tout ce que vous dites constitue la chair même de l'humanisme. A votre avis, ces idées ont-elles pris du poids, acquis droit de cité, ou, au contraire, ont-elles de plus en plus d'ennemis ?

– Je ne crois pas que l'humanisme ait des ennemis. Personne n'ose s'en dire ennemi, même si certains le pensent pour des raisons égotiques, des raisons de non-solidarité. L'humanisme perd-il sa valeur de référence dans une société technologique ? Je ne le crois pas. Je ne crois pas à l'avenir de l'homme microprocessurisé mais à celui de l'homme dans sa réalité humaine profonde, multi-millénaire. Que les valeurs de l'humanisme aient été mises en cause dans une période récente, c'est possible. Le délire technologique a assujetti l'humanité des pays industrialisés à l'entreprise : il a multiplié les moyens de consommation en améliorant considérablement les conditions de vie dans leur matérialité. Pourtant, l'avenir de l'homme ne dépend pas de la technologie mais de sa capacité à maîtriser sa peur et à trouver, à partir de là, sa limite de liberté en respectant la liberté à laquelle ont droit les autres.

Il y a une dimension de l'homme qui n'appartient qu'à lui, qui ne dépend ni du microprocesseur ni d'aucune machine. Léopold Senghor m'a dit à Dakar, en citant un proverbe de son ethnie : « L'espérance de l'homme, c'est l'homme. » Nous avons eu des nouveaux philosophes mais, croyez-vous qu'ils soient en situation d'imposer à l'attention des peuples un message qui dépassera en profondeur et en intensité celui de Platon, Aristote, Montaigne, Rabelais, Goethe, Locke ? En les relisant, on est surpris par l'extraordinaire actualité de leurs propos. L'homme dans sa réalité demeure tel qu'en lui-même.

(propos recueillis par FREDERIQUE DE GRAVELAINE).

La psychose du Sida court plus vite que la maladie... beaucoup plus vite

PAR PIERRE-YVES POINDRON

SUR quel ton faudra-t-il le dire ? Comment faut-il l'expliquer ? Le Syndrome immuno-déficitaire acquis ne saute pas à la gorge comme un chien enragé sur le premier passant venu ! Non ! le virus ne colonise pas l'atmosphère en cohortes maléfiques prêtes à investir l'organisme à la moindre goulée d'air partagée avec un malade. Non ! Il n'est pas sournoisement tapi dans les replis de la peau, guettant une poignée de main pour bondir sur une nouvelle proie. Non ! Les enfants atteints de S.i.d.a. ne l'ont pas contracté à la suite d'une prise de sang ; ce journaliste de France Inter aurait mieux fait de se renseigner sur la différence qui existe entre prise de sang et transfusion sanguine avant de balancer tranquillement une information erronée, au cours d'un bulletin radiophonique. Oui ! on peut serrer la main d'une victime du S.i.d.a. sans se passer aussitôt les siennes à l'alcool. Oui ! on peut boire dans la même tasse à thé que lui sans en faire un monde. Oui ! on peut embrasser sur les deux joues un ami, un proche, que la maladie a frappé, ça le réconfortera et vous n'aurez pas à vous reprocher cet élan en consultant derechef un spécialiste. Le L.a.v. est un virus, plutôt fragile, qui meurt aussitôt hors de l'organisme.

Tout ceci, les médecins l'ont dit et redit sur toutes les ondes, à longueur de colonnes. Peine perdue. On a beau dire et beau faire, la peur est plus forte et la peur rend sourd. La psychose du S.i.d.a. court plus vite que la maladie... beaucoup plus vite.

Aux Etats-Unis, les autorités new-yorkaises, pourtant peu enclines à badiner avec la santé, et encore moins à perdre des voix à la veille d'élections municipales, autorisent quatre écoliers atteints de S.i.d.a. à se rendre à l'école et c'est aussitôt un branle-bas de combat. Les établissements scolaires déposent une plainte auprès de la Cour suprême, les parents d'élèves défilent dans les rues. Voilà les obsessionnels qui claquemurent leurs gosses... des fois qu'ils côtoient un petit camarade contaminé ou seulement l'ombre du S.i.d.a. sous la forme d'un porteur sain. Voilà les paranos qui moulinent leurs arguments délirants – le S.i.d.a., on en parle, vous voyez bien que c'est dangereux... on cesse d'en parler ? Vous voyez bien que c'est grave puisqu'on nous cache quelque chose... Tout juste si on ne se met pas en chasse pour débusquer l'anonyme que ses parents ont le front d'envoyer s'asseoir sur les bancs de la classe.

Ne rions pas des Américains. La même confusion s'empare des esprits en France. Alors que 88 % des personnes interrogées par l'I.p.s.o.s. déclarent mordicus qu'on doit dire la vérité aux donneurs de sang à sérologie positive, 60 % se refusent à admettre une autre vérité toute simple : le virus n'est pas aussi contagieux qu'on le pense. Elles se déclarent prêtes à adopter des mesures de quarantaine au cas où un enfant, malade du S.i.d.a., fréquenterait la même école que leur rejeton. Les uns (11 %) n'iraient pas par quatre chemins et demanderaient l'exclusion de la brebis galeuse ; les autres garderaient leur progéniture à la maison et un bon tiers lui conseilleraient d'éviter le pestiféré. Exclus ou mis en quarantaine... telle est la perspective qui s'ouvre au jeune malade. De quoi lui faire passer le goût de survivre.

Et pourtant, les médecins sont formels... « Aucun cas de contamination chez les enfants, autrement que par transfusion sanguine » – Le risque est désormais écarté grâce aux mesures de prévention adoptées en août dernier (voir « l'Unité » n° 613) « ou par la mère, par voie transplacentaire. » L'un d'entre eux, et non des moindres, puisque le Pr Griscelli est à la tête du service d'immunologie et d'hématologie pédiatriques à l'hôpital des Enfants malades, à même pris la peine de faire une déclaration à l'A.f.p., qui se voulait apaisante. En fait d'apaisements, les médias retiennent de sa déclaration que cinquante-huit enfants sont soignés à Necker pour un S.i.d.a. ! On est prêt à écouter le Pr Griscelli lorsqu'il comptabilise les ravages du S.i.d.a., mais l'on fait la sourde oreille à ses assurances. Toujours le même processus : la peur, la fascination. Sauf que cette peur, cette fois-ci, tourne à la panique sans raisons. Il existe bien d'autres maladies infectieuses, autrement contagieuses... Mais c'est le S.i.d.a. qu'on tient sous la plume, et on ne le lâche plus !

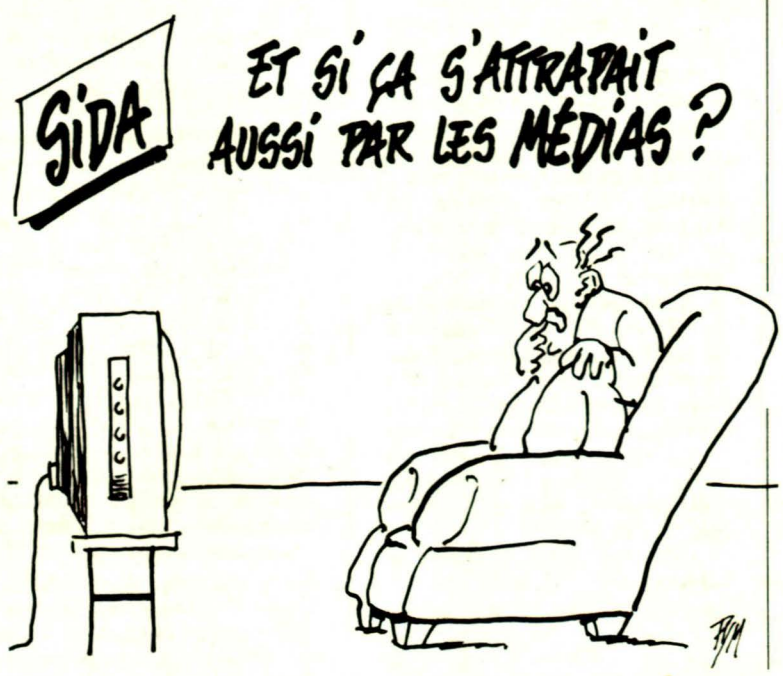
Face à pareil fléau, on pourrait distinguer trois phases dans le traitement de « l'information ». Première phase : celle du grand frisson, du grand mystère. Le cancer étant en passe de dévoiler les siens, le S.i.d.a. prend avantageusement la relève. La veine viendrait-elle à s'épuiser que les mêmes qui ont attisé les craintes, réveillé les fantasmes, s'ébaudissent tout à coup devant les merveilles de la science et de la technique. C'est la deuxième phase du traitement de l'info : un discours aux relents scientistes. Les scientifiques – « nos » scientifiques » – sont formidables, la science toujours victorieuse. Et c'est vrai que, pour aucune autre maladie, les progrès n'ont été aussi rapides. Que l'on se souvienne de la course engagée entre les équipes françaises et américaines autour du H.t.l.v. ou L.a.v. ! Le virus, en moins de cinq ans, a été repéré, isolé, décodé. On ne peut que s'en réjouir. De là à tomber d'un excès à l'autre, de passer de l'alarme irrationnelle, qui inventait une maladie spécifique aux homosexuels, à la dévotion confite pour la science qui doit nous concocter un vaccin dans les trois ans qui viennent, il y a une marge qu'on devrait avoir la pudeur de ne pas franchir trop vite !

Troisième stade : la banalisation de la maladie avec les perspectives de guérison qui feront les choux gras de ceux qui naguère se repaissaient de tragique.

Tel est le chemin généralement parcouru par une information incomplète, peu circonstanciée. Dès lors, pas étonnant que l'on panique : pensez un virus qui dame le pion aux savants du monde entier qui sont d'ordinaire si savants ! Rendez-vous au prochain virus meurtrier et gageons que la peur n'aura fait que croître et embellir, si on découvre un autre monstre pathogène. Ce nouveau monstre, on le connaît depuis longtemps : c'est le sexe. Un monstre, si on en croit le Pr Mathé qui part en croisade dans « le Journal du Dimanche » pour fustiger tout à la fois, la pilule, la libéralisation des mœurs et leur rôle – bien obscur dans son raisonnement – dans l'apparition de certains cancers.

En cours de route, on aura oublié d'autres fléaux, banalisés par le S.i.d.a. Comme cette dame qui s'émeut que sa fille fréquente un toxicomane – « risque-t-elle d'attraper le S.i.d.a. ? » – mais reste aveugle à la détresse que signe l'usage de la drogue.

Côté cour, l'irrationnel, côté jardin, le discours scientiste, endroit et envers d'un même décor qui refuse la mort. Mais, en refoulant la mort, c'est également la vie que l'on refoule. Et pour tout un chacun les enfants victimes du S.i.d.a., les homosexuels atteints des premiers symptômes doivent être chassés de la scène. Ils sont exclus de notre table, ces troubles-fêtes qui, de la mort, offrent l'image d'un spectre.



LOIN DE POMPEY

A Pompey, en terre sidérurgiste, on a eu son content de douches écossaises depuis 1976. Bien travaillés en profondeur par un « parti syndicaliste » « plutôt pas rénovateur », les sidérurgistes qui n'ont pas tous retrouvé un emploi dans les nouvelles usines ne sont pas loin de rejeter toute la faute sur les « sos »... ce qui fera bien évidemment les affaires d'une droite qui, silencieuse, compte les coups avant d'empocher les mandats.

PAR STEPHEN GERE

(de notre envoyé spécial)

UN carreau était cassé à la fenêtre de la cuisine, ouverte sur l'aciérie hurlante. C'était l'hiver, la nuit était très avancée et la lueur orange des coulées projetait leurs ombres sur les murs de la chambre. Leurs parents étaient morts – de vieillesse, de fatigue – abandonnant cette petite habitation ouvrière, semblable aux corons du Nord. Ils achevaient de la vider de ses pauvres affaires, silencieusement, presque à la dérobée. Après, ils partiraient pour toujours, loin de Pompey.

L'histoire est authentique, elle a presque dix ans. C'est en 1976 que la Société nouvelle des aciéries de Pompey, cette S.n.a.p. qui se prononce comme une onomatopée, a cessé d'embaucher les jeunes. Les jeunes... Des fils de sidérurgistes et des petits-fils de sidérurgistes. « On ne parlait pas d'échec scolaire à l'époque, raconte l'un d'eux, on allait à l'usine. » Mais depuis on a cessé d'aller à l'usine. Beaucoup de jeunes sont partis chercher du travail ailleurs, vivre ailleurs, à Nancy ou plus loin. Beaucoup de jeunes sont restés, comme agglutinés autour des bâtiments sombres de l'aciérie, ne sachant où aller.

Quelques industries sont bien sorties de terre depuis 1982 : des pièces en acier pour l'automobile, des boîtes de boissons en fer-blanc... et puis des autoradios ! « Les autoradios, on se demande combien de temps ça va tenir, ça », lance, sceptique un jeune militant C.g.t. Les industries neuves c'est bien beau, mais ce n'est pas « l'usine ». D'ailleurs : « Il n'y a pas de reconversion possible dans un pôle sidérurgique fort. » C'est le credo industriel de la C.g.t. Indiscutable. Vous pouvez leur raconter ce que vous voulez : le Japon, la Pennsylvanie reconvertie de l'acier à l'électronique. Rien à faire. Ici, on est en terre de sidérurgie.

Des usines ont fait leur apparition, mais trop peu pour combler le déficit d'emplois résultant de la fermeture de l'aciérie. D'autant qu'il y a un hiatus entre le nombre d'emplois annoncé et celui réalisé. Comme toujours. Dans la tourmente que provoque une décision de fermeture, les pouvoirs publics ont tendance à gonfler les propositions de remplacement. Ils ne retiennent que l'hypothèse haute d'une implantation industrielle. Et, à Pompey, les gens commencent à douter qu'on atteigne un jour l'hypothèse haute.

La S.o.f.r.e.b., filiale de la Société de fer-blanc, elle-même dans le groupe Sacilor, fabrique des boîtes de boissons avec une centaine de salariés, dont 80 sidérurgistes reconvertis. Une deuxième ligne de production devait être mise en route ; on l'attend toujours. Dans le cadre de la diversification des activités de Sacilor, un atelier de l'aciérie devait produire des barres de torsion d'automobiles pour Renault et Peugeot : il existe, mais il n'emploie que 35 personnes. Enfin, le groupe japonais Clarion occupe une cinquantaine de femmes et de filles de



Affrontement entre sidérurgistes et forces de l'ordre à Pompey. A.f.p.

sidérurgistes dans l'assemblage de ses autoradios : la deuxième chaîne de montage reste en pointillés. En tout, 185 emplois nouveaux. Mais pour combien d'emplois disparus ?

Les gens de Pompey ont eu leur content de douches écossaises. Pas moins de sept révisions – toutes à la baisse – depuis le plan Barre. Depuis le 1er janvier 1977, le S.n.a.p. n'a embauché personne, mais l'effectif passe, dans un premier temps, de 4 600 à 4 000 personnes. Nouvelle réduction en 1979, à l'époque de la filialisation pour Sacilor, pour arriver à 3 500, trois ans plus tard.

Et c'est le fameux plan de 1982 : on produira désormais 150 000 tonnes de billettes et de ronds, mais avec seulement 1 350 salariés. Un effectif encore révisé à la baisse en mars 1984 : cette fois, on ne sera plus que 800 à la S.n.a.p. Six mois après, c'est la production qu'on « met à jour » : aujourd'hui plus que des billettes et seulement 80 000 tonnes. Dernier épisode, en juillet 1985 avec l'arrêt de toute activité sidérurgique et le maintien sur le site de 350 postes à l'étirage, avec, pour échéance, fin 1986.

Difficile de faire croire aux syndicats qu'on va s'arrêter là : « Tout démontre qu'on s'oriente vers une fermeture définitive et on continue à vouloir nous convaincre du contraire. » Les délégués C.g.t. racontent qu'une meuleuse neuve, installée avant l'été, a été démontée pendant les vacances pour être expédiée à Fos. Pour eux, c'est presque un aveu. A la C.f.d.t., on parle de sabotage : « L'essentiel de notre travail réside dans le contrôle de la qualité du métal, une tâche dont nous ne pouvons plus nous acquitter dans des conditions acceptables. » Au vu de l'état de l'outil de production, ajoute la C.f.d.t., c'est dans trois mois que cette usine s'arrêtera de fonctionner.

« Pas d'intersyndicale mais unité dans l'action », explique un militant C.g.t. En fait, les deux centrales ouvrières sont d'accord sur l'analyse : « On est en train de nous sacrifier sur l'autel de la C.e.e. » Pour la C.f.d.t., Edith Cresson devait annoncer deux fermetures en juillet, pour les produits longs et les aciers spéciaux : « Ça a été Trith-Saint-Léger et nous. » Deux fermetures qui préfigurent, selon le syndicat, une restructuration à l'échelle européenne. Les cédétistes réclament des têtes : celle du directeur de la S.n.a.p., celle du patron d'Asco-Métal, la maison mère, filiale des deux groupes sidérurgiques français. Ils sont allés les réclamer, mardi, à Claude Dollé, président de Sacilor. Ils veulent aussi que l'on maintienne l'emploi, globalement, sur le bassin de Pompey.

Sur ce dernier point, ils ont obtenu des engagements d'Edith Cresson. Le ministre leur a promis 450 emplois nouveaux, mais elle ne peut pas, dit-elle, s'engager pour davantage. La C.g.t., qui plaide pour le retour au plan de 1982, avec ses 1 350 emplois, n'en croit pas un mot. La Solodev, filiale de conversion de Sacilor, a confié aux syndicats que tous les terrains disponibles sur la première zone industrielle avaient été retenus pour des implantations nouvelles. Il y a place pour sept ou huit Clarion. L'ennui, c'est que rien ne sort de terre. Et quand les travailleurs demandent davantage de précisions on refuse de les fournir.

« Dollé, Hugon, Mitterrand, Fabius, menteurs, casseurs – C.g.t. – Chérèque, Troglic, complices – C.g.t. » La C.g.t. ne fait pas dans la dentelle, ce n'est pas dans ses habitudes. En Meurthe-et-Moselle, où l'on a un « parti syndicaliste » plutôt qu'une « C.g.t. communiste », selon l'expression de Marie-Claude Vayssade, député socialiste au Parlement européen, c'est le syndicat qui mène l'offensive. D'ailleurs, pour lever toute ambiguïté, Denis Baravaglio, le secrétaire de la section communiste locale, précise qu'« à Pompey, on est plutôt pas rénovateur ».

En 1981, Baravaglio a fait campagne pour François Mitterrand. Les vieux communistes l'avaient pourtant prévenu : « Les socialistes sont tous des pourris. » Maintenant qu'il en est convaincu, il essaie de rattraper le temps perdu, et c'est Antoine Troglic qui en fait les frais. L'autre jour, une poignée de militants C.g.t., un conseiller municipal communiste à leur tête, viennent déposer 4 brames (lingots servant à fabriquer la tôle) devant chez lui. Son voisin, vieux militant C.g.t., leur lance : « Vous vous trompez d'adresse, les gars ! » Tous les moyens sont bons pour tomber Troglic dont on n'a jamais vraiment accepté l'élection. L'ennui, c'est qu'avec ses dix-sept années passées aux pieds des hauts fourneaux, le passé ouvrier de « Tony » ne peut être mis en cause.

Alors on s'attaque au député de Pont-à-Mousson, Yvon Toudon. Un commando de trois hommes se rend à sa permanence pour tenter de l'incendier. Parmi les trois apprentis pyromanes, on croit reconnaître deux militants C.g.t. et un élu communiste... Jacques Chérèque est, lui aussi, la cible des cégétistes : un privilège qu'il doit d'abord à sa qualité de préfet au redéploiement industriel lorrain, mais aussi à ses liens avec la C.f.d.t.

En fait, la C.f.d.t. joue sa crédibilité dans l'affaire Pompey. La C.g.t., qui « refuse l'amalgame avec le P.c. », ne manque pas une occasion de dire que sa rivale « roule pour les sos » (les socialistes). Ensuite, la C.f.d.t. s'est beaucoup impliquée dans la mise en œuvre de la conversion : « Depuis deux ans, je consacre 60 % de mon temps aux structures de formation », explique Henri Rombach, l'un des principaux responsables de la centrale d'Edmond Maire. Alors imaginez que les congés de conversion se traduisent par des stages parking !

La C.g.t., c'est clair, attend 1986. « Si la droite revient, dit Patrick Hatzig, on se retrouvera peut-être avec ceux d'à côté. » Devinez de qui il parle. Sur Pompey, la droite est étrangement silencieuse, se gardant bien de proposer des solutions ou même de rappeler son action passée. En fait, elle compte les points, certaine que la campagne, dont le P.c. a pris l'initiative, finira par lui remettre tous les mandats locaux. « Ce serait con d'attendre un an de plus », affirme sur ses affiches publicitaires un soldeur de meubles local. Tout un programme ! ●

C.F.D.T. : VOUS AVEZ DIT FLEXIBLE ?

La C.f.d.t. se verrait bien en partenaire privilégié d'un éventuel gouvernement de droite... quitte à chasser sur les terres de F.o. Du socialisme autogestionnaire des années 70 au pragmatisme contractuel d'aujourd'hui que de chemin parcouru !

CLAUDE JADOUL

PRIORITE, l'emploi : la C.f.d.t. de la rentrée maintient le cap. A Belleville, le nouveau siège de la conf', on est maintenant à des années-lumières de l'ancien partenaire du temps de l'unité d'action : la C.g.t. Ici, pas d'actions d'éclat ; inlassablement, on remet sur le métier – par d'autres biais – les propositions cent fois formulées. En espérant que le C.n.p.f. finira par ouvrir le jeu... Et comme il semble exclu

que des négociations s'engagent sérieusement d'ici à mars 1986, on se prépare pour après.

Dépitée et déçue

C'est — en raccourci — le message qu'Albert Mercier a délivré la semaine dernière. La C.f.d.t. est déçue par Laurent Fabius : elle attendait visiblement plus de la dernière prestation télévisée du Premier ministre, notamment une prise en compte de ses onze propositions pour l'emploi. Dépitée, la C.f.d.t. cherche donc ailleurs. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la rencontre qu'Edmond Maire a eu avec Jacques Chirac le 11 septembre dernier. Et il y eu et y aura d'autres rencontres avec les leaders de la droite dans les semaines et les mois à venir, « Edmond » ne s'en cache pas : Barre, Giscard et Léotard sont déjà — en pointillé ou non — sur son carnet de rendez-vous.

« Cela fait totalement partie de son métier de syndicaliste », estime la confédération, dans un récent communiqué. Bref, la C.f.d.t. se prépare à la victoire de la droite en 1986. Avec, sans doute, une volonté bien précise, celle de faire redémarrer la politique contractuelle ; mieux, d'en être l'axe. En somme, la centrale d'Edmond Maire se verrait bien dans la peau de l'interlocuteur privilégié des gouvernements de droite. La C.f.d.t. ne devrait donc pas appeler à voter pour la gauche en 1986, d'une manière trop voyante.

Une évolution sensible, car, depuis 1970, époque de son virage vers un socialisme autogestionnaire, la C.f.d.t. avait été, peu ou prou, aux côtés de la gauche, même avec des bémols.

Un changement radical de comportement qui devrait déboussoler plus d'un militant. Officiellement, la décision de s'abstenir de prendre position n'a pas encore été prise, mais tout se passe comme si, de petite phrase en petite phrase, Edmond Maire préparait son organisation à ce virage de bord. Il tâte donc le terrain. Le dernier Bureau national a évoqué la question. Sans trancher : on se reverra au mois de décembre. Mais, d'ores et déjà, l'affaire fait des bulles.

C'est ainsi que Georges Granger, le patron des métallos (écarté du Bureau national lors du congrès de Bordeaux) ne l'envoit pas dire : « Pour ma part, a-t-il précisé dans une interview à « Libération », j'aimerais autant ne pas voir arriver au pouvoir la droite dite « démocratique et intelligente ». Un pavé dans la mare d'« Edmond », qui ne voit guère de différence entre la gauche « rassembleuse et modernisatrice » et ladite droite. Sans doute, Georges Granger nourrit-il une solide rancune à l'égard de Maire depuis son éviction, mais les propos du principal responsable de la première fédération en adhérents de la confédération donnent à penser.

Le secrétaire général aura peut-être du mal à faire passer cette orientation, d'autant que le bureau national élu à Bordeaux a placé, en quelque sorte, la commission exécutive sous surveillance. « La C.e. n'a plus de chèque en blanc », estime plus d'un dirigeant. Chat échaudé craint l'eau froide, l'affaire de l'échec de la négociation sur la flexibilité reste dans toutes les mémoires confédérales. Edmond Maire sera d'autant plus prudent dans sa démarche, que la majorité qui a voté le quitus à Bordeaux n'est guère homogène. Beaucoup de choses séparent le « moderniste » Jacquier d'hommes comme Christian Marquette (chimie), sans compter Pierre Héritier, le nouveau trésorier. Et, pour leur part, les opposans regroupés autour de Hacuitex ont déjà donné leur point de vue à Bordeaux : « la gauche et la droite, ce n'est pas la même chose », a dit, en substance Léon Dion.

La logique de Maire

Cependant, si l'on dépasse cet aspect, l'on est forcé de constater qu'il y a une réelle logique dans l'attitude du leader de la C.f.d.t.. Celle-ci a, bel et bien, amorcé une autre démarche syndicale, et cela ne date pas d'hier. « L'objectif de l'action syndicale n'étant pas de mettre d'abord les travailleurs en grève », la C.f.d.t. cherche donc à réaliser ses objectifs par d'autres moyens. C'est toute la question de la « négociation à froid » qui est ainsi posée. Manifestement, la C.f.d.t. est plus tentée par le syndicalisme américain de l'A.f.l.-C.i.o. et de la D.g.b. allemande que par des traditions du mouvement ouvrier français. Mais il y a un double écueil. D'abord, il y a André Bergeron et F.o., qui occupent le terrain du contractuel depuis près de quarante ans. La C.f.d.t. ne peut faire l'impasse sur cette situation de concurrence née d'une antériorité. Le créneau est pris. Ensuite, et c'est le plus important, la C.f.d.t. a-t-elle les moyens de pratiquer une telle politique ? A l'inverse des pays du nord de l'Europe et des Etats-Unis, le taux de syndicalisation a toujours été faible en France. Hacuitex n'a pas tort lorsqu'il écrit noir sur blanc que « l'on n'est pas une organisation syndicale de masse si on organise 4 % des travailleurs ».

Mieux : l'A.f.l.-C.i.o. et la D.g.b. n'ont jamais cessé de créer le rapport de force, préalablement à la négociation. Qui pourrait affirmer, sans rire, que les acteurs syndicaux du changement ont réussi à se poser en négociateurs efficaces depuis 1981 ?

On a — ou on n'a pas — les accords que l'on mérite. Croire, comme la C.f.d.t. a pu l'écrire un peu hâtivement, que « le patronat était un acteur du changement » procède donc, en soi, d'une vision surréaliste de la lutte des classes...

Manifestement, les inquiétudes qui sont apparues lors du congrès de Bordeaux ne se sont pas traduites par un infléchissement de ligne. « Edmond est têtu ; il ne renoncera pas à son projet », affirme un autre militant, amer. Tiraillée entre ses « modernistes », ses « centristes » et ses « archéos », la confédération, de « resyndicalisation » en recentrage successifs ne donne sûrement pas l'impression de disposer d'une stratégie évidente pour tous. Et, paradoxalement, cela donne du champ à Maire, plus « présidentiel » que jamais.

Le secrétaire général affirme volontiers que l'« a-politique » n'a jamais fait bon ménage avec la C.f.d.t. Remarque fondée. Mais un autre militant observe : « Notre ligne est plus politicienne que politique. » Troisième organisation syndicale derrière F.o., depuis les élections à la « Sécu », la C.f.d.t. est toujours à la recherche d'un nouveau souffle. Avec, en toile de fond, la succession d'Edmond Maire. Ce dernier rempilera-t-il en 1988 ou prépare-t-il déjà le dauphin ? Mais qui choisir ? Jacquier, trop moderniste aux yeux de certains ? Kaspar, mouillé dans l'affaire de la flexibilité ? Héritier, trop marqué à gauche ? Une vraie bouteille à encre, même si l'on évite d'en parler trop ouvertement dans les couloirs de Belleville. Officiellement, un seul mot d'ordre : priorité au contractuel, le nouveau leitmotiv. Une façon comme une autre d'adresser un clin d'œil à de futurs partenaires ? ●



la tribune du congrès

DANS LA GRANDE TRADITION JAURESIENNE


Pascal Lebrun

PAR GEORGES SARRE

La préparation du congrès de Toulouse engage notre avenir. C'est non seulement la bataille de 1986 qui est en cause, mais, au-delà de cette échéance, le sens de notre action, du parti fondé à Epinay. Voilà pourquoi le débat engagé, parmi nous, est riche d'intérêt. Chacun discerne, dès à présent, que les choix d'aujourd'hui peuvent ouvrir des chemins différents.

Premier enjeu : notre stratégie après 1986. La situation politique sera de toute manière fort différente. Même si nous restons le premier parti de France, nous ne disposerons plus de la majorité absolue à l'Assemblée nationale. A gauche, le paysage change. La direction communiste, de revirement en changement de cap, s'enfonce dans une politique surréaliste tout entière dirigée contre les socialistes. Son potentiel électoral et militant s'amenuise sous nos yeux. Il vaut mieux le savoir : nous ne ferons plus revivre à l'identique l'union de la gauche dans laquelle nous avions placé nos espoirs et nos efforts depuis la fin des années soixante.

Faut-il déduire de cela que la seule voie ouverte serait l'accommodement avec les forces de droite ? Faut-il, avant de mener bataille, s'accoutumer à cette triste situation ? Faut-il en fixer les règles et les conditions ?

Proposer cela c'est déjà une curieuse manière de se préparer à la bataille de 1986, qui, pourtant, n'est pas encore jouée, dont les enjeux restent ouverts, et pour laquelle nous disposons encore d'atouts et de réserves.

Mais, surtout, préparer une entente avec les forces conservatrices sous la seule condition « qu'on ne revienne pas sur les réformes essentielles, même si elles peuvent appeler des adaptations » c'est consentir à un abandon sans garantie sérieuse. C'est servir de roue de secours aux tenants du libéralisme. Le parti ne serait pas le recours, mais la roue de secours, le marche-pied.

Aurions-nous fait Epinay, aurions-nous construit le Parti socialiste, pour finir ainsi, dans des combinaisons sans principe ? Le congrès de Toulouse devra le dire. Chaque militant se prononcera. Car cette stratégie, qui nous est proposée au nom du réalisme, n'est pas la seule, fort heureusement !

Le fait que l'union de la gauche soit rompue ne signifie pas que le P.s. ait perdu sa capacité à animer un rassemblement majoritaire. C'est même le trait majeur de toute évolution future.

Le Parti socialiste peut devenir une force politique plus grande, en occupant le terrain déserté par les autres, en étant plus fidèle à son histoire et ses origines. Comment ?

Le déclin historique du P.c.f. libère un espace politique que nous avons le devoir impérieux d'occuper. Notre fierté doit être de recueillir l'héritage de toute la gauche française, y compris ce qu'il y a de meilleur dans la sensibilité communiste.

Par ailleurs, qui ne voit que la droite a déserté l'intérêt national ? Au nom du libéralisme, elle prépare l'éclatement du tissu social français, elle se fait le chantre du reaganisme, se comporte en cinquième colonne de l'idéologie américaine, dans toutes ses dimensions. La droite a déserté la défense des intérêts de la France ; elle abandonne l'Europe, combat les initiatives qui peuvent concourir à son indépendance. Atlantisme et libéralisme économique s'épaulent pour miner toute résistance à la suprématie américaine, qui conduit l'Europe au déclin et au chômage massif.

Et bien, ce combat, les socialistes peuvent l'assumer. Ils doivent relever ce drapeau abandonné. Il nous appartient de lier le combat des socialistes pour l'émancipation des salariés, pour la démocratie, à celui mené pour l'indépendance de la France et de l'Europe. Nous créerons un nouveau champ politique, en étant fidèles à la grande tradition jauressienne qui ne séparait jamais l'intérêt de la France et celui du socialisme, qu'il tenait pour « l'accomplissement de la République ».

Nous créerons alors les conditions d'un rassemblement autour d'un Parti socialiste renouvelé, agrégeant toute la gauche, mais également au-delà de la gauche.

Cette ambition, n'est-elle pas plus digne de nous que des arrangements de fortune qui nous feraient vivoter de 1986 à 1988 en nous faisant perdre notre raison d'être ?

Voilà ce que nous proposons au Parti. Et cette voie-là nous permettrait de bien mener bataille pour 1986. Et, quelqu'en soit l'issue, nous serions en mesure de préparer l'avenir sans nous renier nous-mêmes.

Ce choix de stratégie implique également un choix pour la conception que nous nous faisons de notre Parti.

Etre socialiste, est-ce seulement une manière de juger, des critères de choix ? Etre socialiste au pouvoir, est-ce seulement « répondre aux situations nouvelles qui surgissent » ?

Nous n'avons jamais eu cette conception. Le pragmatisme n'est pas notre définition du socialisme. Il y a un lien étroit entre notre projet et notre Parti.

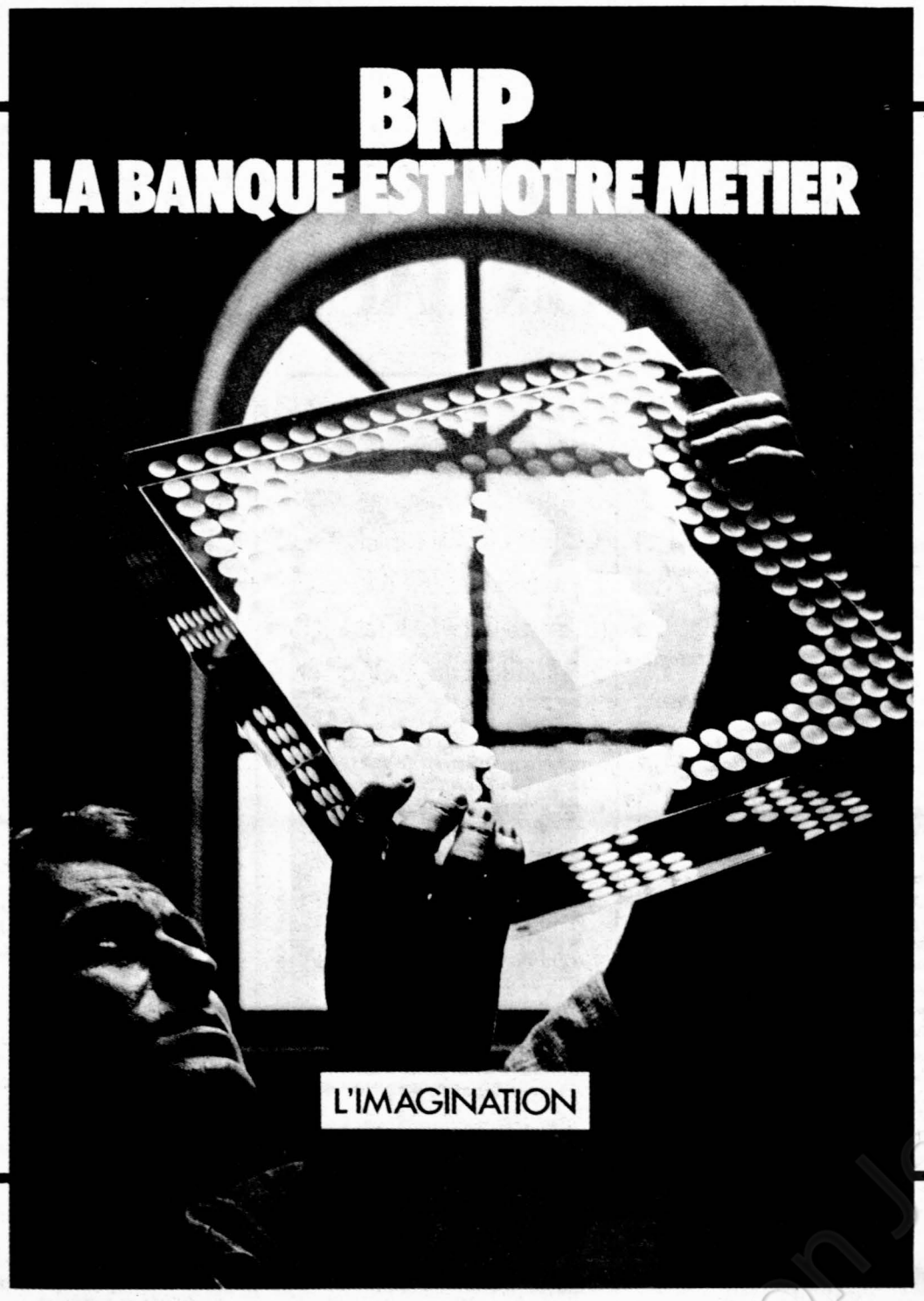
Faute de projet, à quoi bon un parti comme le nôtre ? Un vaste « parti démocrate » à l'américaine suffirait pour préparer les élections.

Parce que nous ne voulons pas cela, nous ne pouvons pas accepter la dévalorisation de toute notion de projet ; nous ne pouvons pas accepter que le Parti socialiste se dissolve dans des nébuleuses sans principes ni convictions.

A Toulouse, c'est la question de la survie du parti d'Epinay qui est en cause, c'est l'avenir de la gauche en France qui est posé. Ce n'est sans doute pas un hasard si, au Comité directeur de synthèse, ceux qui se sont toujours retrouvés autour de l'essentiel, ont constaté leur accord profond sur ce point.

Rien n'est jamais acquis pour notre Parti. Le débat doit donc avoir lieu. Il faut souhaiter qu'il soit maîtrisé et surmonté et qu'à Toulouse, notre parti fonde, sur la discussion commune, sa volonté de construire le rassemblement, d'en être le moteur. Le Parti socialiste a vocation à rassembler, à l'avenir, quatre français sur dix.

Partons de loin pour aller loin. Cette grande perspective doit nous réunir tous à Toulouse dans un congrès offensif contre la droite, engageant la bataille pour 1986.

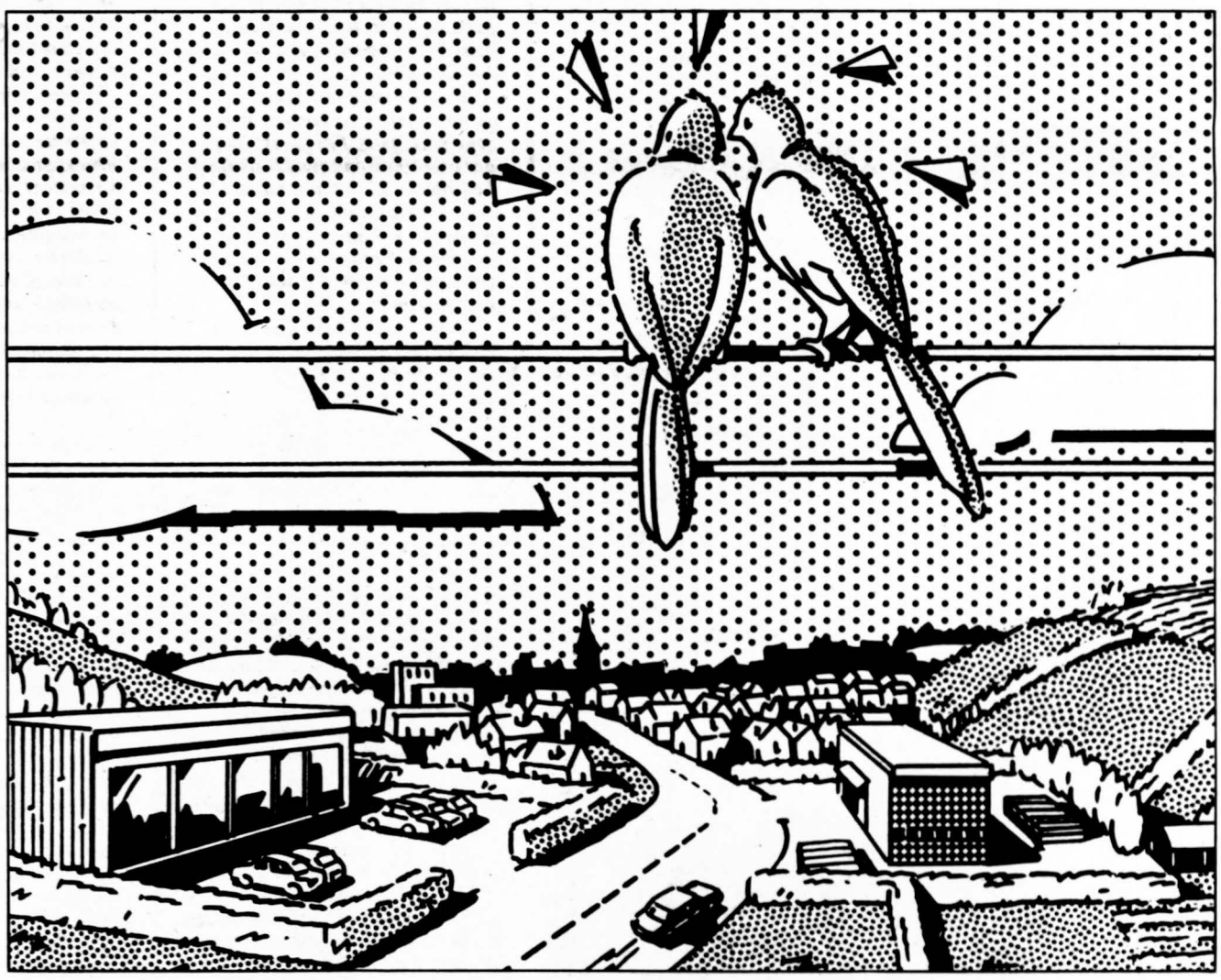


BANQUE NATIONALE DE PARIS

LE COURANT DE LA VIE



Les applications industrielles de l'électricité rendent aujourd'hui compétitives des entreprises naguère condamnées par leur petite taille ou leur éloignement des villes. En favorisant la création d'activités nouvelles, là où l'économie traditionnelle est en déclin, l'électricité contribue au renouveau de l'emploi et de la vie dans chaque région.



Sodel conseil

ELECTRICITE DE FRANCE

OTAGES : UNE MOBILISATION EXEMPLAIRE ANIMEE PAR JOELLE KAUFFMANN

L'extraordinaire campagne pour la libération des otages français détenus au Liban doit beaucoup à l'indomptable énergie d'une femme, Joëlle, l'épouse du journaliste Jean-Paul Kauffmann.



PAR JEAN LIBERMAN

JEAN-Paul Kauffmann et Michel Seurat, séquestrés depuis le 22 mai par leurs ravisseurs chiites libanais, seront-ils enfin libres quand ces lignes paraîtront ? A qui et à quoi se fier dans ce malheureux Liban soumis à une folie croissante d'enlèvements, d'attentats inter et intra communautaires, de pillages et de meurtres ?

Après l'élargissement des derniers détenus chiites du camp d'Atlit en Israël, condition posée par Amal à la libération des deux Français, on voulait croire que Nabih Berri tiendrait sa promesse. C'était oublier les divergences internes. Il a encore fallu des tractations serrées entre Amal et les Hezbollah — intégristes chiites — qui ont le contrôle des otages, pour que les surenchères soient surmontées :

la relaxe devait intervenir dans les dix jours. Il y allait, il est vrai, de la crédibilité, déjà bien entamée, de Nabih Berri. Mais quel absurde gâchis que la détention interminable de ces deux amis du monde arabe ! En outre, la décision annoncée ne concernait pas les deux autres otages français enlevés : les diplomates Marcel Fontaine et Marcel Carton, détenus par d'autres Hezbollah et qui seront sans doute l'enjeu d'autres exigences.

On ne saurait, cependant, détacher les succès probables obtenus pour Kauffmann et Seurat et l'extraordinaire et exemplaire campagne menée par le comité des amis des kidnappés, animée au premier chef par l'épouse du premier : Joëlle Kauffmann. Pour dresser un bref bilan de cette action, pour nous confier en même temps comment elle avait vécu durant près de quatre mois la période la plus angoissante de sa vie, Joëlle Kauffmann nous attendait au siège du comité... A savoir une péniche décorée d'affiches pour Kauffmann et Seurat, amarrée près du Pont-Neuf, où nous découvrons, dans la cabine du pilote, et comme à la barre, une énergique jeune femme brune — médecin dans le civil et mère de deux enfants — à la voix ardente et au geste chaleureux. L'heure de l'espoir a-t-elle enfin sonné pour elle ? Joëlle a connu tellement de fausses joies qu'elle ne peut se défaire encore du scepticisme : « Oui, il y a enfin une date limite de libération qui nous laisse espérer. Mais un grain de sable est toujours possible et les Hezbollah peuvent trouver beaucoup de prétextes. »

On ne s'étonne plus, à voir le dynamisme évident de cette femme, de l'efficacité d'une mobilisation dont elle nous rappelle quelques hauts faits, peut-être déterminants.

« D'abord, nous nous sommes mobilisés très vite... Malgré les conseils de prudence, je ne pouvais rester inactive. Trois semaines après l'enlèvement j'ai fait un voyage — peut-être capital — à Beyrouth. J'ai pu y rencontrer des personnalités d'Amal et religieuses chiites, et leur expliquer que Jean-Paul pas plus que Michel n'avaient rien contre le monde arabe ; qu'au contraire ils adoraient ce pays. Or, la fameuse promesse de sortie est venue peu après cette visite. La mobilisation que nous avons réalisée — notre manifestation l'a démontré — a rassemblé des gens de tous les bords ; de la gauche à la droite et c'est toute la France qui s'est sentie concernée. De plus, notre campagne a pu être appréciée par Amal lui-même dans la mesure où elle ne comportait pas un brin de racisme, pas plus anti-libanais qu'anti-syrien. Le docteur Berro, bras droit de Nabih Berri, s'en est rendu compte lors de sa venue à Marseille où je l'ai rencontré et où il m'a renouvelé le 29 août la promesse d'Amal. »

« Un mot pour notre gouvernement qui a commencé par m'étonner du fait de la lenteur de ses démarches : je croyais qu'un coup de colère de sa part suffirait ! Mais les mécanismes diplomatiques sont complexes et Mitterrand ne pouvait téléphoner tout de suite comme il l'a fait ensuite, notamment à Assad dont le rôle a peut-être été décisif. Finalement le gouvernement a beaucoup travaillé, est beaucoup intervenu et a fait ce qu'il a pu dans la mesure où la diplomatie peut quelque chose contre le terrorisme... Ce qui lui est très difficile. Parmi les multiples marques de solidarité, l'une des plus émouvantes a été l'envoi par les enfants de Quimperlé (dont je suis originaire) de 800 dessins pour la libération de Jean-Paul et Michel. Nous les avons photographiés et fait parvenir à Nabih Berri. Une autre manifestation, aussi émouvante que belle, a été la pétition émanant des musulmans de France qui condamnaient le rapt d'un point de vue spirituel et réclamaient la liberté pour les captifs... Cette péniche, sans moteur, m'a été prêtée et remorquée jusqu'ici gracieusement. Les écrivains n'ont pas cessé d'envoyer des textes de soutien lus à la radio par des comédiens bénévoles. Et puis c'est grâce à l'entraide des confrères journalistes de « l'Evènement » qui m'ont versé régulièrement 1 % de leur salaire, que j'ai pu m'arrêter de travailler pour me consacrer à cette tâche. Sans tous ces gestes je ne sais si le moral aurait tenu. »

Le fait est que Joëlle a connu de dures alternatives d'espoir et de déprime. « J'ai craint, au début, de plus jamais revoir Jean-Paul. Durant la première semaine le rapt n'avait pas été revendiqué... Frappée de stupeur, je n'arrivais plus à manger ni à dormir. C'était, de plus, l'époque de la bataille des camps à Sabra et Chatila : on craignait le pire. Il a été dur aussi d'annoncer la chose aux enfants. Dès que la solidarité s'est enclenchée je me suis sentie beaucoup mieux. Il y a eu ensuite ce terrible dimanche 30 juin où l'on était sûr qu'ils allaient être libérés et où on se préparait déjà à aller les chercher ! Juillet et août ont été très pénibles car c'était de nouveau le trou. A qui s'adresser ? Enfin est venue la bienheureuse nouvelle de la libération des derniers prisonniers d'Atlit. Mais le suspense a repris... Ce qui m'angoisse le plus c'est la façon dont Jean-Paul, qui est un hypersensible, supporte tout cela sans être trop écorchée. »

Il reste que l'affaire a contribué, Joëlle l'a constaté, à ouvrir les yeux de l'opinion : « C'est vrai qu'on a contribué à faire la lumière sur la situation au Liban. Il y a quatre mois, qui connaissait les Hezbollah ? On sait mieux maintenant qu'il s'y passe des choses terribles. Le terrorisme, utilisé simplement pour se faire connaître, est devenu une arme des plus dangereuses. »

Qu'en sera-t-il, en l'occurrence, pour Marcel Fontaine et Marcel Carton ? « Ils dépendent, dit-elle, de groupes différents sur lesquels Amal a beaucoup moins de pouvoir. Il faudra en passer davantage par la voie diplomatique, comme une intervention de l'Iran à la demande de la France. Mais une solution devrait être trouvée, car on a pu faire passer des lettres, récemment, ce qui est un signe d'assouplissement. Il faudra parvenir, conclut-elle, à mettre le terrorisme au ban de l'humanité. Au contraire les gouvernements sont obligés de composer avec. Mais comment affirmer qu'on ne cédera pas quand des vies d'innocents sont en jeu ? »



Nabih Berri.

A.fp.



Pascal Lebrun

COREE : LA FRONTIERE ENTRE LE NORD ET LE SUD S'ENTROUVRE

Pour la première fois depuis 1953, une frontière hermétiquement close va s'ouvrir pour permettre à des familles disparues de se retrouver. Jung Sang Hun, dont nous racontons l'extraordinaire destin, disparu à Séoul et ressuscité trente ans plus tard en Mandchourie, n'est qu'un exemple parmi d'autres. Victime d'une guerre qui coupa un pays — la Corée — en deux et jeta vingt millions de Coréens sur les routes de l'exode.

PAR CHANG HEE-BO

CE vendredi, cent Coréens du Nord et cent Coréens du Sud auront peut-être l'occasion de vérifier le bien-fondé de la plus étonnante des rumeurs : des tigres et des animaux géants hanteraient le no man's land clos et miné qui, depuis la guerre, sépare les deux pays. Ce vendredi, cent Coréens du Nord se rendront à Séoul au Sud, et cent Coréens du Sud iront à Pyong Yang. La moitié d'entre eux sont envoyés pour relater l'événement. Les autres appartiennent à des familles séparées depuis la fin de la guerre. Ils vont à la recherche des pères, de sœurs, de cousins disparus, en franchissant une frontière close depuis 1953. Le conflit a coupé le pays en deux. Il a fixé, bon gré mal gré, les Coréens dans un camp idéologique. Au Nord, une dictature dominée par l'indestructible Kim Il Sung (celui qui inondait il y a peu les bibliothèques municipales de ses œuvres complètes). Au Sud, une « démocratie » musclée bénéficiant du ferme soutien des Etats-Unis. De chaque côté de la frontière, des millions de parents, encore séparés, trente-deux ans après l'armistice, sans nouvelles, ni moyens de communication.

Jung Joun Sung, quarante-et-un ans, juriste devenu restaurateur, ne participera pas au voyage organisé par la Croix-Rouge des deux pays. Pourtant, son père a disparu un jour de 1950. Jung Joun Sung vit à Paris auprès de sa sœur et de sa mère, veuve depuis trente-cinq ans, et, jusqu'à une date récente : jusqu'au jour où feu son mari, devenu professeur de japonais dans une petite ville mandchoue, a donné signe de vie. Mais il a bien changé le jeune économiste qu'elle avait épousé en 1942, frais émoulu de l'université protestante de Séoul. Il a le cheveu gris. Mais il reste mince et vif : vingt minutes de vélo chaque matin pour rejoindre le lycée de Zhizhihar où il enseigne. Dans deux ans, à l'âge de la retraite (70 ans), il pourra goûter une paix relative au soir d'une existence passablement bousculée.

Prends soin des enfants

« Aujourd'hui, au Sud, je serais probablement patron de société. Car, avant-guerre, je travaillais pour mon beau-père. J'importais du caoutchouc de Hong Kong pour fabriquer des chaussures. Le 25 juin 1950, j'étais à Inchon, le port de Séoul, j'attendais le débarquement de mes marchandises en écoutant la Symphonie inachevée. Une femme a crié dans l'hôtel : « Coupez la musique ; écoutez les informations. » J'ai entendu la voix tremblotante du président Syngman Rhee. Il annonçait le début de la guerre. En quelques semaines, la Corée entière est passée aux mains des communistes. Les ponts sur la rivière Han étaient coupés et Séoul neutralisée. Syngman Rhee et son gouvernement se sont réfugiés dans la poche de Busan, le port le plus proche du Japon.

« J'ai voulu reprendre l'import-export. Mes bureaux avaient été détruits. Tout avait été volé. Un ami, plutôt à gauche, m'a invité à venir créer une société, au Nord. Il me l'avait promis : je reviendrais à Séoul pour la réunification que tout le monde attendait.

Je n'ai pu éviter ce départ. C'était cela ou le front. J'ai averti ma femme : « Je ne sais si je mourrai là-bas. Si je reviens, tant mieux. Sinon, prends soin des enfants. »

Le lendemain, à l'aube, j'ai pris une petite valise. Si j'étais resté, on m'aurait interné comme anticommuniste. Nous sommes arrivés en novembre à Manpo Jin, au nord de Pyong Yang. On nous a demandé de travailler dans une usine de pâte à papier. Inutile de revenir en arrière. J'aurais été suspecté de communisme, comme tous ceux qui étaient restés sur place, par les soldats américains. Ils regagnaient du terrain. »

Jeanne d'Arc communiste

« Il n'y avait pas beaucoup de choix. Et puis Syngman Rhee et les Américans avaient fait une erreur monumentale en s'appuyant sur les pro-Japonais pour restaurer le pays après 1945. Syngman Rhee avait bénéficié de tous les soutiens, de tous les fonds. Mais c'était magouille et compagnie. Kim Il Sung ? On ne le connaissait pas. Mais beaucoup d'intellectuels ont pensé que ça ne pouvait pas être pire. Avec trente ans de recul, ils n'en diraient sans doute pas autant. On s'installait dans la guerre. Les positions étaient fixées. On m'a demandé d'enseigner à l'université. Ce qui m'intéressait c'était le cinéma. Beaucoup de mes condisciples de l'université étaient devenus producteurs ou réalisateurs. Je suis devenu régisseur de plateau puis producteur et même critique.

Les films ? C'était toujours la même chose. La bergère devenait une vraie Jeanne d'Arc. Elle sauvait ses camarades révolutionnaires face aux troupes des Nations unies. On exaltait aussi les coups de main des partisans libérant les populations du « joug des impérialistes ». Dans les premiers temps, on a même mis en images des récits de la résistance antijaponaise. Je suis devenu chef de montage à l'Office du cinéma. L'Office du cinéma ? En réalité une usine de savonnettes désaffectée avec quelques vieilles caméras. »

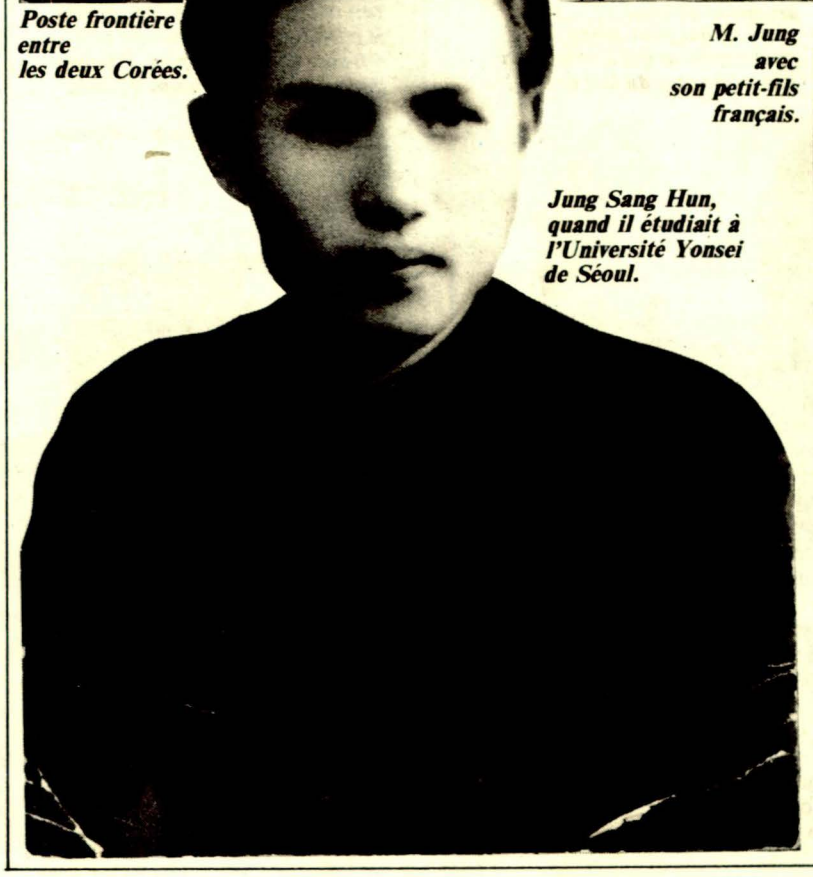
« Un grand nettoyage »

« On souhaitait que j'aille au Sud expliquer la tragédie du peuple coréen et montrer que la réunification ne pouvait se faire sous la houlette des Etats-Unis. Mais je risquais, ici, d'être pris pour un déserteur, là-bas pour un espion. Toute position était fragile. Il y a eu des complots menés contre Kim Il Sung, par des partisans d'une démocratie nationaliste mais pas communiste. Un prétexte suffisant pour un grand nettoyage. Tous les gens venus du Sud ont été soumis à un interrogatoire. Cela se passait dans un cinéma souterrain.

Sygma



Poste frontière entre les deux Corées.



Jung Sang Hun, quand il étudiait à l'Université Yonsei de Séoul.



M. Jung avec son petit-fils français.

L'atmosphère y était étouffante. Beaucoup ont été jugés, puis exécutés secrètement. Je me souviens d'un pasteur, son état suffisait à le rendre suspect. Un poète est mort aussi. Il avait refusé de composer des hymnes. Son regard restait obstinément fixé vers le Sud.

J'ai dû raconter ma vie, parler de mon éducation, donner la liste des gens que je fréquentais, fournir les détails sur la fortune de mes beaux-parents. On a aussi interrogé le public. Ça comptait énormément, le public. Beaucoup sont morts, des gens pour qui personne n'avait pu parler. On m'a pardonné d'être un bourgeois parce que j'avais payé mes études en faisant le ménage et en sonnant la cloche à l'université. Mais comment retourner au Sud ? »

Curieuse histoire et curieux homme ? Joun Sung a de beaux traits fins, un peu indécis. Les événements ont glissé sur lui, et l'astuce l'a aidé à survivre. Ils ont tracé et modelé les frontières de ses vies successives.

« Pendant quatre ans, j'ai voulu rejoindre ma famille. Mais pas une occasion ne s'est présentée. Croyant à la réunification, j'ai attendu mais les célibataires étaient suspectés de vouloir s'esquiver. On m'a présenté une jeune pianiste. Je l'ai prévenue : dès que possible, je partirai retrouver ma femme et mes quatre enfants. Pendant un an, elle est venue en mon absence laver mon linge et tenir mon ménage. J'ai tout fait pour la décourager.

Il n'y a pas eu de cérémonie de mariage. On m'a prêté un costume. Un collègue a offert de la vaisselle. J'ai offert une robe à ma femme. Je pense que l'oubli est nécessaire pour vivre. Mais je n'ai jamais réussi à oublier. »

Se battre contre les punaises

Jung aura trois enfants de cette seconde union. Sa femme enseigne le piano. Il devient membre du Parti communiste. Mais cela ne tient pas à l'abri des purges. En 1963, on l'expédie en rééducation dans une zone particulièrement infertile à la frontière du Mandchourie.

« On nous a logés dans une chambre de terre battue où chaque nuit était un combat contre les punaises qui grouillaient. On nous a donné des houes pour travailler. A ma fille de sept ans aussi. Mais ce n'était pas tenable. Je craignais toujours qu'un serpent ne morde un enfant. Je me suis procuré une carte de la région. La rivière Tuman sépare la Corée de la Mandchourie, devenue une province chinoise, après le départ des occupants japonais. On a attendu la fin décembre pour partir, six mois. J'ai vendu ce qui nous restait de vêtements, de riz et de sel. J'ai fait du pain pour une semaine. Et nous avons acheté des billets de train pour Pyong Yang, histoire de brouiller les pistes. Je suis parti avec ma fille aînée, ma femme par un autre train avec les deux autres enfants. Les contrôleurs n'ont pas posé de questions, ils fêtaient le nouvel an. Nous sommes descendus en cours de trajet. Nous nous sommes d'abord cachés dans un champ de maïs. Il neigeait, les enfants pleuraient. A trois heures du matin nous avons passé la rivière gelée.

Stupeur et émotion à Roissy

Arrivés sur l'autre rive, je ne savais pas si j'avais passé le bon fleuve, si réellement nous étions en Mandchourie. Au village le plus proche, on parlait coréen. Mais nous étions en Mandchourie. Sans argent, ni papiers. J'étais obligé d'aller à Pékin. Un Coréen a accepté de m'héberger et de nourrir ma famille en attendant. Aller retour à pied. Je suis revenu au printemps 1964. »

En passant en Chine, Jung a seulement changé de sillon.

Il restera dans les rizières jusqu'à la fin de la Révolution culturelle. Plus prudent. Un oncle l'a aidé à demeurer en vie. Un oncle, nationaliste coréen, venu en Chine au temps de l'occupation japonaise. Musicien, barde de la Longue Marche, il a écrit des hymnes, épousé une protégée de Chou En-Lai. Il finance l'installation des expatriés à Qi Qi Har et leur offre quelques porcs. Vingt ans plus tard, Jung Sang Hun habite toujours la localité. Après bien des tribulations, qui, longtemps, ne lui ont pas permis de songer à ses proches restés en Corée.

En 1979, la Chine a adhéré à l'Union postale universelle. L'occasion de s'enquérir du sort d'une veuve et de quatre orphelins perdus de vue depuis longtemps. De surcroît, la chaîne de radio sud-coréenne K.b.s. arrose les pays limitrophes de ses programmes de recherche des personnes disparues ou déportées.

« C'est mon fils qui m'a poussé à écrire. J'ai d'abord eu peur car tout le courrier était contrôlé. La lettre s'est promenée de Kwangju où vivait mes frères, à Séoul, puis aux Etats-Unis et à Paris d'où m'est venue la réponse. Pendant trois jours, je suis resté en état de choc, sur un nuage. Je ne pouvais réaliser que ma famille habitait Paris. Ma femme était plus excitée que moi. Elle m'a dit combien elle admirait ma première femme qui, seule, avait élevé mes enfants. Moi, je me sentais coupable de n'avoir pas accompli mon devoir de père. »

Plusieurs années, des dizaines de démarches sont nécessaires pour obtenir un passeport, puis un visa puis un nouveau passeport, parce que le précédent est périmé, et un nouveau visa. Une fois par semaine Jung et sa femme sont soumis à des interrogatoires impromptus, à domicile, ou sur convocation au poste de police.

« On est venu quatre fois nous demander, à ma femme surtout, si nous n'avions pas changé d'avis. Sa détermination m'a aidé à partir : « J'ai vécu avec toi durant trente ans. Tu te dois à celle qui t'a attendu aussi longtemps. »

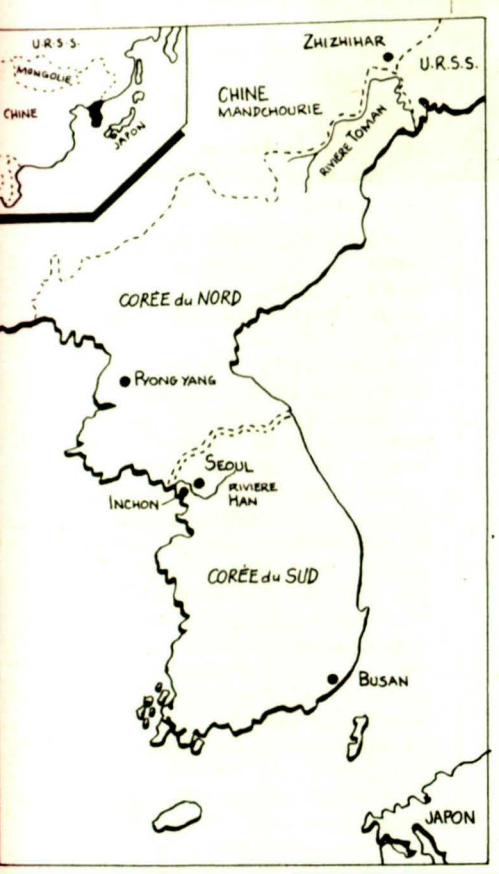
Stupeur plutôt qu'émotion à l'arrivée à Roissy, un jour de l'été 1983.

« Un grand choc. J'avais la tête vide. Nous n'avons pas échangé la moindre parole sur le moment. Mon épouse n'était plus la jeune femme sportive dont j'avais conservé le visage en mémoire. Plus une once de jeunesse. Ses rides m'ont fait pitié. J'en suis la cause.

Nous avons bavardé toute la nuit puis toutes les nuits suivantes. Mais ça fait drôle de se retrouver vieux. Elle était une étrangère pour moi, pas ma femme. Nous nous sommes mutuellement gênés. Elle ne remarquait que mon regard de fuyard, mes yeux de perpétuel évadé. Je n'ai jamais vécu dans la tranquillité. J'ai toujours été poursuivi, suspecté. »

Le 19 juin 1984, Joun Sung est reparti vers la Mandchourie, via Séoul. Titulaire d'un passeport chinois, il lui a fallu un visa pour visiter son pays natal. Il a pu le constater lui-même : au Sud (comme au Nord) des veuves de guerre vivent encore, pleurant parfois des maris bien vivants. Il y en a des milliers dont au moins une à Paris. ●

Les étapes d'une tragédie



Le 2 septembre 1945, la capitulation japonaise libère la Corée de trente-cinq ans d'occupation féroce. Les Russes recevront leur reddition au nord du 38° parallèle, les Américains au sud. En septembre 1948, les factions se partagent le pays ; une République de Corée du Sud voit le jour à Séoul, une République démocratique de Corée à Pyong Yang. L'une et l'autre revendiquent la direction du pays.

Le 25 juin 1950, les troupes du nord entament une marche victorieuse jusqu'au sud de la péninsule. En octobre, les forces de l'O.n.u. les repoussent jusqu'à la frontière chinoise. En fin d'année, Lin Piao avec l'armée sino-coréenne reprend Séoul. Au premier trimestre 1951, les divisions de l'O.n.u. reconquièrent une position au nord du 38° parallèle sur lequel on négociera. Plus d'un million de personnes trouvèrent la mort dans ce conflit, plus de vingt millions furent jetées sur les routes de l'exode.

Le "modèle suédois" a tenu

Pour le Premier ministre Olof Palme qui vient de remporter les élections son « parti a gagné la bataille de la société de bien-être contre la droite néo-libérale ».



Le Premier ministre Olof Palme et le secrétaire général du Parti social-démocrate suédois Toresson après leur victoire.

A.f.p.

PAR CLAUDE ESTIER

POUR un pays coupé en deux, c'est bien un pays coupé en deux et presque exactement par la moitié. Mais la Suède est aussi un pays d'une extraordinaire stabilité électorale puisque, de trois ans en trois ans, les résultats des élections législatives ne varient guère de plus de 1 %. Cela facilite sans doute le travail des instituts de sondage qui avaient prévu qu'Olof Palme se maintiendrait de justesse au pouvoir, ce qui est effectivement le cas (1).

Ce n'était pourtant pas si évident car si, en 1982, après six ans de gouvernement « bourgeois », la division entre les trois partis de droite avaient grandement favorisé les sociaux-démocrates et leur avait permis de revenir au gouvernement en ayant, à eux seuls, plus de sièges que leurs adversaires coalisés, Olof Palme avait dû faire face, ces dernières semaines, à une campagne assez dure s'appuyant sur deux éléments.

Le premier, qui fait partie du débat permanent en Suède, est la pression fiscale maintenue à un niveau élevé par le pouvoir social-démocrate et que beaucoup de Suédois trouvent de plus en plus insupportable, tout en étant attachés à la protection sociale que permet la redistribution des impôts. Le deuxième élément était d'ordre personnel, en l'occurrence l'apparition d'un nouveau leader « bourgeois » jeune, dynamique et modéré dans ses propos, le chef du parti libéral Bengt Westerberg. Celui-ci s'est révélé, notamment dans les débats télévisés, l'adversaire le plus redoutable du Premier ministre sortant, et c'est lui le véritable vainqueur du scrutin puisque le parti libéral gagne trente sièges, dont plus de deux tiers au détriment des conservateurs, dont le programme est apparu par trop réactionnaire, et des centristes en constant recul depuis douze ans.

Il n'en reste pas moins que le parti d'Olof Palme, tout en approchant 45 % des suffrages, perd sept sièges et aura donc à nouveau besoin de l'appoint du Parti communiste qui connait, lui, une remarquable stabilité (5,4 % au lieu de 5,6 % et 19 sièges au lieu de 20). Une telle situation s'est déjà produite à plusieurs reprises et le P.c. suédois, l'un des plus « eurocommunistes » n'a jamais cherché à mettre les sociaux-démocrates en difficulté et encore moins à mêler ses voix à celles de la droite. Palme n'est donc pas inquiet et, dès dimanche soir, il rappelait que la social-démocratie a gouverné la Suède pendant quarante-sept ans, en ayant la majorité absolue à elle seule pendant six ans seulement. Pour le Premier ministre, le grand sujet de satisfaction est que « le modèle suédois a tenu » et que son parti « a gagné la bataille de la société de bien-être contre la droite néo-libérale ».

Une leçon intéressante – pas seulement pour la Suède – alors que des difficultés économiques imposant certaines mesures d'austérité étaient de nature à accentuer encore l'usure naturelle du pouvoir.

(1) La situation en Suède est à cet égard exactement inverse de celle de Norvège où, la semaine précédente, la droite s'est maintenue au pouvoir malgré une nette progression des socialistes.

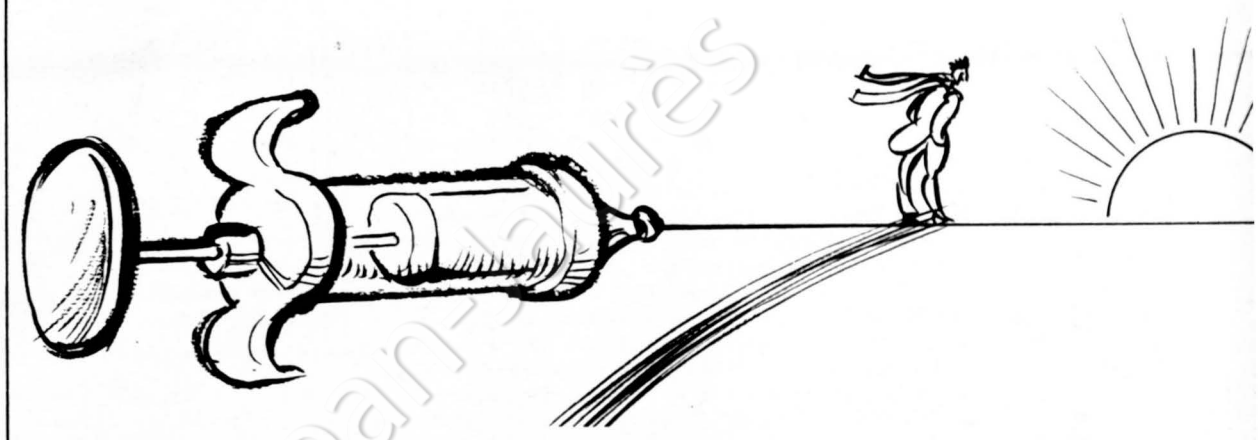
LUTTE CONTRE LA DROGUE: UN PEU DE SOLEIL DANS L'EAU FROIDE

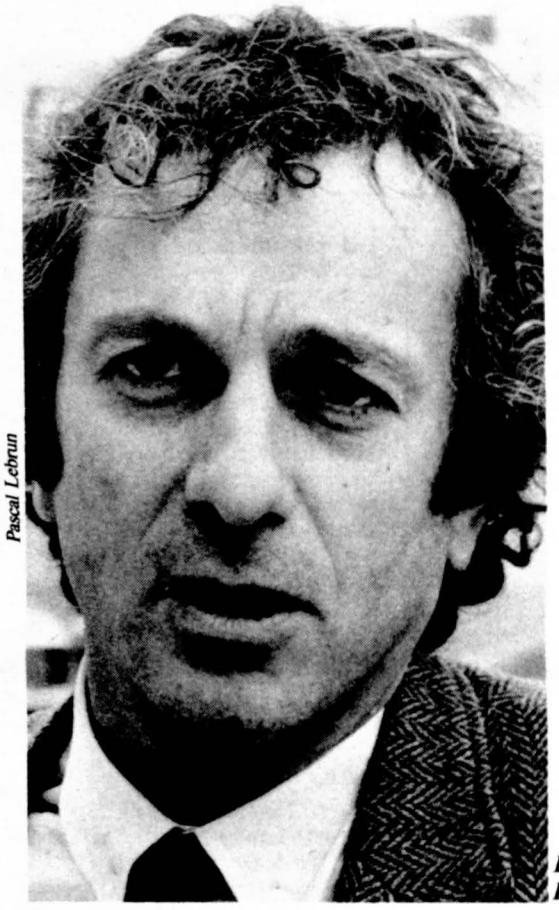
Selon le Dr Olivenstein, on assisterait à un tassement de la toxicomanie en France, drogues, alcool et tabac confondus. Selon d'autres spécialistes il est encore trop tôt pour mesurer les effets d'une intense campagne de sensibilisation. Notons toutefois que la toxicomanie — cette détresse masquée — change de visage.

PAR PIERRE-YVES POINBRON



Le docteur Olivenstein.





Le docteur Francis Curtet.

Pascal Lebrun

RIEN de plus mouvant, de plus complexe, de plus contradictoire que la toxicomanie. On connaît l'équation du Dr Olivenstein : « La toxicomanie, c'est la rencontre d'un produit, d'une personnalité et d'un moment socio-culturel. »

On ne peut donc se focaliser sur le trafic de drogues en oubliant que leur consommation est un signe de détresse. Si d'un coup l'héroïne devenait introuvable, il y a gros à parier qu'elle serait remplacée par autre chose, la cocaïne par exemple ou tout simplement l'alcool, tant le désir de fuir, de s'évader, de « flirter avec la mort » est grand chez les jeunes en particulier. Ne prendrait-on en compte que la menace qu'un produit fait peser sur un individu, qu'on passerait à côté d'un « langage », d'un usage que certains groupes sociaux font de la drogue : idéologique, contestataire, euphorisant, créatif ou récréatif. Insiste-t-on sur les aspects psychologiques ou sociologiques du problème qu'on court le risque de banaliser des produits, objectivement plus toxiques que d'autres.

Souvenons-nous, il y a quinze ans et plus, le joint était un signe de ralliement. Peace and love rimaient avec fumette. Héros avec les hérault de la contestation. Et puis la drogue se banalise, elle pénètre des milieux qui n'en avaient jamais tâté. La société n'offrait plus de perspectives... On s'en ouvrait à travers les veines : les valeurs « foutaient le camp »... On se créait son paradis artificiel, jusque-là réservé à quelques visionnaires. La société se durcit, les jeunes étouffent, la famille explose... tout est bon pour masquer le vide.

A chacun sa motivation, à chacun sa drogue. « Actuellement, rapporte le Dr Olivenstein, on assiste comme aux Etats-Unis à une stratification par classes. Les décideurs prennent de la cocaïne, les laissés-pour-compte de l'héroïne, les lycéens fument du hasch, les pauvres sniffent des solvants — du moins les très jeunes — ou s'enivrent d'alcool... »

Un produit, une personnalité, un moment socio-culturel : « C'est le mélange des trois qui rend une situation explosive. Même si la dépendance à l'héroïne est plus évidente qu'avec le hasch, et si la piqûre est plus forte que la fumette. Dans une cité de transit, le hasch peut entraîner une démotivation tout aussi préjudiciable... »

Comment appréhender le problème ? Sûrement pas par les statistiques. La drogue est un produit clandestin. L'alcool, on peut en quantifier la production, les ventes, mais la drogue... Ni les interpellations, ni les saisies — qui ont heureusement augmenté grâce à l'action de la police — ne reflètent la réalité ; pas davantage la fréquentation des centres de cure.

La drogue en baisse ? Le Dr Olivenstein croit percevoir un tassement de la progression de la toxicomanie. Mais Marmotan (1) n'est pas la France, et il se trouve des voix autorisées pour prétendre l'inverse. La consommation d'alcool pur par habitant diminue en France ? Sans doute, mais les jeunes boivent davantage. De la bière, dira-t-on, oui, mais en quantité... Il n'y a qu'à se poster aux bals des samedis soir pour s'en convaincre.

« L'angoisse humaine cherche toujous une voie, constate le Dr Dugarin de l'espace Murger (2), il y a des conduites de risques moins spectaculaires que la drogue, mieux tolérées socialement. Pourquoi attacher plus d'importance à un héroïnomane qu'à un jeune, ivre mort, qui se tue en moto un samedi soir ? » Il n'y a aucune résignation dans ces propos, mais ils relativisent la question statistique.

C'est qu'en effet, le phénomène se déplace. Aucune courbe n'en rend compte. Là encore, c'est le Dr Dugarin qui parle : « Le visage de la toxicomanie change. On rencontre des gens qui utilisent les médicaments, tout en revendiquant l'étiquette de drogué. Ce n'est plus l'archétype de l'héroïnomane avec sa seringue. Ce sont des gens très dépendants, qui courent peut-être moins de risques, mais qui sont très inféodés. Ils n'auraient jadis jamais revendiqué l'étiquette de toxicomane. Où commence, où finit la toxicomanie ? Et s'il y a moins de toxicomanes et plus de suicides, où est la victoire ? »

Même son de cloche à l'Envol de Rennes. « On voit davantage de toxicomanes qui parviennent à conduire leur toxicomanie sans dissociation de leur vie professionnelle. C'est une toxicomanie récréative, avec un usage du produit moins kamikaze, moins excessif, moins suicidaire. »

La mode de la coke

La cocaïne fait son entrée dans la jet society, mais se répand comme une traînée de poudre précisément, dans d'autres milieux. Il est même de bon ton d'en louer son côté ludique, récréatif, stimulant. Bref, la coke remplit le rôle des amphétamines des années 70, comme le fait remarquer le Dr Karsenty, de la commission interministérielle de lutte contre la drogue. « Chez les héroïnomanes, elle devient la drogue de luxe, la drogue du samedi soir... » Inoffensif, le produit ? Tout doux, tout doux.... Les milieux d'ordinaire si prompts à écouter tout ce qui vient d'outre-Atlantique ferait bien de jeter un coup d'œil sur les récentes études américaines selon lesquelles la coke entraînerait une plus forte dépendance psychologique que l'héroïne. Une mode ? sans doute. Le Dr Curtet, directeur de l'association le Trait d'union (3) ne désespère pas d'en faire passer le goût, en expliquant les risques qu'elle fait encourir. Plus dur sera de faire passer un message identique auprès des jeunes de 13-14 ans qui sniffent des solvants à la sortie des écoles. Mais là encore, une bonne information peut contribuer à refroidir l'engouement.

L'on assiste à d'autres phénomènes dont M. Borello, secrétaire de l'association marseillaise de prévention de la toxicomanie se fait l'écho. « Les jeunes touchent aux drogues dures de plus en plus tôt, sans faire l'escalade par les drogues dites douces. Mais ils viennent demander des soins plus précocément, un à trois ans après la première prise. La majorité d'entre eux commencent vers vingt ans avec au préalable quelques expériences. Ils s'en sortent, car ils viennent nous trouver plus tôt. Comme le phénomène est dédramatisé, ils en parlent avec leur famille. Ceux-là s'en sortent mieux. On peut envisager la réinsertion. »

Alors, y a-t-il un tassement de la progression de la toxicomanie ? Ce serait aller très très vite en besogne que de l'affirmer. Le nombre de morts par overdose augmente toujours. Rien que dans le showbiz, la cocaïne a tué deux ou trois fois cette année. La recrudescence des hépatites virales signe l'ampleur de l'héroïnomanie. « La toxicomanie est une réaction à un désespoir, un ras-le-bol, une lassitude, assure Francis Curtet, or, l'avenir n'a rien de réjouissant pour les adolescents. Il n'y a pas de raisons pour que le phénomène décroisse. »

Il ne faut pourtant pas majorer l'importance de la crise économique. Les difficultés financières peuvent entraîner au fond de

© Fondation Jean-Jaurès

HEROINE

Le « mérite » du S.i.d.a.

Faut-il libéraliser la vente des seringues ? Depuis mars 1972, les seringues sont en liberté surveillée ; l'héroïne commençait à faire parler d'elle, un décret signé Chaban Delmas, Boulin et consorts en interdit la vente libre, histoire de dire que l'on prenait l'affaire en considération. Résultat, les seringues circulent comme le joint... une seringue pour quatre, cinq, six personnes. Avec la seringue circule le virus de l'hépatite et maintenant celui du S.i.d.a. Après le sexe, c'est la seringue qui est le grand vecteur de la maladie.

Faut-il alors mettre la seringue à la portée de tous ? Aux dires du Dr Curtet par exemple, le S.i.d.a. a au moins ce « mérite » : il dissuade les jeunes de plonger dans l'héroïne. « Le toxicomane n'a pas peur de la prison, ni de la mort, mais redoute la souffrance. » Cet avis n'est pas partagé par tous. « Le S.i.d.a. ne joue aucun rôle dissuasif chez des gens qui ne tiennent pas à leur vie, » rétorquent M. Borello et le Dr Du Couëdic. « Rares sont ceux qui se sentent concernés par la menace. » La question n'est pas encore tranchée à la commission interministérielle de lutte contre la drogue.

Toute mesure a son revers : ainsi du dépistage des anticorps. La « vérité » peut pousser les gens « séro-positifs » à la défonce... perdu pour perdu. La question de la libéralisation des seringues n'est donc pas académique : on vient de relever huit cas de S.i.d.a. chez les toxicomanes. Apparemment, c'est peu, mais c'est sans compter avec l'incubation — très longue — de la maladie.

P.-Y. P.

l'abîme un chômeur, lancé dans la spirale « désespoir, drogue, délinquance », elles peuvent tout aussi bien faire relever la tête à qui possède une structure suffisamment forte pour réagir. Pour les uns, la drogue est la dernière bouée, pour les autres, un obstacle à la survie, un obstacle dont ils ne veulent plus s'encombrer. En revanche, l'absence de perspectives, d'emploi, à l'issu d'une cure, pose de gros problèmes aux thérapeutes. « La vie est plus dure matériellement, constate le Dr Du Couëdic, médecin-chef de l'intersecteur pour la prévention et le traitement des toxicomanies de la région Bretagne (4). Les conditions sont moins favorables à l'explosion du phénomène. Il est plus difficile d'être toxicomane aujourd'hui. » Plus difficile de se procurer l'argent nécessaire à sa dose quotidienne. Plus difficile de vivre en marge. Le discours justificateur de la drogue change. Les fumeurs de hasch proclamaient avec Gide « Familles ! je vous hais », les jeunes, en déserrance, aujourd'hui quêtent l'amour de leurs parents. Ils restent plus longtemps au sein de la cellule familiale ; l'entrée dans la vie active est moins brutale. Autant de facteurs positifs, selon le Dr Du Couëdic. Famille honnie, famille cocon, entre les deux, le dialogue. « Les parents sont plus tolérants ». On parle de la drogue. On dédramatise le phénomène.

La chasse aux dealers dans les cités

Ici ou là, quelques indices encourageants. Des lueurs d'espoir pour le Dr Olivenstein, qui en a fait état lors d'une récente émission radiophonique. Des hypothèses, pour certains de ses collègues, des hypothèses qui se vérifieront ou non dans deux ou trois ans. Au mieux fin 1986. Lueurs d'espoir en effet, ces communautés immigrées dont certaines commencent à s'organiser. Les jeunes de la seconde génération ont découvert les drogues dures. Mais, chez les parents, ce « modèle » occidental passe mal. On assiste à « un sursaut de fierté nationale ». Les parents ont la volonté de donner d'eux-mêmes « une autre image ». Le fait est attesté par M. Borello. Beaucoup de parents maghrébins viennent consulter les centres de cure. « On a suffisamment de mal à faire notre place ici, disent-ils. On ne peut tolérer que nos enfants se conduisent comme des voyous. » Résultat, dans deux cités de la région parisienne, à Nanterre, les familles ont chassé elles-mêmes les dealers. De nombreux parents algériens expédient purement et simplement les enfants au pays pour une « cure » de désintoxication de six, douze mois, voire définitive. Au moins, là-bas, il n'y a ni cocaïne, ni héroïne.

Cette prise de conscience gagne les chanteurs beurs. Karim Kacel chante contre l'héroïne. Même dans le showbizz, l'héroïne n'est plus autant vénérée. Jimmy Hendrix se droguait, Mickaël Jackson non. On peut alors imaginer que ces chanteurs qui sont autant de modèles feront des émules. Pour Francis Curtet, il est cependant trop tôt, pour en mesurer l'impact. Mickaël Jackson tient l'affiche depuis deux ans, on saura dans deux ou trois ans si ses fans ont laissé tomber la seringue ou sont restés en deçà de la ligne.

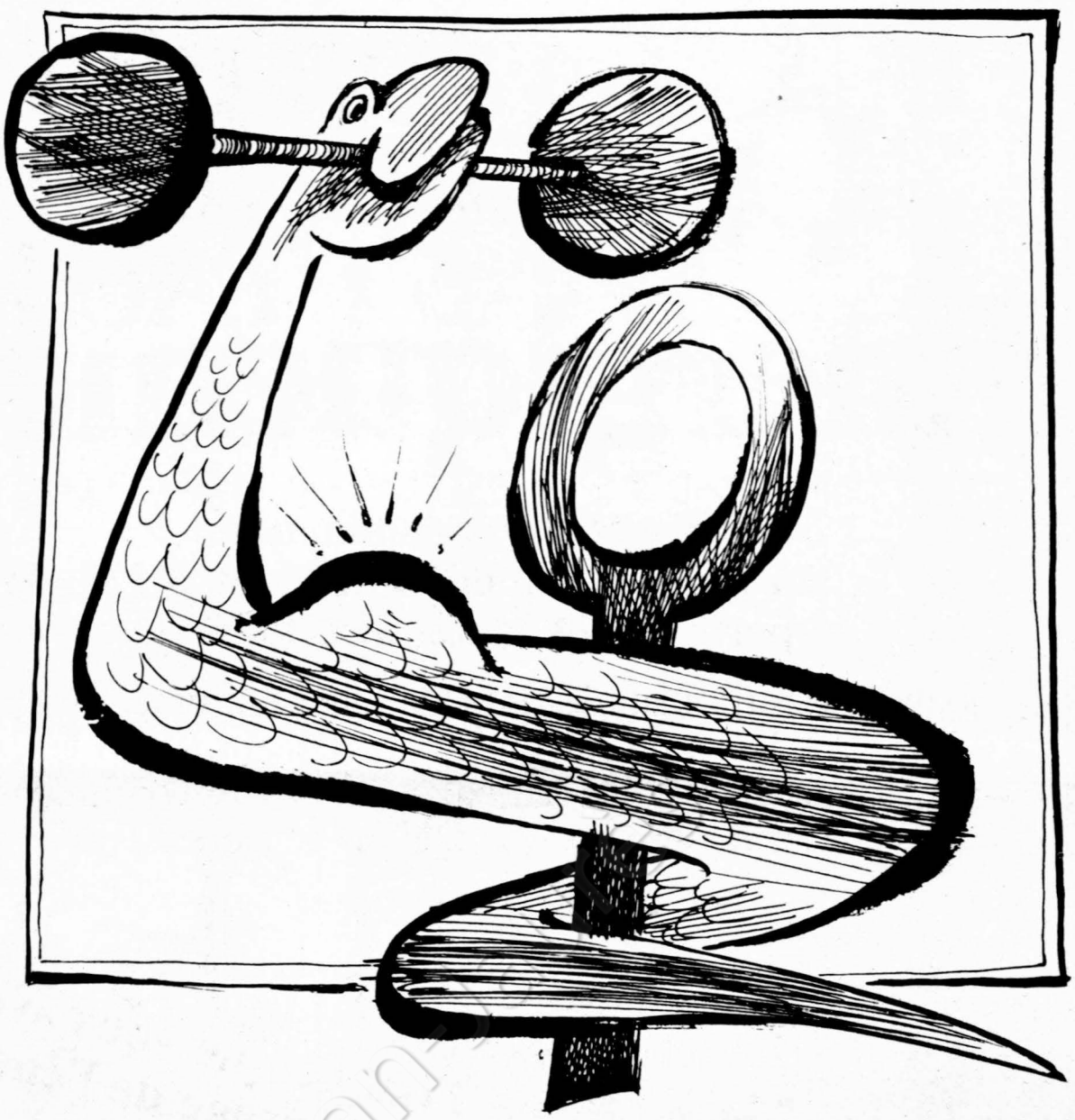
Entre la première prise de drogue et la première consultation, il s'écoule généralement cinq ans. Rendez-vous dans deux ou trois ans pour savoir si ces lueurs d'espoir n'étaient que le reflet d'un feu de paille. De même, pour mesurer l'action de la police, et, notamment, celle de l'office central de répression du trafic illicite des stupéfiants, placé sous la houlette du commissaire Franquet, dont tout le monde loue le travail remarquable.

N'en déplaise aux tenants de l'idéologie sécuritaire, toujours prompts à stigmatiser le laxisme du gouvernement, un effort considérable a été entrepris par les pouvoirs publics depuis cinq ans. Le nombre des centres de cure ou de consultations a augmenté de 50 %. Et ceux-ci font un travail opiniâtre qui commence à porter ses fruits. Pas d'optimisme béat. La drogue est un problème complexe, « la toxicomanie... un besoin vital de fuir dans quelque chose », le toxicomane, un individu empêtré dans des contradictions et des clivages profonds. On ne saurait se contenter de quelques doses gagnées sur les trafiquants. Méfions-nous des transferts, le goulot peut remplacer la seringue.

Les thérapeutes sont prudents et l'un d'entre eux, le Dr Dugarin, affirme : « Depuis quinze ans que je m'occupe de toxicomanes, la toxicomanie me pose plus de questions que je ne trouve de réponses... » Les partisans de la manière forte feraient bien de s'inspirer de cette modestie. ●

(1) Centre Marmotan, 17, rue d'Armaillé, 75017 Paris.
(2) Espace Murger : Hop. Fernand Widal.
(3) Le trait d'union, 14, bd Jean-Jaurès, 92100 Boulogne
(4) L'Envol, 6, place du Mal-Juin, 35100 Rennes.

Le Dr Couëdic est également vice-président d'une association, n'employant que des bénévoles, association dont on résiste à donner le nom : « Nijal da nevez ». En breton « Voler de ses propres ailes ».



LE SPORT A-T-IL LA MEDECINE QU'IL MERITE ?

«Activité humaine essentielle», «principal phénomène de masse du XXe siècle», le sport n'est toujours pas encadré par une médecine spécialisée. Et pourtant du dopage au suivi de l'athlète de haut niveau sans oublier les marathoniens du dimanche le sport implique toujours un risque.

PAR PHILIPPE MAQUAT

(de notre envoyé spécial)

«PAS trop de constats. Nous sommes là pour être constructifs, pour faire des propositions. » Le professeur Mireille Brochier, présidente de la Fédération française de cardiologie vient de « rappeler à l'ordre » les participants de la commission « Sport et santé », coupables de s'être attardés un peu trop longuement sur quelques généralités. Lesquelles, sont parfois utiles, en préalable à une proposition concrète. Mais il est vrai que si Alain Calmat, ministre des Sports et Edmond Hervé secrétaire d'Etat à la Santé avaient invité 170 congressistes à venir plancher en Bretagne sur l'essor d'une médecine sportive plus efficace et plus cohérente, c'était bien pour recueillir des idées concrètes. Et, de ce côté-là, les deux hommes n'ont sans doute pas été déçus.

Durant trois jours, la semaine dernière, médecins, syndicalistes, chercheurs, mutualistes, dirigeants furent donc répartis en six commissions, dans les locaux très fonctionnels de l'école de la santé publique à Rennes, afin de réfléchir sur autant de thèmes intitulés : « Organisation de la médecine du sport » ; « Exercice de la médecine du sport » ; « Formation et recherche » ; « Environnement biologique et médical du sportif » ; « Sport pour le plus grand nombre et santé » ; « Dopage ». Que des gros dossiers et pas question, pour les participants, d'aller, en dépit d'un chaud soleil, visiter Combourg et son château, ancienne demeure de Chateaubriand.

Abandon entre 18 et 24 ans

Précédant les propositions des commissions, les constats furent, avant tout, réservés aux personnalités chargées, le premier jour, d'introduire le travail des congressistes. Ainsi apprit-on de la bouche de René Teulade, président de la Fédération nationale de la mutualité française, que 30 % des Français abandonnent toute activité sportive entre 18 et 24 ans alors qu'une enquête réalisée dans un lycée de Brive fait apparaître que sur 710 élèves, 40 % ne pratiquent aucun sport. Enorme. Mais que, en revanche, 38 % des jeunes filles de l'établissement fument contre 35 % pour les garçons. Pourtant, « une pratique sportive régulière prévient et guérit l'hypertension » affirme le professeur Brochier. Une découverte récente confortée par le test de la bicyclette d'effort auquel furent soumis des hypertendus.

« On a constaté que la pression artérielle redevient normale à l'issue du test » explique le professeur qui évoque encore le bénéfice d'une activité physique régulière pour les personnes habituées à travailler sous une tension psychique importante, et, à l'opposé, dénonce les ravages provoqués par des marathons populaires sur certains organismes mal préparés.

Mireille Brochier rejoint ainsi l'opinion exprimée par son confrère américain, le docteur Henry Solomon, dans un ouvrage à succès : « le Sport à tout prix » (éditions Payot). Ce cardiologue s'efforce, en effet, de démontrer

(suite en page 17)



présenté par l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie

Energiquement vôtre...

7 émissions à ne pas manquer sur FR3, le samedi de 12 h 30 à 12 h 45 à partir du 14 septembre 1985.

Les tribulations d'une famille confrontée aux problèmes de l'énergie dans leur appartement, à l'école, en voiture, au travail, à la campagne, dans leur commune.
Dernier épisode : la maison de leurs rêves.

Réalisation / production : Christophe Rogulski, Regard 3
Conception : Ten et Associés
avec Anne Lipinski, Hubert Saint-Macary, Michel Viaud
Musique originale : Elisabeth Sikora.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le bon usage de l'énergie sans oser le demander...

AJV 737

Donnons des oreilles à la terre.



Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.
C'est donner des oreilles à la terre.

CNT

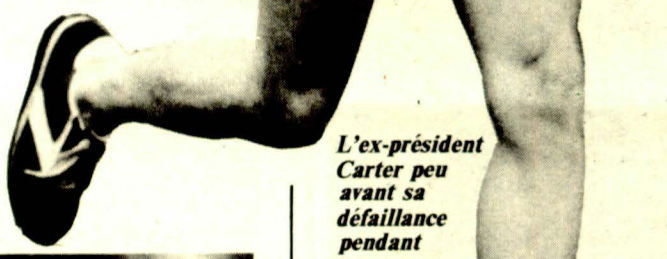
20, av. Rapp 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 705.94.39.

L'argent qui rapproche les hommes.

(suite de la page 15)

que le sport à haute dose est un mythe dangereux qui ne permet ni de vivre plus longtemps, ni de prévenir les maladies cardiaques. Au contraire. Par sport à haute dose entendez les marathons de 42 km et les matchs de tennis en cinq sets, pour des sujets n'ayant qu'un très lointain rapport avec Sébastien Coe ou Ivan Lendl. Et même aucun rapport. C'est pourquoi, sans pour autant vouloir traumatiser ceux qui le pratiquent – le sport implique le risque a fait remarquer un observateur – la commission « Sport et santé » préconise un contrôle obligatoire, après 40 ans, en cas de participation à une épreuve de masse. Contrôle rendu le plus souvent indispensable par une longue coupure d'activité, dont l'origine remonte peut-être à une dispense du cours d'éducation physique à l'école.

« Tuer la dispense » a demandé la commission, car si le certificat



L'ex-président Carter peu avant sa défaillance pendant un marathon.

Sygma



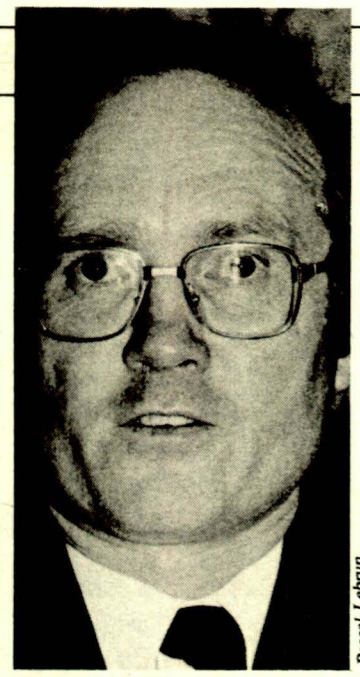
Alain Calmat.

Pascal Lebrun

médical a pratiquement disparu dans le primaire, il est encore trop fréquent dans le secondaire.

« C'est le plus mauvais service à rendre à l'élève » ont renchéri les congressistes qui proposent à Alain Calmat de renforcer le rôle des médecins (scolaires, militaires, médecins du travail, généralistes) vis-à-vis du pratiquant moyen, à priori plus isolé en France qu'en R.f.a., où existent des sections-loisirs au sein des clubs. Y compris au sein des grands clubs, comme le Bayern de Munich.

Un peu sur ce modèle, et se référant à une expérience menée avec succès à Bordeaux, la commission a demandé l'ouverture la plus large possible des stades à l'ensemble de la famille. Selon le professeur Léon Schwartzenberg,



Edmond Hervé.

Pascal Lebrun

seulement un quart des installations du Racing Club de France seraient vraiment utilisées ! « Le médecin de famille doit être capable de pratiquer les tests simples d'aptitude, de repérer les contre-indications, de donner des conseils... » a dit de son côté Edmond Hervé. En ce domaine beaucoup reste à faire cependant.

La sensibilisation – expression bien timide – à la médecine du sport, prévue dès le 2e cycle des études médicales, a été ressentie comme une nécessité par la commission « Formation-recherche ». Celle-ci a, par ailleurs, demandé que la « capacité », le nouveau diplôme de médecine du sport, qui sera préparé en un an à partir de cette année, soit exigé dans toute les situations d'exercice de cette médecine. On apprend, en effet, avec étonnement que Patrick Lefoulon (27 ans) vice-champion olympique de Kayak à Los Angeles l'an passé et futur médecin – il prépare l'internat – n'a jamais entendu parler de médecine du sport au cours de ses études.

Au niveau de la formation du médecin de sport, le plus souvent un bénévole (ou assimilé), le chemin est donc encore long. Lors d'une intervention préalable, Monique Berlioux a rappelé que sur les 125 000 médecins exerçant leur activité en France, seulement une quarantaine le font à temps plein dans la médecine du sport.

mieux faire connaître aux médecins les thérapeutiques autorisées ; elle a, en outre, plaidé pour l'information la plus complète possible du sportif, quant aux conséquences d'une préparation biologique mal maîtrisée.

En fait, la commission a conclu sur la nécessité de faire suivre le sportif par une équipe large (médecin, biologiste, kinésithérapeute, entraîneur, dirigeant), cohérente – c'est là que le bât blesse actuellement – et crédible. A charge, pour cette équipe, d'établir un véritable livret médical informatisé de l'athlète de haut niveau. Dans une récente interview, accordée au quotidien « l'Equipe », le docteur Olivenstein tirait une fois de plus le signal d'alarme du dopage qui, enjeux financiers obligent, dépasse aujourd'hui largement le cadre du cyclisme de l'haltérophilie ou de la boxe pour toucher d'autres sports. Le tennis par exemple. Et qui menace même les jeunes pratiquants avides de promotion. En conséquence la commission « Dopage », réunie à Rennes, a demandé une répression pénale accrue vis-à-vis des pourvoyeurs, et

Gamma



Le marathon de Paris.

Or, « le sport est le phénomène social le plus important du XXe siècle », estime-t-elle. Toutefois le chiffre cité par l'ancienne directrice du Comité international olympique (C.i.o) va augmenter d'ici peu, puisque Alain Calmat s'est engagé à doter toutes les fédérations d'un médecin à temps complet. Une mesure identique a été réclamée par les congressistes pour les 69 centres d'entraînement décentralisés, qui, opérationnels dès la présente rentrée joueront en province le rôle tenu en région parisienne par l'Institut des sports de Vincennes (I.n.s.e.p.). En conséquence ils devront être dotés d'un service médical aussi perfomant que celui de l'I.n.s.e.p.

Car, en tenant compte des élèves des classes sport-études, la commission « Environnement biologique et médical » a recensé 10 000 sportifs de haut niveau en France dont 2 500 dits d'élite (catégorie A, Espoirs internationaux).

Cette commission a notamment réfléchi sur les problèmes posés par le suivi médical et la préparation biologique de l'athlète. A l'instar de son homologue, chargé de réfléchir sur le dopage, elle a buté sur la frontière « assez formelle » entre préparation biologique capable d'améliorer licitement la préparation de l'athlète et le dopage, condamné par la loi. Pour preuve : les auto-transfusions sanguines non interdites avant 1984 mais qui ont maintenant basculé dans le dopage. La commission a donc demandé la création d'un organisme de vigilance destiné à un suivi biologique hors compétition de l'athlète, suivi dépourvu de sanctions car avant tout préventif. Et cela, quitte à renoncer à des résultats internationaux flatteurs, voie dans laquelle ne sont engagée le Canada et la plupart des pays scandinaves.

Très attentif aux conclusions de cette commission, et souvent interrogé sur le sujet, Alain Calmat a annoncé la parution d'un décret visant à renforcer la lutte antidopage en France. Toutes les fédérations devant être mises sur un pied d'égalité au niveau des contrôles exercés. Le football comme le cyclisme. Est-ce si simple ? Certes non, car le phénomène dopage est encore mal connu, mal maîtrisé, mal réprimé aussi. Le chiffre de seize cas positifs dénombrés en France pour l'année 1984 a fait, sinon sourire, du moins s'interroger plus d'un congressiste. « Tous responsables » a lancé Nelson Paillou, président du Comité olympique français : entraîneurs, dirigeants, médias et pouvoirs publics « avec plus ou moins de pression selon les régimes » ; tous ceux qui veulent des résultats, tous ceux qui gonflent les enjeux. Bref un sacré dossier. Les assises de Rennes, les premières du genre, l'auront peut-être fait progresser. Les « Entretiens de Bichat » pourraient prendre le relais sur ce thème, et sur d'autres, abordés à Rennes. C'est le souhait des congressistes et celui du ministre des Sports. Normal puisque selon le professeur Léon Schwartzenberg le sport est « une activité humaine essentielle ». ●

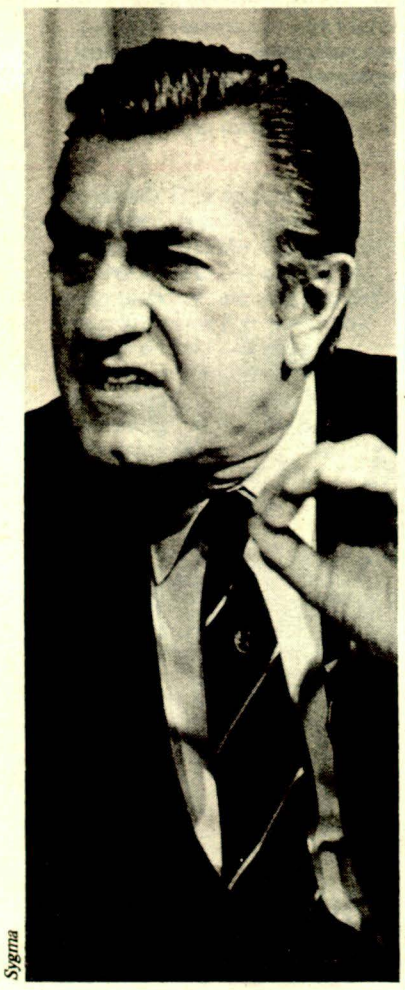
FORMULE 1

Ils iraient courir sur les tombes...

Ce qu'il nous reste ? La révolte. L'indignation devant tant d'ignominie, l'écœurement face à trop d'hypocrisie. C'est décidé, ils iront courir là-bas. C'est sûr, le Grand Prix de Formule 1 de Kyalami aura bien lieu. Il se passe des choses scandaleuses en Afrique du Sud ? On massacre, au pays de l'apartheid, des Noirs pour la simple raison qu'ils sont Noirs ? La belle affaire ! C'est vraiment le cadet des soucis de Jean-Marie Balestre, président de la F.i.s.a. (Fédération internationale du sport automobile). L'homme n'a-t-il pas eu l'aplomb, pour expliquer sa décision de maintenir une compétition qu'on pensait sérieusement menacée, de s'appuyer sur l'article 2 des statuts de la F.i.s.a., qui exclut toute discrimination « raciale, religieuse ou politique » ? On croit rêver. Monsieur le président n'a-t-il pas osé, pour conforter ses propos, rappeler que jamais les Sud-Africains n'avaient interdit à un pilote noir de courir sur le circuit de Kyalami ? Tant de cynisme, c'est de l'indécence. Comme si Jean-Marie Balestre ne savait pas que le cas, jamais, ne s'était présenté.

Mais l'indécence, c'est comme qui dirait sa tasse de thé, à ce triste personnage. Il ne faudrait quand même pas oublier que le jeune Jean-Marie s'enrôlait, le 17 mai 1943, chez les S.S. et qu'il avait, dans l'organigramme de l'Ersatzkommando des Waffen S.S. de France, le grade de deuxième classe (Schütze) et l'emploi de rapporteur (Referent). Il ne faudrait pas oublier que dans le journal « Devenir », c'est lui qui écrivait, à propos des volontaires français S.S. : « Ils sont les soldats fanatiques et fidèles d'Adolf Hitler, qui leur a accordé par deux fois le plus grand des honneurs. » Alors pensez ! Des Noirs qu'on traite comme des moins que rien, ça ne peut pas vraiment lui donner d'états d'âme.

En attendant, sa décision a ravi les pilotes qui appréhendaient terriblement de voir le Grand Prix annulé. A part l'écurie Renault – et vraisemblablement Ligier – ils seront tous présents au rendez-vous de la honte. C'est que, vous disent-ils le cœur sur la main, il ne faut pas mélanger le sport et la politique. Seul le champion autrichien Nikki Lauda a déclaré depuis longtemps que lui s'abstiendrait. Les autres s'en tiennent à leurs vertueuses déclarations. Ils ne vont quand même pas refuser de courir là-bas parce que le monde est moche... C'est scandaleux. C'est obscène. **M.D.**



Jean-Marie Balestre.

Sygma

PLAISANT

Recherche bonheur... et on le trouve

Ah, le joli film que voilà ! Intelligent, drôle, rafraîchissant. Une comédie américaine comme on désespérait d'en revoir jamais, et qui raconte une histoire toute bête, mais qui la raconte bien. Il y a Roberta (merveilleuse Rosanna Arquette), petite bourgeoise new-yorkaise qui s'ennuie fermement à la maison et se passionne pour les petites annonces du journal. Il y a Suzan (sublime Madonna), qui vit sa vie de fille libre en toute décontraction, avec l'insolence que lui donne sa farouche indépendance. Il y a encore Jim, l'amoureux de Suzan, et Des, un charmant projectionniste qui va tomber amoureux de Roberta en croyant qu'elle est Suzan. Il y a un mari grotesque, un tueur fou, une belle-sœur revêche. Et puis, il y a New York, le New York de l'East Side que Suzan Seidelman connaît bien, et qu'elle filme avec toute la tendresse du monde. « Recherche Suzan désespérément », c'est mieux qu'un film. Une partie de plaisir.

M.D.

*** « Recherche Suzan désespérément », de Suzan Seidelman, avec Rosanna Arquette, Madonna, Aidan Quinn, Mark Blum, Robert Joy.**

NOIR

La dernière femme

Pour son malheur, elle avait aimé au-dessus de sa condition. Pour son malheur, elle était tombée sur un jeune blanc-bec qui ne pouvait se passer d'elle, mais qui la méprisait et la maltraitait. Pour son malheur, elle vivait dans une Angleterre pudibonde qui voyait dans la passion une perversité. Ruth Ellis n'échappa pas à son destin : accusée du meurtre de son amant, condamnée à mort, la jeune femme fut pendue le 13 juillet 1955. Cinq ans plus tard, l'Angleterre abolissait la peine capitale. En partie grâce aux débats qu'avait suscités l'exécution de Ruth Ellis.

Mike Newell, jeune réalisateur britannique – dont « Dance with a stranger » est le second film – a choisi de nous raconter comment une entraîneuse de boîte de nuit londonienne avait préféré le meurtre à l'enfer quotidien dans lequel elle vivait. C'est intéressant, mais ce n'est qu'une histoire d'amour – tragique – de plus. Et le procès ? Et cette femme qui plaidait coupable et réclamait la mort comme une délivrance ? Et ces juges qu'aucune circonstance atténuante ne pouvait ébranler ? Mike Newell a le mérite d'avoir réveillé la mémoire de l'Angleterre. Dommage qu'il soit passé à côté du sujet.

M.D.

*** « Dance with a stranger », de Mike Newell, avec Miranda Richardson, Rupert Everett, Ian Hom.**

COUP DE FOUDRE

Giraudeau, pour de vrai

Résignée, mais curieuse, j'avais pour mission d'écrire un papier « classé X » sur le beau Giraudeau, sourire enjôleur et yeux terriblement bleus. Mais la réalité réserve parfois des surprises. D'abord ses rides de rire, qui lui vont bien. C'est vrai, depuis le temps qu'il joue les jeunes premiers, il a 38 ans. Puis une clarté dans le visage, une ouverture du regard, un charme, oui, différent de cette séduction facile dont ses rôles et les medias ont assuré le succès.

Bernard Giraudeau parle avec enthousiasme. De « Bras de fer » : « Un film sur la confusion, le plus difficile à faire qui soit. Un film d'action mais du beau cinéma. C'est justement ce qui nous manque en France. » De Gérard Vergez, le réalisateur, et de son exigence, de la complicité, de la confiance, qu'il ne demande qu'à revivre avec lui. De son personnage, Delancourt : « Menteur, brillant, manipulateur, jouisseur et dangereux parce qu'il n'a pas peur de la mort, qu'il aime maîtriser la peur qu'il se fait. Il doit devenir sympathique, on doit lui pardonner certaines choses, à la fin. Tout en étant agacé. »

Il lui va comme un gant, ce rôle qu'il défend avec subtilité et panache. Sans doute le plus riche qu'on lui ait offert, où il a retrouvé « le plaisir d'un dialogue qui sait le sens précis des mots » : un de ces « films-cadeaux » que les acteurs ont rarement la chance de tourner.

Pour autant, il ne renie pas ce qu'il a déjà fait : « Je m'amuse comme un gamin à jouer ces images de bande-dessinée, comme des exercices de style. Et sans « les Spécialistes », « Bras de fer » ne se serait pas monté. Je n'aurais pas pu abandonner mon cachet, Fechner qui le distribue n'aurait pas mis autant d'argent. »

Débit précipité, peut-être par la volonté de convaincre, il se défend : « le sexe-symbole, j'en ai raz le bol. » Puis hausse les épaules : « Après tout, les gens qui m'aiment savent qui je suis. Est-ce si important que mon image soit différente de moi ? » Mais il se ravise : « Que les gens croient des mensonges, soient aveugles à la réalité, c'est une impuissance terrible. »

On le dit froid et imbu de lui-même, il a de la passion. Comme socialiste, sans carte mais fidèle, syndicaliste depuis 17 ans et surtout militant d'Amnesty International. Il s'étonne qu'on s'en étonne : « Donner une lettre à Mme Marcos aux Philippines, aller au Chili comme je veux le faire bientôt, c'est vraiment le minimum que je puisse faire. Il y a des gens qui, eux, risquent leur peau. » Pas frimeur : « Je refuse d'être un utopiste. L'important, c'est d'être efficace. » Alors il use de son droit à la parole, « puisque ceux qui ont beaucoup plus et mieux que moi à dire ne l'ont pas ».

On connaît de lui la séduction, l'aisance. En fait, des années de travail. C'est qu'il revient de loin, Giraudeau devenu star. Famille de paysans et de pêcheurs charentais, engagé dans la marine, mécanicien sur un bateau pendant quatre ans. Il monte pour la première fois sur les planches : « Ma voix portait à peine à cinq mètres, je chaloupais terriblement. » Il s'obstine, fait de la danse, classique puis jazz, du théâtre, le Conservatoire.

Aujourd'hui, il sait bouger, assez narcissique pour ça, c'est sûr. Et s'intéresse au moins autant aux « cascades psychologiques » qu'aux risques physiques. Le confort ? Giraudeau n'a aucun goût pour ça : « Je l'ai assez prouvé en retournant régulièrement au théâtre. » Le projet sur lequel il travaille : monter « Pierre et le loup ». L'argent ? Il s'en fout et il le perd (« je sais, c'est pas net »). Le bonheur ? « Le plaisir, finalement, de voir s'ouvrir des petites portes, oh ! pas grand-chose, mais qui restent ouvertes, qui permettent d'élargir sa palette de couleurs. » Le rêve ? On lui propose un rôle qu'il se croit incapable de tenir mais dans lequel il se révélerait crédible : un funambule – il prononce le mot souvent, avec gourmandise –, un joueur, un manipulateur ? Oui mais fasciné par les grandes tragédies, taraudé par le doute et le besoin d'exigence. Un égocentrique qui a tendance à en faire des tonnes par crainte de passer inaperçu ? Sûrement, mais généreux, engagé, croyant à la solidarité. Un violent, un provocateur. Mais qui s'en veut de chercher jusqu'où aller trop loin. « Trop entier » – j'émets un doute – « mais en chacune de ses parties » reconnaît-il dans un rire.

Giraudeau a raison, lorsqu'il parle de Delancourt : il y a des hommes, comme ça, qu'on aime... Irrésistible mais vrai.

Frédérique de GRAVELAINE



Bernard Giraudeau dans « Bras de fer ».



« La Huitième Femme de Barbe-Bleue ».

Kipa

GENIAL

Un pyjama pour deux

Lui ne veut que la veste, elle s'accommoderait fort bien du pantalon. Qu'à cela ne tienne : sous l'œil ahuri et choqué des vendeurs, ils achèteront un pyjama à deux. Et c'est ainsi, par la grâce de Lubitsch, que débute une belle histoire d'amour. Belle et compliquée, bien sûr. Parce que, le jour de ses noces, la jeune épousée apprend que son grand et distingué millionnaire de mari a déjà usé sept femmes, tragiquement disparues. Et si c'était son tour ? La suite, il faut la voir. Un film de Lubitsch ne se raconte pas, il se déguste, il se savoure. Des quiproquos à la pelle, des retournements de situations, des répliques incisives – et drôles, si drôles –, un duel amoureux qui se terminera par l'usage d'une arme infaillible : la camisole de force. C'est un délice, un enchantement. Un moment parfait. Sans doute l'un des films les plus étincelants de ce magicien d'Hollywood dont Truffaut disait qu'il était un prince.

M.D.

*** « La huitième femme de Barbe-Bleue », de Ernst Lubitsch, avec Gary Cooper, Claudette Colbert, David Niven.**

POLAR

Pour Arditi... strictement

Pauvre flic aux ambitions littéraires déçues ! Son manuscrit, on n'en veut pas. Et même, on lui conseille, ironiquement, d'arrêter de copier « Madame Bovary ». Oui, pauvre flic, qui rédige ses rapports comme des exercices de style, et qui va bientôt se trouver plongé dans une drôle d'histoire, une histoire qui lui fera faire un voyage au bout de sa famille, et au bout de lui-même. Pour son premier film, Pierre Jolivet a privilégié, comme tant d'autres aujourd'hui, le genre polar. Ce n'est pas ce qu'il a fait de mieux : l'intrigue, terriblement compliquée, nous échappe au bout d'un moment. Surtout, on s'en moque complètement. Les états d'âme du flic, sa recherche d'une vérité douloureuse, mais essentielle, nous intéressent bien davantage. Et là, Pierre Jolivet a gagné. Son film nous touche, son « strictement personnel » nous devient familier. Pierre Arditi, génial de bout en bout, y est évidemment pour beaucoup.

M.D.

*** « Strictement personnel », de Pierre Jolivet, avec Pierre Arditi, Jacques Penot, Caroline Chaniolleau.**

EXCITANT

Les mousquetaires de l'ambiguïté

Paris, l'Occupation. Entre clandestinité et collaboration, deux hommes vont naviguer. Delancourt (Bernard Giraudeau, éblouissant), beau parleur à la séduction infernale et Augustin (Christophe Malavoy, bouleversant), idéaliste austère volontiers taciturne. Amis de toujours, rivaux en amour, compagnons d'arme au fleuret, les voici face à face. Jetés, sous couvert d'une mission ultra-secrète, et, à la faveur d'un climat trouble qui exacerbe les passions, dans un ultime duel. Un traître, un héros ? Trop simple. Dans les années grises, personne n'est jamais blanc ou noir. Et c'est bien cela que Gérard Vergez a voulu transcrire avec « Bras de fer ». A savoir : le vertige de l'ambiguïté. Film d'action, mais aussi roman d'espionnage et intrigue amoureuse, « Bras de fer » joue sur tous les tableaux avec une époustouflante subtilité. Une photographie élégante, un montage nerveux et une facture racée parachèvent une œuvre frémissante d'intelligence où il est dit que le Bien et le Mal peuvent parfois alterner, se fondre et se confondre en un puzzle complexe. Surexcitant, non ?

F.G.

*** « Bras de fer », de Gérard Vergez. Avec Bernard Giraudeau, Christophe Malavoy, Angela Molina, Matthieu Carrière, Pierre-Loup Rajot, Agnès Garreau, François Lalande...**

ACADEMIQUE

La petitesse et le génie

Voilà la triste histoire d'un jeune homme traqué par l'amour d'un génie. Passion dévorante, trouble, exclusive, de Beethoven pour son neveu que, de procès en procès, il a réussi à arracher à sa mère. Le film de Morrissey aurait pu nous conter le drame des égoïsmes qui

ne parviennent pas à communiquer entre eux, les déchirements de la petitesse et du génie, les affres de l'amour lorsqu'il n'est que désir de possession. Mais la lourdeur de la mise en scène, le doublage exécrable qui tue le jeu de Wolfgang Reichmann, pourtant crédible figure du compositeur, le peu de présence de Dietmar Prinz, plus fallot que nature, le tout nimbé dans un éclairage très académique, tout cela rend la pièce montée moins qu'indigeste. Restent trois ou quatre scènes miraculeuses dont le mérite revient à deux femmes : Jane Birkin en mère torturée et Nathalie Baye, splendide d'humanité.

F. de G.

*** « Le Neveu de Beethoven », de P. Morrissey, avec W. Reichmann, D. Prinz, J. Birkin.**

MALICIEUX

Dom Juan papa !

C'est simple : dans la salle les nanas pouffent pendant que les mecs, gênés, se demandent si c'est du lard ou du cochon. Car avec « Trois hommes et un couffin », Coline Serreau ripoline à sa façon la statue du macho-miso-Dom Juan moderne. Bonjours les dégâts ! Il était une fois, donc, trois potes (Roland Giraud, Michel Boujenah et André Dussolier, qui surjouent tous un peu mais sont sympas) blindés à mort contre les femmes. Pour une nuit, OK ; pour une vie : jamais. Mais un bébé débarque un jour, déposé en nursing par une conquête d'un soir. Et c'est l'enfer. Les biberons, les petits pots, les couches et les élastiques-là révolutionnent leur mode de vie bétonné de rouleurs de mécanique. Et voilà pire : ils découvrent un nirvana honteux : le désir de paternité. Et deviennent carrément gâteux. Arborant le ton de la comédie désopilante, Coline Serreau en dit long. Sur les fantasmes inavoués de nos chers séducteurs ; mais aussi sur la notion même de l'enfant, le seul avenir de l'homme. Réjouissant.

F. de G.

*** « Trois hommes et un couffin », de Coline Serreau. Avec Roland Giraud, Michel Boujenah, André Dussolier et Jennyfer (voir portrait).**

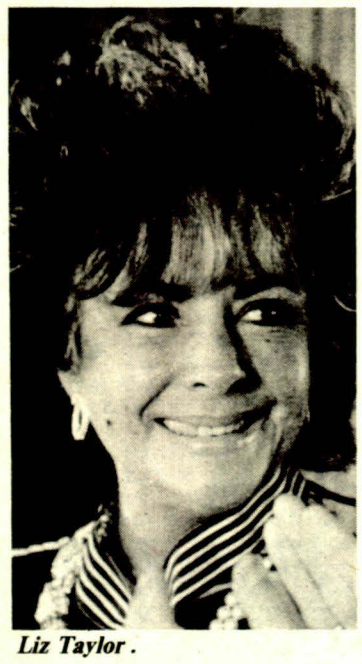
FESTIVAL

Les rendez-vous manqués

Si l'on accepte les règles de son jeu, on peut prendre du bon temps à Deauville, et, pourquoi pas, s'amuser follement. Les derniers vacanciers ayant été renvoyés dans leurs foyers par un festival reculé de huit jours par rapport aux années précédentes, les « gens du cinéma » se sont retrouvés pendant une semaine, comme les grands enfants d'une colonie loufoque, pour s'en donner à cœur joie.

Pour commencer en beauté, un grand gala de charité du meilleur cru, offert au conseil Pasteur-Weizmann pour la recherche sur le cancer (issu de la fusion de Pasteur à Paris, et de Weizmann à Erovoth, Israël). Déjà, une déception, car on attendait trente-cinq stars américaines et l'on n'en eut que deux (Debbie Reynolds et Roger Moore).

Bref, une soirée élégante (à 2 000 F le couvert !), et qui se terminait par un show bien maîtrisé de la chanteuse Vivan Reed. Ce fut la première et dernière soirée calme, car peu de journalistes avaient été acceptés. La presse, c'est un peu l'arme à double tranchant du festival du film américain : on en a besoin pour faire mousser les rares moments prestigieux, mais,



Liz Taylor .

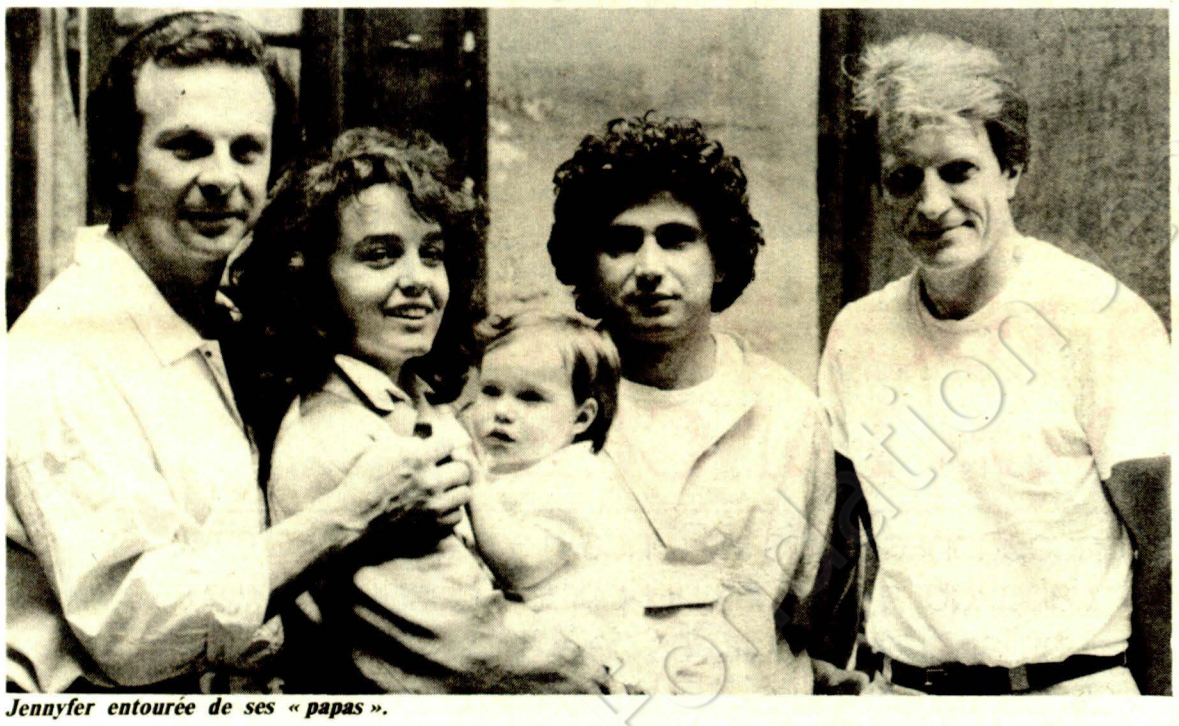
comme on invite n'importe qui, cela crée des tensions. Le comble du ridicule fut atteint lors de la venue de Liz Taylor pour sa conférence de presse. On a joué ce mercredi un remake d'Helzapoppin chez les dingues : 500 photographes surexcités, jouant des coudes, tremblant à l'idée de photographier la star ; 500 journalistes, tout aussi nerveux, avec dans la tête de certains des questions d'une grossièreté sans nom .

Après cette conférence, le cinéma américain reprenait heureusement ses droits, et l'analyse des films présentés est intéressante : elle révèle des constantes dans presque chaque œuvre, et, ainsi, on peut dire que 1985 marque notamment le retour de l'anticommunisme primaire (« Touché », « Rocky IV », etc.) et de l'idée selon laquelle les Français sont ringards (« Touché », encore, ou « Dangereusement vôtre »).

Malgré cela, on a tout de même vu des films intéressants, et notamment « Back to the future » (sortie le 30 octobre), produit par Steven Spielberg. Il semblerait que cet homme ait mis au point une recette infaillible : en tout cas, tout fonctionne. Les acteurs comme les images, d'une couleur sauvage ; les dialogues comme la musique, spécialement écrite pour les adolescents du monde entier.

« Silverado », de Lawrence Kasdan, autre produit de la génération Spielberg. Il lance un défi, en tentant de dépoussiérer le genre classique du western. Malheureusement, son film reste trop fidèle à l'esprit du western à la John Ford . On aurait aimé plus d'humour, plus de recul, comme sut si bien le faire Sergio Leone avec ses films spaghettis.

LAURENT JUDKIEWICZ



Jennyfer entourée de ses « papas ».

de la vie à la mort. Comme d'habitude avec Tanner, le chant est désespéré. Mais plus encore qu'à l'habitude, il est beau. Si beau qu'il rend heureux. Grâce à des dialogues pétillants et profonds, à un art abouti du symbole, à une manière de filmer qui tient en haleine dans l'attente de l'imminente catastrophe. Grâce aussi à des comédiens totalement convaincants, habités, qu'on découvre — il ira loin, le jeune Ecoffey — ou redécouvre, comme Myriam Mézières ou Hugues Quester. Avec l'espoir de les voir plus souvent.

F. de G.

*** « No man's land », d'A. Tanner, avec H. Quester, M. Mézières, J.L. Ecoffey, B. Berr.**

SURESTIME

Pour Depardieu

Retirez Depardieu, qu'est-ce qui reste ? A ce petit jeu, « Police » ne sort pas grandi. Bien sûr, les inconditionnels de Pialat y trouveront leur compte de mal à vivre rageusement décrit. Et les amoureux de polars y découvriront le milieu tunisien de la « blanche » à Paris. Sorti de là, « Police » se déroule plutôt mollement, malgré des plans à la va-comme-je-te-vise. Décevant. Cela dit, quelques portraits bien sentis méritent le détour : Anconina en avocaillon, Sandrine Bonnaire en petite pute. Et Depardieu est déchirant, impérial. Presque trop. Comme si Pialat avait été fasciné, paralysé, par son amour pour ce géant de l'écran.

F. DE G.

*** « Police », de M. Pialat. Avec G. Depardieu et S. Marceau.**

La fête au cinoche

Samedi 21 et dimanche 22 septembre, la pellicule va déborder des salles obscures et envahir les rues. Demandez le programme. A tout seigneur tout honneur, Akira Kurosawa avec « Ran » et Abel Gance avec « Napoléon » ouvriront le bal par des projections géantes, le vendredi 20, à 21 h 30, pour le Japon (façade du centre Georges Pompidou) et les 20, 21 et 22 à 16 h 30, pour la France (au Zénith).

Suivront des ventes aux enchères d'objets divers ayant servi dans quelques chefs-d'œuvre (exposition le 19 septembre de 11 à 18 h et vente le lendemain dès 14 h 30 à Drouot) ainsi que des ventes d'affiches (12 septembre, 15 h, salons du Fouquet's) à un festival de la bande-annonce (20 septembre, musée de la publicité).

En plus, bien évidemment, des tickets spéciaux pour voir les films de votre choix. Cette fois, un seul ticket vaudra pour deux places, toute la journée du 22 septembre de 14 h à minuit. Quand on aime la vie, c'est bien connu, on va au cinéma !

Et là se joue le décalage subtil entre Shakespeare et Kurosawa. « Lear » est un conte philosophique qui possède la force de l'intemporalité et de l'universalité. « Ran » se veut, en revanche et inversement, une fresque historique datée (1), doublée, mais doublée seulement, d'une réflexion sur l'usure du pouvoir et la puissance du Mal dans l'esprit humain. C'est dire que la forme l'emporte sur le fond ; que l'analyse des méandres de l'âme, si chère au cinéaste, est ici moins élaborée que dans « Kagemusha » par exemple. Mais le style, le rythme qui mêle hiératisme et frénésie meurtrière, la beauté hallucinante du film suffisent à balayer toute réticence. « Ran » est à la fois une œuvre de peintre, de musicien, de sculpteur ; un opéra d'une émotion totale où chaque image vous chavire le cœur. On voudrait tout retenir de ce grand livre des merveilles : le siège du troisième château où le son est volontairement banni ; l'apparition d'Hidetora hagard et désarmé, désespérément seul au milieu des cadavres et de la fumée des mousquets ; la mort de dame Kaede, figure d'ange démoniaque brutalement décapitée dans un palais aux parois si blanches ; l'ultime plan de l'adolescent aveugle tâtonnant au bord d'un précipice... En clair, un film obsédant, grandiose, fascinant, superbe ; en bref : un chef-d'œuvre.

FABIAN GASTELLIER

(1) Les armures, le décor d'un Japon déchaîné en guerres tribales, autant de détails qui inscrivent le film dans le dernier quart du XVIe siècle.

*** « Ran » d'Akira Kurosawa. Avec Tatsuya Nadakai, Mieko Harada, Akira Tereo, Peter...**

Rosanna Arquette dans « recherche Susan, désespérément ».



GRANDIOSE

« Ran », un grand livre des merveilles

Malraux avait raison : les civilisations se répondent. Du « Roi Lear » de l'Angleterre élisabéthaine à l'ancien Japon, il n'y avait qu'un pas, qu'un film : « Ran » d'Akira Kurosawa. Hidetora, un vieux seigneur fatigué qui passe la main et cède sa couronne, des héritiers assoiffés de pouvoir et de sang, le chaos, la folie, la fureur : les ressemblances sont troublantes à ceci près que les filles de Lear sont devenues des fils. Simple concession au « machisme » nippon ? Sûrement plus que cela. Une transposition qui obéit aux règles de la véracité, puisqu'aucun enfant de sexe féminin n'aurait pu prétendre, au pays du Soleil levant, à pareille succession.

LIVRES

* « Hollywood Story », de Frank Capra.

* « Cinéma (Mémos) », de David O'Selznick.

* « Tous en scène », de Vicente Minelli.

* « Harpo et moi », de Harpo Marx.

* « Orson Welles », d'André Bazin.

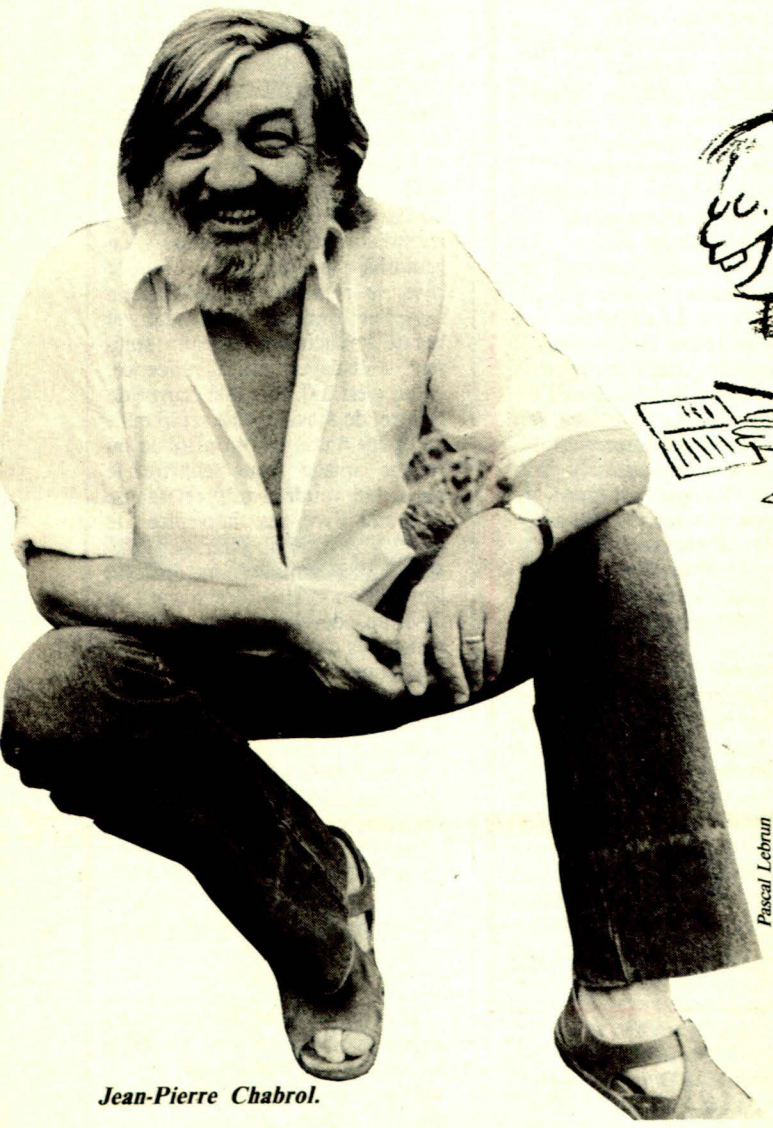
* « Ecrits sur le cinéma », de Satyajit Ray. Ed. Ramsay.

Certains des livres les plus importants sur le septième art, réédités en collection de poche, c'est une heureuse initiative que l'on doit aux éditions Ramsay. Dans la livraison de la rentrée, quelques joyaux : Welles, vu par Bazin bien sûr, les mémos tout à fait passionnantes d'un des plus grands producteurs d'Hollywood, et les souvenirs de ce cinéaste enchanteur qu'était Frank Capra. Pour bientôt, d'autres joyaux : « Louise Brooks, portrait d'une anti-star », et surtout, surtout, le célèbre Hitchcock-Truffaut. Quel régal !

SUISSE

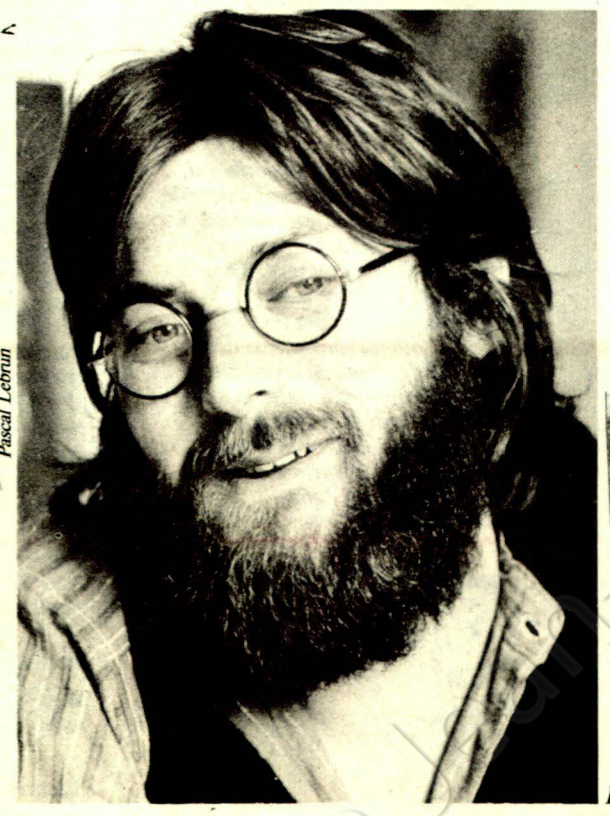
Rites de passage

La frontière entre la Suisse et la France. Quatre personnages en quête d'eux-mêmes, entre deux eaux, deux identités, deux rêves, deux ailleurs... « No man's land » raconte avec une subtilité extrême des histoires de passage. D'un pays à l'autre, de l'argent sale à l'argent blanchi, du rire aux larmes, du désir à l'amour, du rêve à la réalité,



Jean-Pierre Chabrol.





Roger Siffer.



Pierre-Jakez Héliaz pendant le tournage du « Cheval d'orgueil ».

FRANÇAIS SI VOUS PARLIEZ... TOUTES VOS LANGUES

Tous les Français sont devenus francophones, mais la France n'a pas cessé d'être polyglotte. C'est dire si l'initiative de Jack Lang, qui a fait entériner par le Conseil des ministres la création d'un Centre national des langues et cultures de France, est bien accueillie par les dix millions de Français qui parlent aussi » le breton, le basque, l'occitan, l'alsacien, l'arabe, le yiddish, etc.

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

AH ! ils s'en souviendront de cet été 1985 ! Et plus particulièrement de la journée du 7 août. Pauvres jacobins, pauvres malheureux ! Il faut dire que ce jour-là Jack Lang, ministre de la Culture, leur a joué un sale tour : il a fait entériner par le Conseil des ministres la création d'un Centre national des langues et cultures de France. Quelle horreur ! Il a osé rappeler à tous les « Franchouillards », à tous les beaufs du baragouin estampillé cocardier et à une poignée d'académiciens frileux que le français... n'est pas la seule langue parlée dans l'Hexagone et outre-mer.

Pauvre Michel Debré ! Entre apoplexie et insignifiance, il a, une fois de plus, hurlé avec les loups du chauvinisme et vendu la mèche du complot qu'il voit partout : pour lui, le projet de Jack Lang se situe dans la ligne de l'opération de destruction de la culture française, de l'unité française, en un mot de la nation, qu'il mène depuis son arrivée au ministère. » Bigre ! Et les 70 % de citoyens du pays qui approuvent (selon un sondage récent) l'action du ministre de la Culture... devraient tous être traduits en justice pour complicité d'atteinte à la sûreté de l'Etat ! Le fougueux « Michou-la-colère » a encore frappé... à côté de la plaque.

C'est un vieux réflexe conditionné chez Michel Debré : quand il entend le mot différence, il sort son bazooka. Son coup de gueule a dû le soulager. Mais, ce faisant, il a seulement fait bégayer l'Histoire, le 27 janvier 1794, déjà, un nommé Barrère tempêtait au sein de l'Assemblée nationale : « Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton, l'émigration et la haine de la République parlent allemand, la contre-révolution parle italien, le fanatisme parle basque. »

Qui parlait français ?

Le particularisme a survécu à Barrère, sans porter la moindre atteinte à l'unité de la nation française. A preuve, ces chiffres à la fin du XIXe siècle : aux tout débuts de l'enseignement obligatoire, la France comptait trente-neuf millions d'habitants. Sur ce total vingt-cinq millions parlaient une langue « étrangère » (breton, catalan, basque, occitan, corse, alsacien, etc.). Sur les quatorze millions restant, il fallait encore retirer ceux qui parlaient des patois (picard, champenois, bourguignon, berrichon, etc.), dans les campagnes, et ceux qui parlaient argot dans les villes. Combien parlaient le « vrai français » au temps de Jules Ferry ? Trois ou quatre millions de personnes, au maximum !

Depuis, l'enseignement laïc et obligatoire et l'arrivée des médias audiovisuels (radio, télévision) ont évidemment donné une « langue en commun » à tous les Français : le français parlé d'Yves Mourousi et de Jean-Claude Bourret. Est-ce à dire que chaque groupe (culturel ou sociologique) n'a pas gardé en plus un langage particulier ? Il faut être sourd ou aveugle comme Michel Debré pour nier la réalité : les jeunes Français de 1985 parlent d'abord en « chébran » et, pour une bonne part d'entre eux, apprennent en plus la langue de leur grands-parents (l'occitan ou le yiddish, l'alsacien ou le basque). On est loin du quai Conti...

Tous les Français sont devenus francophones mais la France n'a pas cessé d'être polyglotte. Les faits sont têtus. Un rapide tour de France s'impose : en Alsace, un million et demi de personnes parlent l'alsacien ; il existe des journaux, des émissions de radio, du théâtre et des chansons en alsacien. En Flandre, le flamand est la langue maternelle de 80 % des cent mille Flamands français, il est enseigné dans les collèges, parlé à la radio et défendu au Centre culturel d'Hazebrouck. En Bretagne, on dénombre vingt-sept écoles maternelles, des chanteurs, douze éditeurs, treize revues, un centre universitaire, des productions théâtrales et cinématographiques en langue bretonne ; le breton compte huit cent mille « locuteurs ». Le basque est parlé par quatre-vingt mille personnes, le catalan par dix mille, le Corse par cent trente mille. L'occitan a été parlé par la moitié de la France, des millions de personnes le parlent encore, de Nice à Limoges, en passant par Marseille, Toulouse et Clermont-Ferrand... mais l'appellent le patois...

Si l'on ajoute les « langues communautaires : des Arméniens, des juifs (le yiddish et le judéo-espagnol) et des Tziganes, si l'on ajoute encore les pratiques linguistiques de l'immigration (l'arabe, l'espagnol, le portugais, l'italien, le polonais, le vietnamien, etc.), ce sont près de dix millions de citoyens français qui sont concernés par la création du Conseil national des langues et cultures de France. C'est-à-dire un Français sur cinq.

Plus long que « l'Inventaire »

Le Conseil sera composé de trente à quarante personnes représentant les différents groupes linguistiques du pays. Il sera « un lieu d'échanges » et de débat. Directement rattaché aux services du Premier ministre, il proposera au gouvernement des mesures pour promouvoir ces cultures « différentes ». D'où il ne faudrait pas conclure que rien n'a été fait pour ces cultures depuis 1981. La création du Conseil national des langues et cultures de France n'est pas une « première pierre » mais plutôt un acte « d'institutionnalisation » des actions ponctuelles qui ont déjà été menées.

La liste des subventions du ministère de la Culture aux cultures régionales et communautaires depuis 1981 serait plus longue que « l'Inventaire » de Jacques Prévert . Citons au hasard quelques établissements, événements ou créations qui ont reçu des aides substantielles : le Centre culturel du Pays Basque à Bayonne, le Centre international de documentation occitane à Béziers, le Conservatoire de Lorient, les écoles Diwan en Bretagne, l'Association pour la promotion de la chanson alsacienne, l'exposition « jeunes issus de l'immigration », les Rencontres de musique traditionnelle de Niort, Arras et Clermont-Ferrand, la Maison de la musique en Haute-Corse, le Centre de Recherches sur la diaspora arménienne (à Paris), le Festival Panafricain de l'Ile-de-France, des dizaines de films, des éditeurs, des bibliothèques publiques, l'institut Kurde de Paris, la Médiathèque des langues de Bastia, l'Ecomusée de Haute-Alsace, etc.

D'autres ministères ont aussi pris leur part dans le soutien aux langues et cultures de France : la Solidarité, la Communication, la Recherche, les Dom-Tom, l'Education nationale. C'est ainsi, par exemple, que des émissions en « langues étrangères de France » sont régulièrement diffusées par Radio France et FR 3 : cela fait partie des obligations de leur cahier des charges. De fait, l'occitan se parle quotidiennement sur Radio France Hérault, Radio France Pau-Béarn, Radio France Limoges, Radio France Nîmes, Radio France Toulouse, le basque sur Radio Pays Basque, le corse sur Radio Corse-Frequenza Mora, le breton sur Radio France Armorique et Radio France Bretagne-Ouest, etc.

Depuis le 1er septembre 1983 Radio France internationale diffuse des émissions destinées aux communautés immigrées : en arabe, en portugais, en espagnol, en langues slaves, en turc, en cambodgien, en laotien, en vietnamien, en langues africaines. Par ailleurs, les grilles de programmes de F.r.3-Alsace, F.r.3-Aquitaine, F.r.3-Bretagne-Pays de Loire, F.r.3-Limousin-Poitou-Charentes, F.r.3-Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon et F.r.3-Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse comprennent des émissions (information, documentaires, fictions) en langues « dialectales ou vernaculaires ».

Mais c'est peut-être du côté de l'Education nationale que les choses sont allées le plus vite. Le 21 juin 1982 une circulaire a « arrêté les principes et fixé les orientations de ce que devrait être désormais l'enseignement des cultures et langues régionales dans le service public de l'Education nationale. » Une deuxième circulaire, datée du 30 décembre 1983, et adressée aux recteurs et inspecteurs d'académie, a précisé la cible : « La première chose à rechercher est la reconnaissance, là où il existe, de l'usage familial et social d'une langue qui n'est pas la langue d'enseignement à l'école. » Résultats concrets de ces deux directives : en 1985, dans le primaire, 130 000 élèves bénéficient de l'enseignement des langues et cultures régionales, onze classes expérimentales bilingues ont été ouvertes pour le basque, le breton, le corse et l'occitan, des conseillers pédagogiques ont été nommés, trente-deux écoles normales forment désormais des instituteurs en « cultures et langues régionales ». Dans les universités, on délivre maintenant des diplômes d'enseignement supérieur de corse à Corte, de catalan à Perpignan, d'alsacien à Strasbourg, de basque à Bordeaux et Pau, de créole à la Réunion, de breton à Rennes et Brest, d'occitan à Aix-Marseille, Toulouse, Montpellier, Pau et Nice. Sans oublier le Centre national d'enseignement par correspondance qui assure un enseignement en basque, breton, corse et occitan.

Panneaux bilingues

Ce n'est qu'un début. Le 1er février 1985, à Rennes, le président de la République, François Mitterrand avait déclaré : « On n'en a pas assez fait depuis trois ans. Je demande la création d'un Capes de langue bretonne moderne. » La création de ce Capes, Jack Lang l'a annoncée le 4 août dernier à Lorient, à l'occasion du Festival interceltique. En mars 1981, le candidat François Mitterrand promettait de garantir « le droit à la différence » pour chaque Français. Toutes les décisions prises dans le secteur « des langues et cultures » montrent qu'il ne s'agissait pas d'une promesse en l'air.

Il y a dix ans le drapeau du « particularisme » était presque exclusivement porté par des chanteurs et des chanteuses : Roger Siffer en Alsace, Canta Populu Corsu en Corse, Teresa Rebull en Catalogne, Claude Marti, Patric et Jean-Pau Verdier en Occitanie, Allan Stivell et Gilles Servat en Bretagne, etc.

En 1985, les « francs-tireurs » ne sont plus des hérauts isolés : « l'identité » de leurs peuples est reconnue aussi bien par les instances gouvernementales que par les élus locaux. Ce qui devrait permettre aux collectivités locales d'être partie prenante, dans le cadre de la décentralisation, d'une promotion des langues et cultures de France ; par exemple, comme l'a suggéré Jack Lang, en rendant bilingue les panneaux de signalisation routière.

En 1903, l'inspecteur d'académie Dantzer écrivait cyniquement : « Créons, pour l'amélioration de la race bretonne, quelques-unes de ces primes que nous réservons aux chevaux, et faisons que le clergé nous seconde en n'accordant la première communion qu'aux seuls enfants parlant français. » C'était l'époque où l'on trouvait cette inscription dans les écoles de Bretagne : « Défense de cracher par terre et de parler breton. » C'était le temps du mépris, de l'esprit colonial.

L'Europe des cultures

C'est maintenant le temps de la liberté, de la tolérance, de la reconnaissance du droit à la différence, à la volonté de destruction de tout ce qui n'était pas « purement français » a succédé la volonté d'enrichir et de bâtir un pays pluri-ethnique, pluri-linguistique et pluri-culturel.

Cette volonté politique est-elle suffisante ? Nécessaire, elle ne saurait se substituer aux peuples eux-mêmes. L'écrivain breton Per-Jakez Hélias le disait fort bien en commentant les mesures gouvernementales du 7 août dernier : « Ce qu'il faut, c'est que le peuple, usant de la langue, décide lui-même de la conserver (...) C'est pour cette raison, qu'il est important de l'apprendre aux enfants dès leur plus jeune âge. » Des mesures gouvernementales, c'est clair, ne suffiraient pas à sauver des langues que plus personne ne parlerait... Neuf cents élus d'Alsace (en majorité de droite) l'ont bien compris : toutes tendances politiques confondues, ils ont signé un document où ils réclament en chœur que l'alsacien soit enseigné dès l'école primaire (ce qui n'est pas fait à cause du Concordat qui a rendu l'école alsacienne indépendante de l'Etat français).

Les sceptiques diront : « C'est un combat d'arrière-garde. A quoi cela peut-il servir à l'avenir de promouvoir les langues de France ?» Ceux-là, sans le savoir, parlent comme les idéologues du Kremlin et aimeraient volontiers « normaliser » la France. Ceux-là sont les mêmes qui crieraient au scandale si les Allemands ou les Anglais supprimaient chez eux, l'enseignement du français. Ces sceptiques se trompent. Ce sont eux qui sont d'arrière-garde. Car aider les langues vernaculaires en France c'est assurer la préfiguration de l'Europe des cultures, c'est se mettre au diapason de l'ère des satellites : demain, un même film ou une même émission seront diffusés avec plusieurs sons simultanés, le son anglais, le son flamand, le son allemand, le son italien, etc. Chaque téléspectateur, en appuyant sur un bouton choisira le son qui lui convient. Demain, c'est-à-dire dans deux ou trois ans, il sera techniquement possible de « doubler » toutes les émissions de la télévision française dans toutes les langues de France que l'on voudra...

Il n'y a pas si longtemps, Michel Debré, était ministre. A cette époque-là, le F.l.b. (Front de libération de la Bretagne) posait des bombes un peu partout. Et le Breton Gilles Servat chantait : « Et notre langue à la poubelle / Mo langue, maman, pitié pour elle... » Gilles Servat a été entendu par la gauche, le F.l.b. s'est tu. Michel Debré devrait se faire discret... ●

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 20 SEPTEMBRE

T.f.1 : « Le Jeu de la vérité », émission de Patrick Sabatier. Avec Marlène Jobert — 20 h 35.

Marlène a invité Birkin. Alors moi, je me colle à ma télé.

« Le Rébus », téléfilm de Christian Watton et Alain Boudet — 22 h 10.

Meurtre en pleine fanfare. Z'avaient qu'à pas défiler. Avec Frédéric de Pasquale et Aïna Walle.

A.2 : « L'Ordre », série de Dominique Fabre et Etienne Périer d'après le roman de Marcel Arland. Première partie — 20 h 35.

Un non-conformiste, dans la grasse bourgeoisie provinciale des années 20, c'est le vilain petit canard. Gilbert est doué, mais révolté. Son rêve : refaire le monde et épouser Renée, la fille du maire son tuteur. Malgré quelques lenteurs, cette adaptation, assez littéraire, du roman de Marcel Arland (prix Goncourt en 29) a des aspects envoûtants non négligeables. Une belle photographie, des dialogues sensibles et la présence forte de Jacques Perrin en frère aîné traçant les chemins obligés. Dommage qu'Irina Brook soit si fade et Pierre Malet, d'ordinaire intéressant, si pâle... A suivre.

Ciné-club : « La Vie criminelle d'Archibald de la Cruz », de Luis Buñuel — 23 h.

Buñuel épie, son personnage s'allonge et le scénario sert de divan. Criminel en intention, Archibald ne passe jamais lui-même aux actes. C'est le hasard qui tue. Et la société bourgeoise qui agonise. L'explosion du cinéma surréalistico-psychanalytique. Eblouissant.

F.r.3 : « Vendredi : Renaud à Moscou », reportage et réalisation de Vincent Lamy et Alain Taïeb — 21 h 35.

Sur le thème « Paix et Amitié », Renaud a craqué. Un si joli slogan pour s'en aller gratter la guitare à Moscou au bras des Jeunesses communistes.

Sur le Parc Gorki, devant une foule triée sur le volet qui s'est barrée comme un seul homme dès les dernières mesures du « Déserteur », Renaud a déchanté. Depuis, il jure qu'on ne l'y reprendra plus.

SAMEDI 21 SEPTEMBRE

F.r.3 : Fête du cinéma : « Une partie de campagne », de Jean Renoir — 23 h 5.

Un amour sans lendemain dans un film inachevé qui a le parfum d'un Manet. Admirable.

DIMANCHE 22 SEPTEMBRE

A.2 : « Le Grand échiquier », émission de Jacques Chancel. Avec Raymond Devos — 20 h 35.

Le monsieur tout rond qui se mire et s'admire dans ses souliers vernis. Avec, entre autres invités, Jane Birkin. Alors, Antenne 2 c'est deux fois mieux !

« Le Métier d'écrire », émission en deux parties d'Antoine Gallien et Alain Dhénaut. Première partie — 22 h 45.

Et pourtant, ils écrivent ! Ils réussissent à pondre, en dépit des crampes, des angoisses, des paniques... Ils ? Jean Tardieu, pépé génial hyper-sympa qui rapprocherait volontiers le poète du prêtre et qui se délecte, avec son beau stylo, du « plaisir physique à tracer » ; Françoise Mallet-Joris, adorable lorsqu'elle explique qu'elle ne peut pas réfléchir si elle n'écrit pas ; Lawrence Durrell, qui avoue avoir trouvé le meilleur de son inspiration dans une répétition abusive de gueules de bois et Philippe Sollers qui renie Flaubert et sacre Saint Simon. Quatre portraits de joueurs qui, tous, expriment la même vérité intérieure : écrire, c'est presque un orgasme.

F.r.3 : Cinéma de minuit : « Pour une nuit d'amour », d'Edmond T. Gréville — 22 h 30.

Zola et Odette Joyeux au générique. Qui dit mieux ?

LUNDI 23 SEPTEMBRE

T.f.1 : « L'Avenir du futur », émission proposée par Jean-Pierre Hutin : « Terre brûlée », de Cornel Wilde. Débat : la désertification — 20 h 35.

Quand la pollution atteint son point de non-retour... Un film de science-fiction, suivi d'un débat sur la mort des villes et l'avancée du désert. Aride.

A.2 : « Japon, le rêve et l'Histoire », série de Jean Antoine. Troisième partie : « Un Superbe isolement — 1600-1868 » — 22 h 5.

« Thalassa », magazine de Georges Pernoud : « La Mer, amie ou ennemie de Venise ? », enquête de Renaud Delourme — 23 h 5.

Le point sur les méfaits de l'acqua-alta avec, entre autres, une interview de la comtesse Foscari, véritable pasionaria de la lutte antipollution.

MARDI 24 SEPTEMBRE

T.f.1 : « Le crime de Pierre Lacaze », téléfilm en deux parties de Jean Delannoy. Première partie — 20 h 35.

Le face-à-face d'un père et de son fils, séparés par les conflits de génération et brusquement réunis par un crime. Avec Roger Hanin, très sobre en paternel chancelant. A revoir.

« Entre ciel et terre : Jérusalem : en attendant le Messie », film de Claude Massot — 22 h 5.

A.2 : « Le Père tranquille », de René Clément — 20 h 35.

Portrait du résistant qui sommeille chez le provincial d'allure pépère. Convainquant. Avec Noël-Noël.

F.r.3 : « Stowaway », de William Seiter — 20 h 35.

Baby Shirley Temple en orpheline chinoise. L'imagination hollywoodienne a quelque chose de confondant.

MERCREDI 25 SEPTEMBRE

T.f.1 : « Le Ciel du faubourg », téléfilm de Jacques Tréfouel, d'après le roman d'André Dhôtel. Seconde et dernière partie — 20 h 35.

A.2 : « Les 5 dernières minutes : Tilt », téléfilm de Jean-Pierre Desagnat — 20 h 35.

Un assassin abandonne ses cadavres sur les escaliers roulants du forum des Halles. Une nouvelle façon de protester contre l'architecture contemporaine.

F.r.3 : « Portrait de Pier-Luigi Pizzi », réalisation de Sébastien Hibler — 22 h.

On connaît Pier-Luigi Pizzi à la scène pour ses splendides mises en scène d'opéra (« Hyppolyte et Aricie », « Macbeth », « la Khovantchina ») et le drapé savant des costumes qu'il invente ; on le connaît à la ville pour son amabilité légendaire, sa classe et sa collection de pulls Missoni dont je suis épouvantablement jalouse. Mais que sait-on de l'homme privé ? De celui qui fut architecte, qui a quitté Rome pour Paris et que les théâtres du monde entier s'arrachent ? Avant la diffusion, sur F.r.3 en novembre prochain, de sa « Passion selon saint Jean » de Bach, Pizzi se confie, se raconte, s'abandonne. Un voyage magique.

JEUDI 26 SEPTEMBRE

T.f.1 : « Questions à domicile », émission proposée par Anne Sinclair, Pierre-Luc Séguillon et Alexandre Tarta. Avec Lionel Jospin — 20 h 35.

« La Sultane et l'amour », de René Le Somptier et Charles Burguet — 23 h 40.

Une redécouverte : ce nanar du muet aujourd'hui colorié et sonorisé. Bref : le harem plus vrai que nature.

A.2 : « Celles qu'on n'a pas eues », de Pascal Thomas — 20 h 35.

Sept sketches racontés par sept voyageurs d'un même compartiment sur un même thème : la drague et ses flops. Bof.

« Actions », magazine de l'économie présenté par François-Henri de Virieu et Gérard Morin — 22 h 25.

F.r.3 : « Cinéma sans visa », émission proposée par Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud : « Tonnerres lointains », de Satyajit Ray — 20 h 35.

Un village paumé du Bengale, à l'heure de la Seconde Guerre mondiale et face à la famine. Le début d'un nouveau cinéma pour Ray : le cinéma social. Poignant.

L'Emission de la semaine : « Les Sept chocs de l'an 2000 », de Laurent Joffin et Roland Portiche. A.2., mercredi 25 septembre, 22 h.

Depuis le succès de l'émission « Vive la crise », les chaînes multiplient les grands documents spectacles pour nous expliquer, sans trop nous ennuyer, de quoi notre passé, notre présent et notre avenir sont faits. Donc, si nous avons bien assimilé la leçon n° 1, serinée (habilement) par Yves Montand, à savoir : nous sommes dans la merde, voici le pourquoi voici le comment — reste à savoir si nous allons vers des lendemains qui chantent. En clair : l'an 2000, qui est à quinze années de nous, nous apportera-t-il un monde radicalement nouveau dont nous ne vivons que les prémices, et quel sera ce monde ?

L'an 2000, c'est à la fois un changement d'année, de siècle et de millénaire. Un cap particulier, dont l'échéance déclenche en nous des peurs irraisonnées, illogiques. On cafouille, on tâtonne. On imagine des petits bonshommes verts ou bien un monde glacé et robotisé ; une guerre des étoiles hollywoodienne ou bien une Apocalypse postatomique.

Mais pareille imagerie ne paye plus. La réalité c'est que l'an 2000 ressemblera sûrement, vu de loin, aux années 80 ; que les bouleversements capitaux relèveront plus du fonctionnement interne des structures de la société que d'un décor de cinéma pour film futuriste à grand spectacle. La réalité, ce sera le chômage, la mutation technologique, le profil des entreprises, la répartition du temps de travail, l'explosion de la famille — tout ce que nous connaissons mais en accentué, renforcé.

La France de l'an 2000 se prépare aujourd'hui. Aujourd'hui les enfants manquent et l'on va vers un avenir où les vieux seront majoritaires et, par la force des choses, condamnés à la pauvreté. Aujourd'hui la robotique, l'informatique entraînent le chômage, mais, pour survivre en 2010, pour être compétitif, il sera obligatoire d'en être passé par là. Aujourd'hui le racisme fait rage, mais c'est la France multiraciale de demain qui assurera la relève...

Conseils, leçons, prévention en tout genre : Bernard Tapie (pour une fois clair, net et pas show-off), Albert Jacquard, Elisabeth Badinter et d'autres répondent. Pour dire (entre autres mais c'est un point capital) qu'il faut rechercher la sophistication à tous les stades de la vie tout en s'en méfiant, car alors la liberté serait en jeu puisque, selon Jacquart, « ma liberté dépend du manque d'information des autres sur moi ».

Donc quel avenir ? Nul ne le sait. Et pareils scénarios demeurent sujets à caution si l'on se souvient que les futurologues d'il y a quinze ans prévoyaient pour 85 une France prospère, sans chômage, avec même un réel problème de main-d'œuvre... Cette réserve faite (et elle est faite, dans l'émission, par Michel Drucker qui sert en quelque sorte de Candide sachant poser les questions), l'émission de Laurent Joffin et Roland Portiche est en tout point passionnante et remarquable.

Et puis elle se clôt sur Marguerite Duras, qui parle décidément aussi bien qu'elle écrit, et qui endosse le rôle (nécessaire) du philosophe. Devant un monde noyé sous l'information où « il n'y aura plus que des réponses » ; où faire le tour du monde en huit jours ne tentera personne puisque « dans le voyage il y a avant tout le temps du voyage », Duras se veut résolument optimiste. « Viendra l'indiscipline, dit-elle. Un homme réapprendra la lecture. Et se retrouvera de nouveau seul un jour avec son malheur et son bonheur, mais un malheur et un bonheur qui viendront de lui-même. »

En résumé : de la télé excitante. Dommage que les programmateurs soient décidément incurablement bouchés pour la programmer en catimini à 22 h !



« Une partie de Campagne », de Jean Renoir.

Le Parti socialiste vient d'entrer dans la dernière phase de préparation du Congrès d'octobre, qui précédera lui-même de peu la campagne des élections législatives de 1986. C'est dire que les prochains mois vont être décisifs pour le combat des socialistes.

L'information des militants et des sympathisants devient donc essentielle, et le rôle de « l'Unité » va prendre plus d'importance encore. Nous demandons donc à tous les animateurs du Parti, aux responsables fédéraux, aux secrétaires de section de se mobiliser dès aujourd'hui pour collecter de nouveaux abonnements à « l'Unité ».

A titre d'encouragement, tout nouvel abonnement d'un an transmis par un lecteur déjà abonné (joindre la dernière bande) bénéficiera, pendant cette période, d'une réduction exceptionnelle (270 F au lieu de 290 F).

Que chacun d'entre vous s'engage dans cette grande campagne pour « l'Unité » en trouvant lui-même au moins un nouvel abonné. D'avance nous vous en remercions.



Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

- ★ ***abonnement de six mois (195 F)***
- ★ ***abonnement d'un an (290 F)***
- ★ ***abonnement de soutien (500 F)***

☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date

Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS LA DEFENSE CEDEX 07

TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

petites annonces

TARIFS

Trois lignes minimum, 28 signes par ligne, blancs compris.

	H.T.
Offres d'emploi	*30 F*
Demandes d'emploi	*20 F*
Immobilier	*25 F*
Divers	*25 F*

Ajouter 18,60 % de T.v.a.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 13.9. : Ville de La Roche-sur-Yon (Vendée), recrute d'urgence directrice de crèche collective (80 places). D.e. puéricultrice depuis plus de 5 ans.

Candidatures à adresser à M. le Maire, hôtel de ville, place Napoléon, 85021 La Roche-sur-Yon, Cedex.

Réf. 12.9. : Ville de La Roche-sur-Yon (Vendée), recrute d'urgence gestionnaire de restaurant scolaire, responsable des achats de matériel de restauration et de vêtements de travail. Expérience indispensable de la gestion de restaurant de collectivité d'au moins 300 rationnaires. Formation comptable souhaitée.

Candidatures à adresser à M. le Maire, hôtel de ville, place Napoléon, 85021 La Roche-sur-Yon, Cedex.

DIVERS

Réf. 13.9. : Trio de musique brésilienne en France. Original. Réf. ant. Matériel pub disp. Renseignements : téléphoner s.v.p. au (61) 22.77.63.

Réf. 6.9. 2 km Saint-Rémy-lès-Chevreuse (78), enseignant vend, pour cause mutation, pavillon, cinq pièces, grenier aménagé, 2 salles de bain, 2 w.c., cellier, cuisine équipée, garage, jardin paysager 260 m² (écoles, collèges, commerces, équi. sportifs). Prix raisonnable.

Ecrire à la rédaction (service des petites annonces) qui transmettra.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.



LA CHRONIQUE LITTERAIRE DE CLAUDE GLAYMAN

Andrée Chédid, chantre du Liban : le cèdre déraciné

**** Andrée CHEDID : « la Maison sans racines » — Flammarion, roman.***

AU Liban ce n'est pas la violence aveugle qui frappe Jean-Paul Kauffmann et ses compagnons d'infortune, mais une violence dont le caractère symbolique révèle une volonté sélective et déterminée. Prendre pour otages des symboles de paix, tel est le moyen de signer ses œuvres, de s'assurer que l'engrenage de la catastrophe se poursuivra. D'une manière générale, et au moins vue de Paris, la tragédie du Liban illustre l'innocence de chaque être humain et rappelle que la terreur et le terrorisme brisent des innocents. La mort, la répression, la guerre ne peuvent porter que ce visage-là. Le très beau, le très émouvant roman d'Andrée Chédid est une démonstration de ce processus, et, comme il s'agit d'un roman avec sa forte part de beauté, d'imagination, la démonstration n'a rien de didactique, de politique ou de pesant, elle se confond avec une morale, la morale.

Kalya, la cinquantaine, révolver au poing s'avance vers le centre d'une place urbaine, une jeune fille y est couchée, vêtue de couleurs vives, une autre jeune fille qui semble sa sœur siamoise s'affaire penchée sur la première. Que poursuit Kalya ? La paix, l'honneur, un ennemi invisible ? « Elle repousse l'idée que c'est la mort qui l'attend au bout du chemin. Mort qui en déclenchera une autre, puis une autre, puis une autre encore. Engrenage que nul ne pourra arrêter. Inexorable enchaînement déclenché par l'action d'un seul. »

Nous sommes au Liban en 1975 — Andrée Chédid, quoique née au Caire et résidant en France depuis 40 ans, descend d'ancêtres libanais — au début de l'horreur, à l'une de ses extrémités, aujourd'hui il y a Kauffmann et ses compagnons. En 10 ans que d'innocents sont morts sur la croix de l'ancien paradis libanais. Kalya l'« émigrée » du Liban, ce pays au peuple composite et complexe qui vit en Diaspora aux quatre coins de l'univers, se souvient de l'époque bénie où elle était petite fille auprès de la grand-mère Nouza. C'était en 1932, dans une grande famille riche et bigarrée qui transitait du Liban au Caire et du Caire à Paris, en passant par la Côte d'Azur et la Suisse. En 1975, alors que Kalya tient « en joue la haine », Sybil, sa petite fille, se dissimule, et reste à l'abri dans l'encoignure d'une porte ; lorsque Kalya aura atteint le centre de la place, Sybil s'élancera, innocente et victime. Le récit d'Andrée Chédid se déroule sur plusieurs plans. La démarche de Kalya est décrite, comme au cinéma, tout au long d'une série de séquences prises au ralenti ; la durée du livre ne tient, à ce niveau, que quelques minutes. Mais ces quelques minutes suffisent à reconstituer le passé que suggèrent des flashes, partiels et nullement chronologiques. Le sort du Liban martyr paraît se jouer au bout de la longue marche de Kalya, si à terme, il y a mort d'innocents, le pays bascule dans l'engrenage, car si on en tue un, ensuite on tuera tous les autres. Un court instant et l'édifice de paix s'écroule tandis que l'image rétrospective n'apparaît que plus paradisiaque.



Ce sont les femmes qui pressentent la catastrophe comme si elles constituaient un sismographe idéal pour suivre l'évolution du pays, pays qui est la somme des clans familiaux, tels celui de Kalya et des siens. Les femmes aimées, courtisées et bafouées ont toujours été quelque peu recluses, même si les mœurs cosmopolites du Liban n'ont rien de comparables avec celles des sociétés arabes fermées. A Paris, où elles séjournent dans les années 30, Nouza la grand-mère et la petite Kalya respirent. Plus de 40 ans après, Beyrouth aux yeux de Kalya et de Sybil, qui s'y rendent en pèlerinage, n'aura rien du havre parisien d'antan. Famille pittoresque où les hommes ont leurs côtés brillants et leurs côtés médiocres.

Farid, l'époux d'Odette, grand seigneur, macho et volage, frère de Nouza ; Mitry, le cousin malade, poète, qui brûlait de passion pour Odette, une Odette dédaignée par Farid, qui finira par céder à Mitry mais n'oubliera jamais la figure écrasante du mari disparu, amateur invétéré de communications téléphoniques à longue distance (comme disent les Américains ; les parents de Sybil sont deux ethnologues précisément américains, partis au cours de cet été 1975 à la découverte d'une hypothétique ethnie inconnue, alors qu'ils ignoraient le Liban de leurs origines, où ces savants auraient fait à coup sûr leur miel). Sybil, que fascinent Aziz et sa boutique des mille et une nuits, payera-t-elle pour l'insouciance de ses père et mère ?

Nous retrouvons Odette à Beyrouth, en 1975, vieille dame poudrée, parfumée, gourmande, flanquée de Slimane, l'inévitable et éternel serviteur, victime lui aussi de la folie des hommes. Anaïs, la servante laide et raide, proie passive de la vie au cours d'une brève et impossible liaison avec un lointain cousin.

On dirait un « Cœur simple » tiré d'une brève nouvelle de Maupassant ou de Tchékhov. Brièveté, vitalité, l'art d'Andrée Chédid possède la puissance de l'ellipse totalement maîtrisée, de la suggestion suffisamment évoquée pour que la vie qui en découle ait la vigueur de l'air qui vibre et du sang qui palpite. Mystère, rapidité, n'empêchent pas la romancière de peindre à merveille l'insouciance d'un monde et d'une époque irrévocablement disparus, le charme inépuisable d'une société où les couleurs, les senteurs, les rites confirment la pérennité d'une civilisation que rien ne détruira, pas même la guerre actuelle. On jurerait que ce modèle levantin, célébré par l'Histoire, renoue avec l'amour courtois dont on sait par ailleurs, un Georges Duby par exemple nous l'a montré dans plusieurs de ses études, qu'il n'est pas exempt de cruauté.

Bonheur dû à la liberté de la romancière qui place Mario, l'amour mythique et furtif de la jeune Kalya qu'emportent la mélodie et la danse transmises de génération en génération, qui place donc Mario chez Odette pour y retrouver Kalya, devenue photographe célèbre (la fille de Mario est l'un des deux personnages féminins qui se trouvent au centre de la place que Kalya cherche à gagner), Andrée Chédid n'exprime pas seulement la nostalgie de la vie passée, mais elle a un sens aigu du temps qui s'écoule. Comme elle sait décrire ces chairs de femmes qui, avec l'âge, se fânent sans espoir et comme elle sait montrer l'imperceptible pincement de cœur qui suit le coup d'œil averti de l'héroïne dans son miroir.

Court roman initiatique, symbolique, « la Maison sans racines » éclaire magnifiquement le Liban, pays d'armes, d'argent, creuset de religions multiples qui fut un havre placé au milieu d'une poudrière avant de sombrer dans la folie absurde des hommes.

Kauffmann et ses compagnons y sont captifs pour nous rappeler que tout le monde peut être victime de ce dérèglement, de la raison et que tout le monde devrait s'en sentir responsable. Le Liban semble s'écrier Andrée Chédid est au centre de la terre, comme la place où progressent Kalya et son cortège de souvenirs se trouvent au centre stratégique de ce livre. C'est pourquoi on peut parler de roman initiatique. Roman beau et déchirant, simple et complexe, « la Maison sans racines » ne saurait s'oublier.

ROMAN ETRANGER

Un Simenon anglo-indien

** « Mr Stone » par V.S. Naipaul (Albin-Michel).*

Premier roman du célèbre écrivain indo-jamaïcain de culture anglaise (trois atouts pour faire un très convenable prix Nobel), « Mr Stone », paru en 1963, rappelle par bien des aspects notre Simenon des grandes années, le témoin aigu des déchirures secrètes, des destins ordinaires et des dérives feutrées. La soixantaine alerte, Mr Stone, célibataire endurci, londonien de vieille souche, occupe le poste de bibliothécaire dans une grande entreprise, emploi subalterne qu'il fit jadis ronfler en se bombardant chef-bibliothécaire.

Sa vie est sans surprises, sans émoi, sans amour et sans crainte. Bref, à part une haine tenace vouée à un matou noir baptisé Le Monstre, un mépris écœuré affiché à l'endroit du Mâle — un voisin prolifique et bricoleur — et une affection tiède pour une sœur lointaine, pas d'intermittences du cœur pour l'employé modèle. Mais un soir, il rencontre au cours d'un dîner une flamboyante veuve. Mariage éclair, installation dans la vie conjugale, voyage de noces en Cornouailles. Ravigoté par cette situation nouvelle, l'esprit tenu en alerte par une épouse un peu activiste Mr Stone qui avait somnolé durant toute sa vie professionnelle a subitement une idée géniale pour la réorganisation de son entreprise, en fait part au p.-d.g. qui s'enflamme et met sur orbite Mr Stone et son projet. Débordant d'activité, Mr Stone jette ses derniers feux... et se fait peu à peu éclipser par un jeune cadre dynamique, pour qui la « communication médiatique » n'a plus de secrets. Non seulement il met Mr Stone sur la touche mais il enlève sa nièce et l'engrosse.

Résigné, Mr Stone part sur la pointe des pieds, regagne son terrier banlieusard déserté par l'épouse dont la vie s'est émancipée grâce à quelques vieilles copines. Le voilà seul. Définitivement. Il reporterait bien un trop plein d'amour sur le fils du « Monstre », un petit chat noir aux yeux verts, mais pour aimer il faut être deux et le minet n'a pas besoin de lui.

Une histoire banale peut faire un roman intense. Chroniqueur d'un tiers monde en constant déséquilibre, V.S. Naipaul montre avec « Mr Stone » qu'il fut aussi l'impassible et sarcastique observateur d'une certaine Angleterre.

NICOLE CHAILLOT



Sipa-presse

LISEZ AUSSI :

**** Andrée Chédid : « L'Autre », « Derrière les visages », « Le Sixième jour » — 3 vols — Flammarion, Castor poche.***
Andrée Chédid est également un merveilleux écrivain pour enfants.
**** Claire Brière : « Liban, guerres ouvertes 1920-1985 » — Ramsay.***
Pour se repérer dans un conflit de bruit et de fureur.
**** Naguib Mahfouz : « Impasse des deux palais » — J.C. Lattès, roman.***
Premier volume d'une trilogie. Mahfouz est tenu pour l'un des plus grands écrivains contemporains d'Egypte.
**** Tahar Ben Jelloun : « L'Enfant de sable » — « Harrouda » — 2 vols, le Seuil Denoël, roman.***
« L'Enfant de sable » est un nouveau roman tandis que « Harrouda » date de 1973. Il y a un univers et une écriture Ben Jelloun qui enrichissent la langue française.
**** Leïla Sebbar : « Les carnets de Shéhérazade » — Stock, roman.***
Pérégrinations, dans un camion, en France et en Europe, de Shéhérazade et de son routier, fumeur de gitanes (voir « l'Unité » n° 545 à propos de l'avant-dernier livre de L. Sebbar « Parle mon fils, parle à ta mère » Stock).
**** Rachid Boudjedra : « La Macération » — Denoël, roman.***
Autre voix capitale du Maghreb et de la francophonie d'aujourd'hui. Le huis-clos familial dans la touffeur des hauts plateaux algériens.
**** Jean-Pierre Millecam : « La Quête sauvage » — Calmann-Lévy, roman.***
La densité d'un écrivain français né à Mostaganem qui poursuit sa peinture de l'Algérie.
**** Michel Levine : « Les Ratonnades d'octobre : un meurtre collectif à Paris en 1961 » — Ramsay.***
Les journées d'octobre 1961 racontées à travers des témoignages. Il est interdit d'oublier.

"POUR MOI, LA PRÉCISION FAIT TOUTE LA DIFFÉRENCE."

MICHEL PLATINI



BAZAINE

NOUVEAUX TÉLÉVISEURS 70 CM.

THOMSON MC4

THOMSON

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325